

## **RAPPORT FINAL**

### **Évaluation de l'impact de la crise actuelle en Haïti sur les ménages**

*- 19 janvier 2020 -*

*Rédigé par Ariane Guy avec contribution de Leyla Mutiu*

*Révisé par les membres du comité de pilotage représentant Solidarités International, Action Contre la Faim, Mercy Corps, Save the Children, Concern Worldwide, Humanité & Inclusion, et le Cadre de Liaison Inter-Organisations (CLIO)*

## Résumé

En 2019, Haïti a vécu une crise connue sous le nom de « peyi lock » allant de septembre à novembre. Celle-ci a été précédée de mouvements similaires en juillet 2018 et en février et juin 2019, ayant déjà eu des conséquences sur les ménages haïtiens, surtout ceux les plus vulnérables.

Afin d'évaluer l'impact de la crise « peyi lock » sur les ménages en Haïti, une analyse multisectorielle a été entreprise par la voie de consultations et de recherches pour la production de rapports hebdomadaires sectoriels sur les secteurs EPAH et la lutte contre le choléra ; la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ; la sécurité et l'accès ; l'éducation et la protection ; et la santé. Ce rapport final offre une analyse approfondie des tendances observées au cours de la crise par secteur, met en avant des facteurs de risque potentiels pour 2020 et propose des mesures de mitigation pour les acteurs humanitaires œuvrant en Haïti.

L'insécurité, les troubles socio-politiques et économiques ont affecté les ménages haïtiens de manière directe et indirecte, surtout ceux les plus vulnérables. L'insécurité a empêché les ménages d'accéder aux services de base, notamment l'éducation et les services de santé. De plus, de par leur précarité accrue, les ménages ont vu leur situation d'insécurité alimentaire s'aggraver. Les acteurs humanitaires ont fait face aux difficultés d'accès et d'approvisionnement de leurs zones d'opérations.

Conséquemment, les préoccupations pour les acteurs humanitaires sont l'instabilité économique qui plonge les ménages dans une situation aggravée de précarité et d'insécurité alimentaire ; l'aggravation des conditions de santé des populations les plus vulnérables suite à la paralysie du secteur durant la crise ; l'instabilité politique créée entre autres par l'absence d'un gouvernement qui rend difficile le fonctionnement de l'État et risque d'augmenter les tensions sociales ; une augmentation de l'insécurité due entre autres à la présence de gangs armés qui continuent d'affecter les activités commerciales de tout un chacun et les opérations des acteurs ; enfin, la possibilité d'une nouvelle fermeture des écoles due à des mouvements populaires ; ainsi que d'une nouvelle pénurie de carburant, qui rendrait difficile la continuité des opérations des acteurs de l'aide et de leurs partenaires haïtiens et qui pourrait aussi alimenter des protestations et les troubles sociaux.

L'opinion partagée par les acteurs consultés est que cette crise est multisectorielle et qu'elle ne peut être identifiée comme seulement une crise politique, car elle a évolué dans un contexte de faiblesse structurelle du pays, marquée entre autres par les bilans négatifs d'une décennie après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Les acteurs de l'aide faisant face aux problèmes préexistants en Haïti se retrouvent face à une aggravation de ceux-ci. De plus, le manque d'information et de données statistiques nationales sur l'impact de la crise constitue un obstacle à la prise d'actions contextualisées. Le défi est néanmoins d'apporter une réponse d'urgence afin de répondre aux conséquences directes de la crise, mais aussi de renforcer l'aide à moyen et à long terme pour renforcer les moyens d'existence des ménages et qui s'attaquera aux causes préexistantes à la crise « peyi lock ».

## Table des matières

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	4
1. Introduction	6
2. Méthodologie	6
3. Contexte politique, économique et sécuritaire	7
4. Analyse de l'impact de la crise actuelle en Haïti	8
A) Analyse des développements politiques, économiques et sécuritaires	9
B) Analyses sectorielles de l'impact de la crise sur les ménages	10
i) Eau potable, assainissement et hygiène et lutte contre le choléra	10
ii) Sécurité alimentaire	11
iii) Sécurité et accès	15
iv) Éducation et protection	16
v) Santé	18
C) Analyse de l'impact de la crise sur la réponse humanitaire	20
i) Sécurité	20
ii) Opérations	20
iii) Administration et gestion des programmes	21
iv) Causes préexistantes à la crise	22
5. Outils de référence	24
A) Dates à surveiller	24
B) Tableau de synthèse sectoriel	25
6. Conclusion	32
7. Annexe	33
A. Liste non-exhaustive de questions d'entretien avec les représentants d'organisations et institutions.	33
B. Rapports de situation par secteur	34
i) Eau potable, assainissement et hygiène et lutte contre le choléra	34
ii) Sécurité alimentaire et moyens d'existence	39
iii) Sécurité et accès	47
iv) Éducation et protection	55
v) Santé	62

## ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ACTED	Agency for Technical Cooperation and Development
ANARSE	Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Énergie
APP	Association des Professionnels du Pétrole
CAN	Centre Ambulancier National
CBTWG	Cash-based transfer Working Group/Groupe de travail sur les transferts monétaires
CIMO	Corps d'Intervention et de Maintien de l'Ordre
CLIO	Cadre de Liaison Inter-Organisations
CEPALC	Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CNDDR	Commission Nationale de Désarmement, Démantèlement et Réintégration
CNTS	Centre National de Transfusion Sanguine
CNSA	Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
CE-JILAP	Commission Épiscopale Nationale Justice et Paix
CERF	Fonds Central d'Intervention pour les Urgences Humanitaires
DAP	Direction de l'Administration Pénitentiaire
DINEPA	Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement
ECHO	Commission Européenne pour l'Aide Humanitaire
EDH	Électricité d'État d'Haïti
EMIRA	Équipe Mobile d'Intervention Rapide
EPAH	Eau potable, assainissement et hygiène
FAES	Fonds d'Assistance Économique et Sociale
FENAMH	Fédération Nationale des Maires Haïtiens
FEWS Net	Famine Early Warning System Network
FFP	Food for the Poor
GAC	Global Affairs Canada/Affaires mondiales Canada
GIP	Groupe Initiative de la Passerelle
GRD	Gestion des risques et désastres
HTG	Gourde haïtienne (monnaie locale)
HUEH	Hôpital de l'Université d'État d'Haïti
IBESR	Institut pour le Bien Être Social et la Recherche
IPC	Food Security International Phase Classification/Classification internationale par phase de l'insécurité alimentaire
KORAL	Konbit pou Ranfòse Aksyon Lakay
MENFP	Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour le soutien à la justice en Haïti
MSF	Médecins sans frontières
MSPP	Ministère de la Santé Publique et de la Population
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs/Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OEA	Organisation des États américains
ONG	Organisation non gouvernementale
PAHO/OMS	Organisation mondiale de la santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PNH	Police Nationale d'Haïti

RNDDH	Réseau National de Défense des Droits Humains
SG	Secrétaire Général
SMCRS	Service Métropolitain de Collecte de Résidus Solides
TED	Traitement de l'eau à domicile
UNHAS	United Nations Humanitarian Air Service/Service aérien humanitaire des Nations Unies
USAID	United States Agency for international development/Agence des États-Unis pour le développement international
USD	United States Dollar/Dollar américain
VBG	Violences basées sur le genre

## 1. Introduction

Ce rapport final est le résultat d'une analyse multisectorielle sur l'impact de la crise actuelle en Haïti, suite à une consultance de 45 jours financée par le Start Fund, à l'initiative de six membres du Start Network présents en Haïti (Solidarités International, Action Contre la Faim, Mercy Corps, Save the Children, Concern Worldwide et Humanité & Inclusion), avec l'appui du CLIO (Cadre de Liaison Inter-Organisations), de Malteser International et du bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

L'objectif était:

- D'analyser l'impact de la crise actuelle sur les ménages, à travers une analyse des besoins ;
- De dégager les tendances liées à la crise et les besoins prioritaires et ;
- De proposer des options de réponses contextualisées.

Le cadre temporel de cette évaluation cerne spécifiquement la période de « peyi lock » (pays bloqué) qui s'est étendu de septembre à novembre 2019, tout en notant qu'Haïti a aussi connu des périodes similaires mais plus courtes en juillet 2018, et en février et juin 2019.

Afin de compléter cette évaluation, des analyses sectorielles ont été conduites entre le 9 décembre 2019 et le 19 janvier 2020, en procédant à une collecte et analyse de données quantitatives et qualitatives. Pour ce faire, un ensemble d'acteurs nationaux et internationaux, opérant dans les milieux gouvernementaux, non-gouvernementaux, communautaires, internationaux et privés, ont été interviewés afin d'analyser l'impact de la crise sur les ménages et sur les organisations; les documents produits par ces organisations et institutions ont aussi été consultés. À l'aide des informations recueillies ainsi que des documents de référence, cinq rapports sectoriels ont été rédigés : Eau potable, assainissement et hygiène (EPAH) et lutte contre le choléra; Sécurité alimentaire et moyens d'existence; Sécurité et accès; Éducation et protection; et Santé.

Ce rapport final présente d'abord la méthodologie de l'évaluation et un retour sur le contexte politique, économique et sécuritaire. Ensuite, il présente une analyse en trois temps : les récents développements politiques, économiques et sécuritaires ; les impacts sur les différents secteurs ; et les conséquences sur la réponse des acteurs humanitaires<sup>1</sup>. Puis il termine en présentant un calendrier de dates à surveiller comme potentiels éléments déclencheurs d'instabilité et un tableau synthétique des conséquences de la crise, des défis et risques d'aggravation de la situation actuelle en Haïti et les mesures de mitigation de ces risques pouvant être envisagés.

## 2. Méthodologie

Un ensemble d'acteurs nationaux et internationaux, opérant dans les milieux gouvernementaux, non-gouvernementaux, communautaires, internationaux et privés, ont été consultés par courriel, téléphone ou en face à face (voir Annexe A- Questions d'entretien). Les analyses et

---

<sup>1</sup> Le terme "acteurs humanitaires" inclut les acteurs nationaux et internationaux de l'aide d'urgence, de l'aide au développement, les agences onusiennes, et autres du secteur du développement. Les problématiques rencontrées par les acteurs humanitaires ont aussi été très souvent rencontrées par les acteurs étatiques et du secteur privé.

études qu'ils ont fournies ont été intégrées dans cinq rapports de situation sectoriels. Un rapport combinant « Moyens d'existence et protection » devait constituer le 6<sup>e</sup> rapport sectoriel. Pour des questions de gestion de temps et de logique, ce dernier a été divisé en deux, afin de joindre l'enjeu des moyens d'existence au rapport sur la sécurité alimentaire, et de joindre l'enjeu de la protection au rapport sur l'éducation. Dans ce rapport final, l'enjeu de la protection est discuté de manière plus approfondie afin d'englober non seulement les enjeux de protection des enfants relatifs à l'accès à l'éducation, mais aussi d'analyser la protection des populations les plus vulnérables.

### Contraintes

La période de consultance préalablement planifiée pour la fin novembre, a eu lieu du 9 décembre 2019 au 19 janvier 2020. Ce décalage menant à la superposition avec les fêtes de fin d'année a rendu difficile la disponibilité de certains acteurs clés, tels que des experts et représentants d'organisations qui auraient pu être interviewés pour cette analyse mais se trouvaient en congé. De plus cette période a aussi été marquée par une surcharge de travail de ces acteurs due au rattrapage des activités perturbées durant « peyi lock » pour éponger les retards pris par les projets, ainsi qu'à des échéances d'écriture de propositions de projets, de stratégie ou de clôture annuelle.

L'accès aux données et la qualité de celles-ci sont aussi des contraintes auxquelles ce projet a fait face. La période de « peyi lock » de septembre à novembre étant relativement récente, peu de données, d'analyses ou d'études sont disponibles à ce jour. Si certaines statistiques sont fournies, elles ne couvrent pas nécessairement des zones géographiques entières, ne permettent pas de comparaison avec des périodes précédentes, ou ne sont pas désagrégées (par âge, sexe, handicap, etc.). De plus, plusieurs ONG consultées ont indiqué avoir été dans l'impossibilité de procéder à la collecte habituelle de données durant la période de crise, soit par manque de personnel, non-disponibilité des équipements informatiques, ou incapacité de déplacement. En ce sens, cette analyse s'est concentrée sur le partage par plusieurs ONG et institutions de leurs observations et des tendances découlant des données disponibles.

### **3. Contexte politique, économique et sécuritaire**

La crise « peyi lock » s'insère dans un contexte plus large que celui de septembre à novembre 2019. La mobilisation populaire a été exacerbée entre autres par l'annonce de l'augmentation du prix des produits pétroliers en juillet 2018, le scandale de la gestion du fond PetroCaribe, et la montée de l'instabilité politique due aux allégations de corruption, aux blocages au parlement pour la ratification d'un premier ministre, et aux échecs à faciliter un dialogue national.

D'un point de vue politique, depuis « peyi lock », le Président Jovenel Moïse n'a pas encore nommé un nouveau gouvernement, bien que certaines déclarations en décembre 2019 laissaient envisager qu'un nouveau Premier Ministre et cabinet seraient présentés avant le début de la nouvelle année. Les mandats de deux-tiers des sénateurs (19) et des 118 députés ayant pris fin le 13 janvier 2020, le Président a dit constater, dans un discours à la nation le jour même, la

caducité du Parlement et a annoncé que les fonds qui devaient rémunérer les députés et les sénateurs pour la période de janvier à septembre 2020, équivalant à plus de 1,1 milliards HTG (11,7 millions USD), seraient utilisés pour la construction de 10 lycées à travers le pays<sup>2</sup>.

Pour le bilan économique, depuis la prise en charge par l'État de la centrale électrique de Varreux en novembre 2019, la distribution d'électricité continue d'être imprévisible et moins fréquente, ce qui a des conséquences négatives sur les activités des ménages et les activités commerciales. Selon le rapport de la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC)<sup>3</sup>, l'économie haïtienne a présenté une croissance de -0.7% en 2019, comparativement à une croissance de 1.5% enregistrée en 2018 et l'inflation s'est élevée à 20%. En date du 30 septembre, la dette extérieure d'Haïti était de près de 2,1 milliards USD avec un ratio dette/PIB de 21%. La gourde a vu une dépréciation de 34% face au dollar américain au courant de l'année fiscale 2018-2019, et de 17.4% de janvier à décembre 2019.

La situation sécuritaire due aux troubles sociaux s'étant stabilisée depuis novembre, il continue tout de même d'y avoir des affrontements entre gangs armés dans le quartier de Martissant de Port-au-Prince et deux tentatives d'évasion ont eu lieu en novembre et décembre 2019 dans deux centres carcéraux, par des prisonniers revendiquant de meilleures conditions de détention. L'insécurité perdure aussi notamment sur les routes nationales 1 et 2, avec des blocages de routes et des attaques sur des véhicules. De nombreux cas de kidnappings et de braquages de véhicules circulent sur les réseaux sociaux et sont discutés à la radio depuis la fin de l'année 2019. Enfin, la Commission nationale de désarmement, démantèlement et réintégration (CNDDR) a lancé une campagne de collecte d'armes illégales qui a résulté en une remise volontaire d'armes par au moins un individu<sup>4</sup>.

Enfin, le 10<sup>e</sup> anniversaire du tremblement de terre a été commémoré le 12 janvier 2020 par l'État haïtien et la communauté internationale. À cette occasion, des bilans dressés sur la dernière décennie font état de maigres résultats tant au niveau structurel, économique que social.

#### **4. Analyse de l'impact de la crise actuelle en Haïti**

L'analyse de l'impact de la crise « peyi lock » est divisée en trois sections. D'abord, l'analyse des développements politiques, économiques et sécuritaires actuels présente des préoccupations pour les ménages et les acteurs humanitaires dans le contexte post « peyi lock ». Ensuite, une analyse est faite sur l'impact de la crise sur les ménages, en dégageant les contraintes sectorielles ainsi que les conséquences qui se chevauchent sur plusieurs secteurs d'intervention. Enfin,

---

<sup>2</sup> « Jovenel Moïse constate la caducité du Parlement et dispose seul de son budget », Le Nouvelliste, 13 janvier 2020, <https://lenouvelliste.com/article/211099/jovenel-moise-constate-la-caducite-du-parlement-et-dispose-seul-de-son-budget>

<sup>3</sup> « Croissance négative, hyperinflation, décote de la gourde... le mauvais carnet de l'économie haïtienne en 2019 », Le Nouvelliste, 20 décembre 2019 <https://lenouvelliste.com/article/210522/croissance-negativehyperinflation-decote-de-la-gourde-le-mauvais-carnet-de-leconomie-haitienne-en-2019>

<sup>4</sup> La Commission nationale de désarmement déplore une facilité à s'approvisionner en armes à feu illégales et munitions en Haïti, Alterpresse, 8 janvier 2020, <https://www.alterpresse.org/spip.php?article25130#.XiOW4C0ZO8U>

l'analyse de l'impact de la crise sur la réponse humanitaire fait état des contraintes auxquelles les acteurs humanitaires font face et des besoins qui en résultent.

### **A) Analyse des développements politiques, économiques et sécuritaires**

Le budget national n'a pas été voté depuis 2017. Haïti n'a pas non plus de gouvernement depuis mars 2019, un Premier Ministre n'ayant pas pu être ratifié par le Parlement. Puis, les élections normalement prévues pour octobre de la même année n'ont pas eu lieu, laissant le Parlement dysfonctionnel après la fin des mandats des députés et des deux-tiers des Sénateurs le 13 janvier 2020. La capacité du Président à gouverner le pays par décret depuis cette date inquiète la population haïtienne et la communauté internationale. Certains interlocuteurs entrevoient des troubles politiques face à des décrets sur des enjeux de taille tels que le budget national et la loi électorale. De plus, des sénateurs réfutent la fin de leur mandat, ce qui pourrait aussi mener à des manifestations populaires, qu'elles soient financées ou non par ces hommes politiques. Les craintes de la communauté internationale sont donc envers le respect de la démocratie, mais aussi envers la résurgence de manifestations populaires face aux décisions politiques que le Président pourraient prendre.

La situation économique reste tout autant instable malgré les prévisions du Ministre de l'Économie et des Finances stipulant une stabilisation de l'inflation pour 2020. La gourde reste tout de même à un niveau de dépréciation le plus élevé qu'Haïti ait connu, ce qui continue d'affecter le pouvoir d'achat des ménages. La croissance du PIB de -1.4% pour 2020 et de -0.5% pour 2021 tel que le prédit la Banque Mondiale, continue de menacer la stabilisation de l'économie haïtienne<sup>5</sup>. La crise « peyi lock » a découragé des investissements, obligé des entreprises à fermer leurs portes entraînant des pertes d'emploi pour leur personnel, et continue d'affecter la capacité du secteur commercial à reprendre ses activités, notamment par peur de revivre une crise. La juxtaposition de l'inflation au fort taux de chômage et à la dépréciation de la gourde risquent d'aggraver la précarité des ménages dans les prochains mois. D'autre part, la dette de l'État auprès des compagnies importatrices de carburant couplée au maintien des subventions sur l'essence et le diesel malgré une augmentation du prix de ces produits sur le marché international sont aussi préoccupants. En observant les tendances de 2018 et 2019, la rareté ou l'augmentation du prix des produits pétroliers sans subvention au transport public ou une mesure d'appui aux populations les plus défavorisées risquent d'être source de troubles populaires dans le futur et affecteraient la situation économique déjà instable du pays.

D'un point de vue sécuritaire, l'augmentation des gangs armés et la facilité à se procurer des armes à feu illégales sont un défi de taille pour la Commission Nationale de Désarmement, Démantèlement et Réintégration (CNDDR) et la Police Nationale d'Haïti (PNH) qui, malgré des investissements énormes de la communauté internationale, manque de ressources et d'effectifs. De nombreux interlocuteurs doutent aussi de la capacité de la CNDDR à offrir des résultats, dans un contexte de manque de financement et où il y a peu d'alternatives économiques concrètes

---

<sup>5</sup> « La Banque mondiale prédit -1.4% de croissance du PIB en 2020 pour Haïti », Le Nouvelliste, 14 janvier 2020, <https://lenouvelliste.com/article/211074/la-banque-mondiale-predit-14-de-croissance-du-pib-en-2020-pour-haiti>

pour les membres de gangs. Ces derniers, qui ont réclamé au cours des derniers mois la construction d'infrastructures et la réalisation de programmes sociaux dans leurs quartiers, n'ont pas vu ces réalisations prendre place.

## B) Analyses sectorielles de l'impact de la crise sur les ménages

Selon OCHA, 4,6 millions de personnes en Haïti en 2020 auront besoin d'une assistance humanitaire, dont 1,6 millions de femmes. Selon l'organisation, ces besoins ont augmenté de 79% comparativement à 2019 et les besoins les plus élevés résultent en grande partie de l'insécurité alimentaire<sup>6</sup>.

### i) Eau potable, assainissement et hygiène et lutte contre le choléra

Les résultats positifs atteints en 2019, notamment la baisse des cas suspects de choléra de 80% comparativement à 2018, offre un bon *momentum* aux acteurs œuvrant dans ce secteur. Reste que pour 2020, 145 000 personnes sont identifiées comme étant dans le besoin dans le domaine de la lutte contre le choléra selon OCHA, dont 50% sont des femmes et 22% sont des enfants, avec une concentration dans les départements de l'Artibonite et du Centre (voir figure 1)<sup>7</sup>.

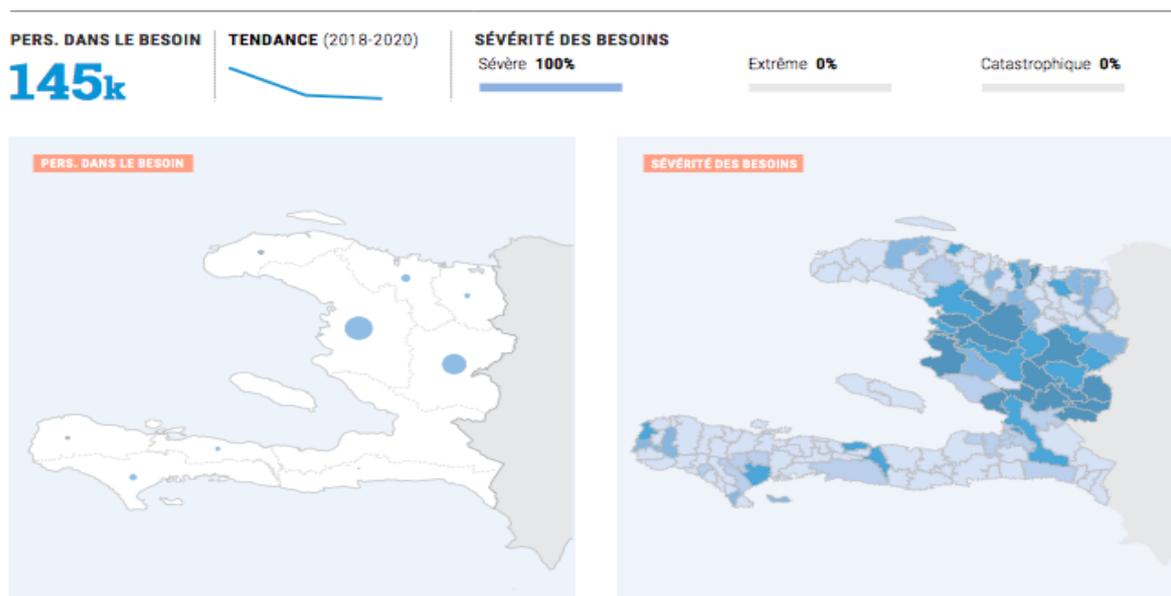


Figure 1 : Analyse des besoins pour le secteur lutte contre le choléra<sup>8</sup>

L'impact sur les ménages pour les enjeux EPAH et lutte contre le choléra durant « peyi lock » a surtout été en termes d'accès aux produits EPAH, aux soins de santé et aux interventions des équipes de terrain. Faute d'approvisionnement, la pénurie d'eau traitée en régions a été une conséquence de la crise et augmente les risques des ménages face aux maladies hydriques qui

<sup>6</sup> « Aperçu des besoins humanitaires », Cycle de programme humanitaire, Haïti, OCHA, Janvier 2020, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haïti/document/haïti-aperçu-des-besoins-humanitaires—janvier-2020>, p.5

<sup>7</sup> Ibid. p.55

<sup>8</sup> Ibid. p 46

sont aussi un facteur aggravant de la malnutrition. Le recours à des stratégies d'adaptation comme faire bouillir de l'eau avant la consommation a été utilisé par les ménages, cependant cela nécessite l'accès à l'électricité, au carburant, au bois ou au charbon. Dans le cas de pénurie de carburant ou de pénurie d'eau, il est difficile pour les ménages de veiller aux bonnes pratiques d'hygiène. Conséquemment, les signes de contamination doivent être connus par la population et elle doit être sensibilisée à l'importance d'avoir recours aux soins de santé, afin d'éviter une hausse de la propagation des maladies hydriques.

La collecte de déchets déjà peu fréquente à travers le pays a été délaissée durant le « peyi lock ». Des manifestations ont même eu lieu devant les bureaux du Service Métropolitain de Collecte de Résidus Solides (SMCRS) à Port-au-Prince afin de revendiquer des meilleures conditions d'hygiène dans la zone métropolitaine. L'insalubrité produite par les amoncellements de déchets augmentant les risques de propagation de maladies hydriques, a des conséquences sur la santé générale des populations (crise d'asthme et autres troubles respiratoires ou cutanés), pollue l'environnement, et bloque les égouts et les routes. L'absence de collecte de déchets a donc des incidences sur la santé et l'environnement, mais aussi sur l'insécurité car elle peut augmenter les manifestations populaires.

La fin du financement et la complétion des projets UNICEF pour la lutte contre le choléra prévues en mars 2020 est aussi préoccupante pour les acteurs du secteur et pour les ménages précaires car les populations rendues plus précaires par « peyi lock » sont laissées seules face aux défis de poursuivre la sensibilisation et la prévention de contamination de maladies hydriques, alors que la prévention par le renforcement de bonnes pratiques et de suivis communautaires réguliers est à soutenir en vue de l'élimination complète du choléra<sup>9</sup>.

Enfin, les succès de la lutte contre le choléra pourraient aussi être mis en péril par la reprise d'une crise socio politique ou la survenue d'une catastrophe naturelle, dû au manque d'infrastructures, à la faible capacité de l'État à reprendre les activités EPAH, aux difficultés d'accès des ménages à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, et au manque de financement. Les actions humanitaires devraient continuer à se concentrer dans les zones à plus grands besoins et être renforcées durant les périodes à risque d'augmentation de cas suspects. De même les acteurs du secteur privé devraient être appuyés afin d'améliorer leurs capacités d'approvisionnement et de stockage de produits EPAH.

## ii) Sécurité alimentaire

Selon OCHA<sup>10</sup>, se basant sur la fiche de communication IPC produite par la CNSA à travers le Groupe Technique de Travail IPC réunissant différents experts (cadres nationaux et experts internationaux) et appuyé par la FAO et le PAM, le nombre de personnes en Haïti vivant dans l'insécurité alimentaire est passée de 2,6 millions à la fin 2018 à 3,7 millions à la fin 2019. OCHA

---

<sup>9</sup>« Aperçu des besoins humanitaires », Cycle de programme humanitaire, Haïti, OCHA, Janvier 2020, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haïti/document/haïti-aperçu-des-besoins-humanitaires—janvier-2020>, p.28

<sup>10</sup> Aperçu humanitaire Haïti, OCHA, 16 décembre 2019, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha-hti-snapshot-20191216\\_fr.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha-hti-snapshot-20191216_fr.pdf)

estime que 4,2 millions de personnes souffriront d'insécurité alimentaire d'ici mars 2020, dont 1,2 millions qui seront en état d'urgence et 2,8 millions de personnes en phase de crise. De plus 65 530 enfants de moins de 5 ans souffriront de malnutrition aiguë dans l'ensemble du pays.

La majorité des personnes en insécurité alimentaire sont situées dans les départements de l'Ouest (1,4 millions) et de l'Artibonite (569 110 personnes). Alors que deux zones, soit le bas-Nord-Ouest et les quartiers les plus pauvres de Cité-Soleil, sont classées en phase 4 pour la situation actuelle, pour la situation projetée s'ajouteront en phase 4 la zone côtière de la Grande'Anse et la zone Ouest (voir figure 2). Les prévisions d'une insécurité alimentaire en Crise (phase 3 de l'IPC) et en Stress (phase 2 de l'IPC) qui se maintiendra jusqu'en mai 2020 renforcent les préoccupations des ménages et des acteurs humanitaires face à une aggravation de la situation d'insécurité alimentaire en Haïti.

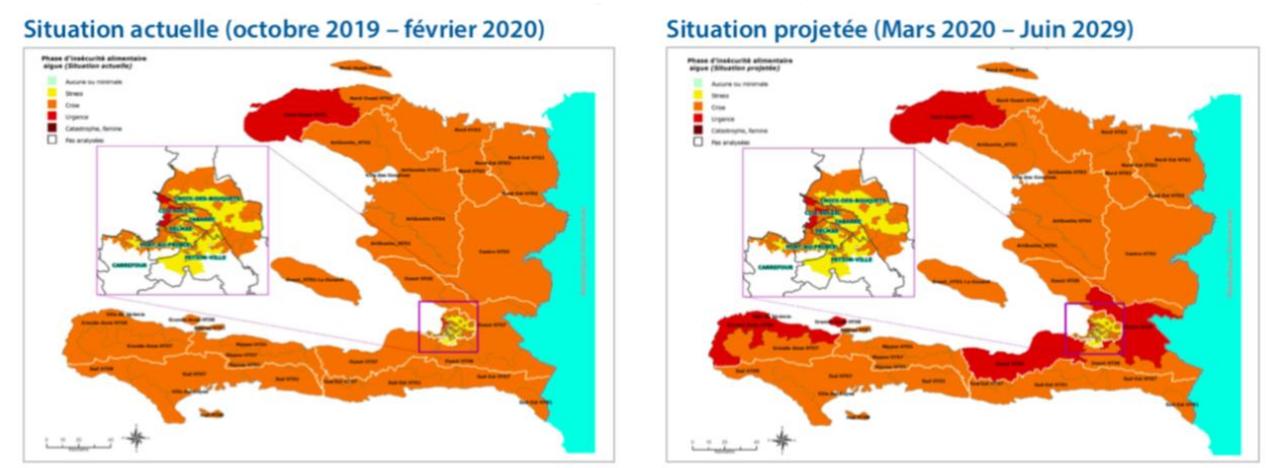


Figure 2: Cartes IPC situation alimentaire aiguë et projetée<sup>11</sup>

Ces prévisions découlent aussi d'une combinaison de facteurs préexistants à la crise, tel que des résultats de récoltes sous la normale et des problèmes d'infrastructures agricoles, mais ont surtout été aggravées durant la crise « peyi lock ». La dépréciation de la monnaie locale face au dollar américain, l'inflation et la rareté de certains produits alimentaires, affectant le prix du panier alimentaire, ont réduit le pouvoir d'achat des ménages. Par exemple, l'inflation des denrées alimentaires de base observée en 2019 démontre que les produits les plus couramment consommés par les ménages sont affectés, autant ceux importés que ceux produit localement (voir figure 3)<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> IPC analyse de l'insécurité alimentaire aiguë. Octobre 2019 – juin 2020, IPC, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC\\_Haiti\\_AcuteFoodSec\\_2019Oct2020Feb\\_French.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_Haiti_AcuteFoodSec_2019Oct2020Feb_French.pdf)

<sup>12</sup> Présentation du Groupe de travail sur les transferts monétaires, 17 décembre 2019.

# UNE INFLATION GENERALISEE DES DENREES ALIMENTAIRES DE BASE

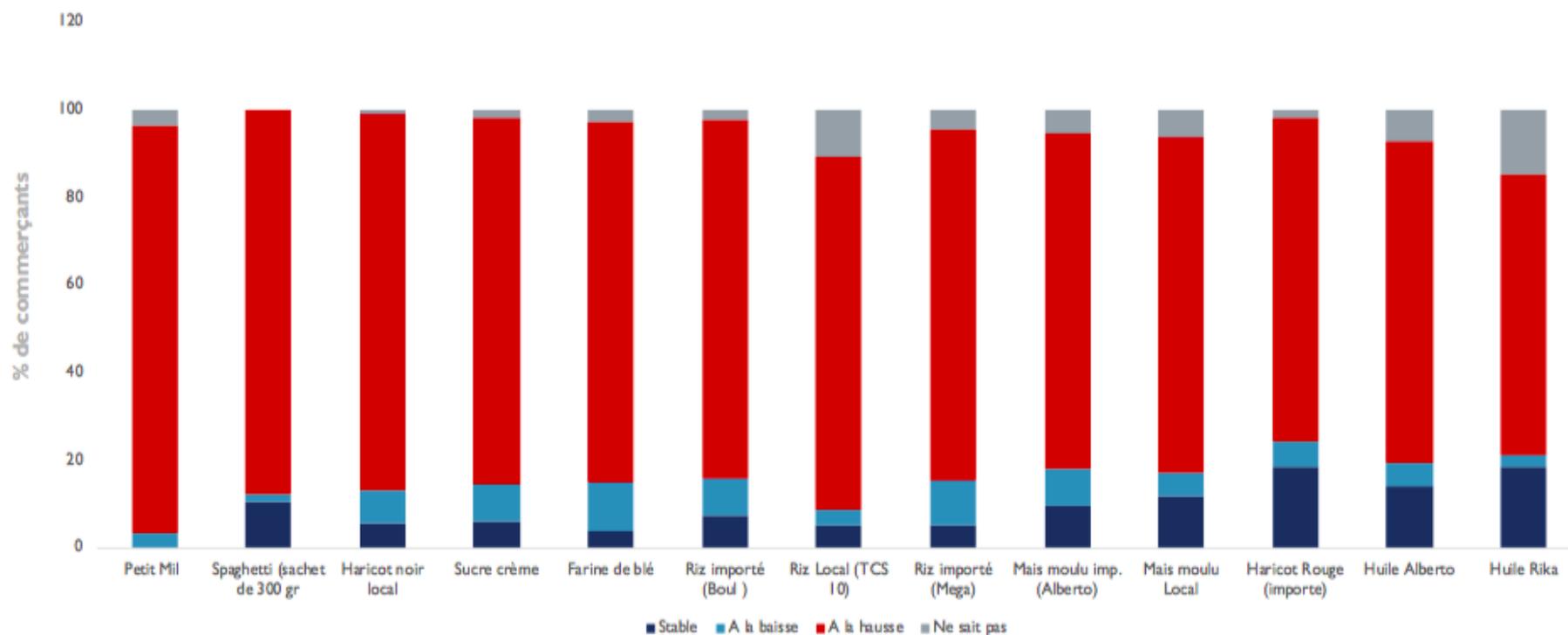
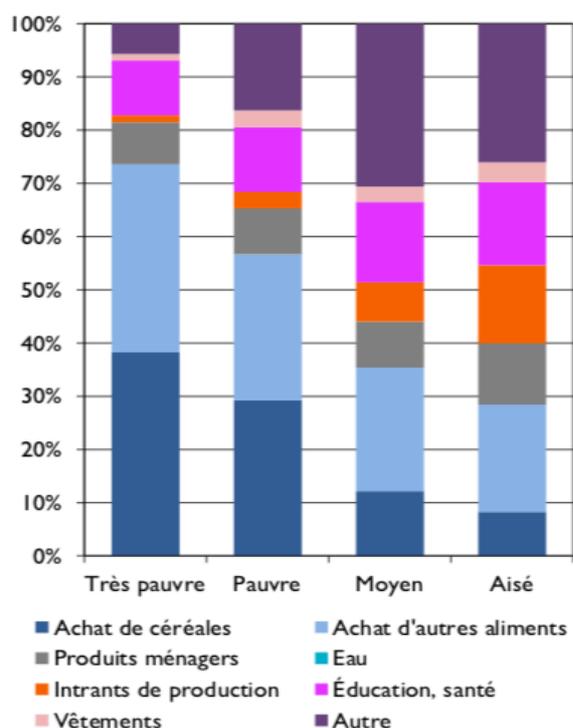


Figure 3 : Inflation généralisée des denrées alimentaires de base en 2019

Pendant certains jours de « peyi lock », des agriculteurs en périphérie de Port-au-Prince ont été incapables d'accéder à leurs terres et de se déplacer pour vendre leurs produits sur des marchés en dehors de la capitale. Tandis qu'en régions, la majorité des agriculteurs ont pu travailler leurs terres, cependant ils étaient contraints de vendre des quantités plus limitées de leurs produits et ont eu des difficultés à se procurer des produits complémentaires venant de Port-au-Prince. D'autre part, les commerçantes (aussi appelées « madanm sara ») ont enregistré des pertes importantes (pourrissements des fruits et légumes) dans les zones excédentaires. Cette situation a de fait accru la dépendance alimentaire des ménages aux marchés alors que ceux-ci n'étaient plus fonctionnels et achalandés de produits agricoles nationaux. Comme avant « peyi lock », pour accroître l'efficacité et la production des agriculteurs, ils ont besoin d'un appui en semences, d'un accès au crédit ou au capital agricole, ainsi qu'à des équipements.

Selon un rapport de FEWS Net, en 2015 les dépenses pour les produits alimentaires représentaient 75% des revenus annuels des ménages très pauvres et 55% des ménages pauvres, comparativement à 15% pour les ménages moyens et 15% pour les ménages aisés (voir figure 4<sup>13</sup>). Bien que ces données n'aient pas été mises à jour pour 2019, elles permettent d'envisager



Source : FEWS NET.

Figure 4 : Dépenses des ménages très pauvres, pauvres, moyens et aisés

qu'une crise socio-politique ou la persistance de la situation économique actuelle augmentera la précarité des ménages les plus pauvres. Cela aura des conséquences continues sur leur capacité déjà affaiblie à dépenser leur revenu dans des soins de santé ou l'éducation des enfants.

En vue de répondre à leurs moyens d'existence, les stratégies de survie utilisées par la population risquent de placer les ménages dans un cercle vicieux. Par exemple, l'avancement de la période de soudure pour février-mars 2020 indique la dégradation de la sécurité alimentaire des ménages qui, faute d'avoir consommé les semences devant être plantées pendant la campagne de printemps, seront poussés à acheter des semences sur les marchés à des prix plus élevés du fait de la hausse de la demande pendant la période de semis. Ils

<sup>13</sup> Profils des moyens d'existence en milieu rural, FEWS Net, Mars 2015, [https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/Haiti%20LH%20profiles%20final%20fr\\_6.pdf](https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/Haiti%20LH%20profiles%20final%20fr_6.pdf)

aussi des conséquences sur la santé des personnes, qui se voient contraintes de diminuer leur apport calorique, baisser la qualité et la diversité des aliments consommés.

Selon une évaluation<sup>14</sup> du Groupe de travail sur les transferts monétaires, une majorité d'ONG interviewées prévoient d'utiliser les transferts monétaires pour une assistance alimentaire. Le groupe indique la nécessité d'une étude de faisabilité afin entre autres d'évaluer la situation des marchés et leurs capacités ; d'analyser la situation en termes de protection des acteurs et des bénéficiaires et l'acceptation du transfert monétaire ; et d'identifier les capacités des prestataires de services financiers. Les transferts monétaires pourraient être une mesure d'assistance en cas d'urgence pour soutenir les moyens d'existence des ménages identifiés comme étant les plus vulnérables.

### iii) Sécurité et accès

La crise « peyi lock » a affecté l'accès aux services de manière générale à travers le pays, et a contraint les ménages et les acteurs humanitaires à limiter leurs déplacements intra et inter-urbains. Les blocages de routes ont été nombreux surtout sur les axes routiers principaux de Port-au-Prince, mais aussi sur les routes nationales 1, 2 et 3 affectant l'accès aux régions. Les ONG consultées ont été nombreuses à indiquer les difficultés de déplacement de leur personnel, surtout ceux nationaux, soit à cause des barricades, de la difficulté à trouver du transport en commun ou du carburant, ou des attaques de braquages ou rançonnage. Le recours aux vols du Service aérien humanitaire des Nations Unies (United Nations Humanitarian Air Service, UNHAS) depuis novembre a permis de gagner l'accès à certaines zones et donc à des populations dans le besoin, cependant cette option n'est pas garantie pour le long terme.

Bien que les données statistiques ne soient pas disponibles pour une analyse complète, une hausse de la criminalité, notamment en termes de vols, vandalisme, braquages, homicides et autres actes de violence commis durant des manifestations violentes, a été sentie dans de nombreuses zones du pays et davantage dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. La diminution du nombre de morts dans cette zone en 2019 comparativement à 2018 recensée par la Commission Épisopale Nationale Justice et Paix (Ce-JILAP)<sup>15</sup> pourrait être due à la diminution des déplacements durant l'épisode de « peyi lock ». L'organisme dit ne pas croire que le climat d'insécurité s'est amélioré pour autant et qu'il faut tenir compte d'autres facteurs, comme l'intensité de la violence qui rend la collecte des informations sur le terrain plus difficile. Cela supporte aussi les commentaires des ONG consultées qui indiquent avoir observé une augmentation des blessés par violence (par balle, arme blanche, etc.).

L'insécurité a aussi des répercussions au-delà des blessés et homicides, en affectant l'accès de la population aux services de santé pour le traitement des blessures, les suivis médicaux de grossesses ou de maladies, les accouchements, les soins néonataux et autres. En effet, de

---

<sup>14</sup> Présentation du Groupe de travail sur les transferts monétaires, 17 décembre 2019.

<sup>15</sup> « La Ce-Jilap dénombre 467 cas de mort violents dans l'aire métropolitaine, dont 35 policiers pour 2019 », Le Nouvelliste, 23 décembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/210562/la-ce-jilap-denumbre-467-cas-de-mort-violents-dans-laire-metropolitaine-dont-35-policiers-pour-2019>

nombreuses ONG ont rapporté une aggravation des conditions de santé de personnes en Haïti et une hausse de la mortalité maternelle et infantile<sup>16</sup>.

iv) Éducation et protection

La fermeture de 70% des écoles durant la période « peyi lock » a laissé plus de 3 millions d'enfants dans l'impossibilité de poursuivre leur éducation selon le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)<sup>17</sup>. La précarité des ménages, accentuée durant cette crise, a affaibli davantage leur capacité à investir dans l'éducation ainsi que dans les besoins de base. La diminution des activités commerciales, la fermeture d'entreprises menant au chômage technique ou au licenciement du personnel, la dépréciation de la gourde et l'inflation ont tous un impact sur l'accès à l'éducation. Certaines familles ayant payé les frais de scolarité en avance pour l'année sont incapables de réallouer ces fonds. Tandis que d'autres utilisent les fonds destinés à l'éducation pour couvrir des besoins de base plus prioritaires. Ces décisions laissent les enfants de ces milieux encore plus à risque de déscolarisation dans le futur si les parents sont incapables de payer les frais de scolarité. Ces enfants, surtout les jeunes filles, se trouveront donc à risque d'abus, d'exploitation sexuelle ou d'être utilisés pour du travail. Et, en plus de ceux-ci, les garçons, sont plus à risque d'être utilisés dans des mouvements de protestation et d'être leurrés vers les activités des gangs.

De plus, la fermeture de nombreuses écoles à travers le pays durant « peyi lock » a affecté leur viabilité financière, tenant compte que la majorité des écoles en Haïti sont privées et dépendent des frais de scolarité pour leur financement, contrairement aux écoles publiques qui sont financées par l'État. Certaines familles ont envoyé leurs enfants en régions afin qu'ils puissent poursuivre leur éducation dans des établissements encore en fonctionnement. Des ONG rapportent que pour ces raisons, plusieurs établissements devront fermer leurs portes de manière permanente, si ce n'est pas déjà le cas. Cela affecte non seulement l'accès des enfants à l'éducation, mais aussi le personnel scolaire qui se trouvera sans emploi, donc sans revenu. Avec l'instabilité économique, il continue d'être difficile de se trouver un emploi, donc ces personnes sont à plus grand risque de chômage prolongé ou d'avoir recours à des stratégies de survie négatives telles que présentées plus haut dans ce rapport.

UNICEF informait en juin 2019 que la protection des enfants restait sous-financée, soit à 7% des 2 millions USD nécessaires<sup>18</sup>. Selon l'analyse pour 2020 d'OCHA, 912 000 personnes vivant en Haïti se trouveront dans le besoin de protection, dont 53% de femmes, 41% d'enfants et 5% de personnes handicapées<sup>19</sup>. À travers une combinaison de facteurs tels l'insécurité alimentaire, la

---

<sup>16</sup> Voir section v) Santé

<sup>17</sup> « L'UNICEF et l'UNESCO appellent à l'ouverture des écoles, au respect du droit à l'éducation et à la continuité de l'éducation des enfants et des jeunes haïtiens », Déclaration conjointe de l'UNICEF et de l'UNESCO, 21 novembre 2019, <https://www.unicef.org/haiti/communiqu%C3%A9s-de-presse/lunicef-et-lunesco-appellent-%C3%A0-louverture-des%C3%A9coles-au-respect-du-droit-%C3%A0>

<sup>18</sup> « Haiti Humanitarian Situation Report, January-June 2019 », UNICEF, 30 juin 2019, <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-humanitarian-situation-report-january-june-2019>

<sup>19</sup> « Aperçu des besoins humanitaires », Cycle de programme humanitaire, Haïti, OCHA, Janvier 2020, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haiti/document/haiti-aperçu-des-besoins-humanitaires—janvier-2020>, p.9

précarité, le manque de moyens de subsistance, les femmes et les enfants, surtout les jeunes filles, se trouvent à haut risque d'abus et d'exploitation, notamment par la domesticité, le travail des enfants et la prostitution. OCHA rapporte aussi que les crises tendent à intensifier les problèmes de protection existants. La surveillance des indicateurs de protection se doit donc d'être plus vigilante dans les communautés, particulièrement dans les écoles, les centres de détention, les orphelinats et les établissements de santé. La protection concerne aussi l'appui à la santé mentale et psychosociale de des ménages, surtout ceux les plus vulnérables.

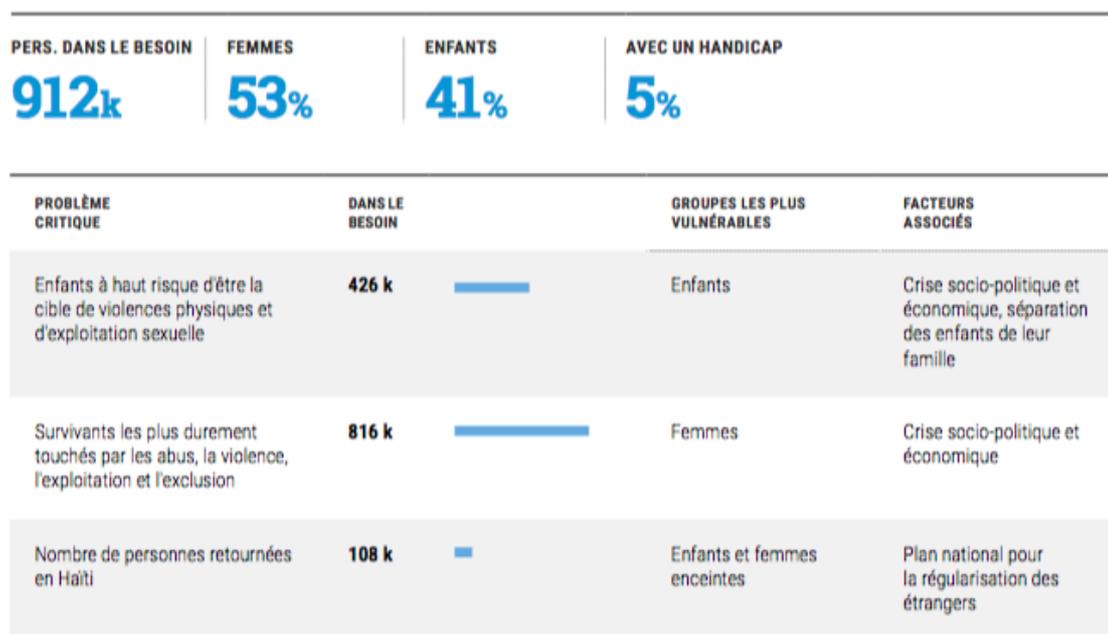


Figure 6 : Problèmes critiques liés à la protection, OCHA Janvier 2020<sup>20</sup>

Konbit pou Ranfòse Aksyon Lakay (KORAL) rapportait en novembre 2019 que pour répondre aux besoins de bases, des cas d'exploitation sexuelle contre argent sont fréquents et que les grossesses précoces sont en augmentation dans le grand Sud, cependant des données ne sont pas disponibles à ce jour pour en faire le suivi<sup>21</sup>. Des enfants en âge scolaire sont aussi retenus à la maison et mis au travail par leurs parents pour tenter de pallier à la précarité. Les organisations craignent une augmentation des recours à ces stratégies de survie négatives dans les prochains mois.

L'enjeu de protection concerne aussi les milliers d'Haïtiens retournés de la République dominicaine, des États-Unis ou autres îles. Ces personnes ne sont souvent pas prises en charge, elles peuvent être blessées ou malades, sans moyens financiers, logement, ni documents<sup>22</sup>. Elles sont plus vulnérables aux abus et à l'exploitation, mais aussi peuvent contribuer à l'insécurité vu

<sup>20</sup> « Aperçu des besoins humanitaires », Cycle de programme humanitaire, Haïti, OCHA, Janvier 2020, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haïti/document/haïti-aperçu-des-besoins-humanitaires—janvier-2020>

<sup>21</sup> « Rapport d'évaluation de la situation et des besoins des ménages dans le Sud d'Haïti », KORAL, novembre 2019, p.5

<sup>22</sup> « Aperçu des besoins humanitaires », Cycle de programme humanitaire, Haïti, OCHA, Janvier 2020, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haïti/document/haïti-aperçu-des-besoins-humanitaires—janvier-2020>, p.65

leur précarité et leur nécessité de répondre à leurs besoins de base qui peuvent les pousser vers des activités illégales.

Enfin, les ONG consultées craignent, par la vulnérabilité constatée des femmes et des filles en temps de crise, une augmentation de la violence basée sur le genre (VBG) durant et après « peyi lock ». Selon OCHA, 817 000 personnes sont dans le besoin d'assistance face aux VBG, dont 98% sont des femmes<sup>23</sup>. La difficulté de déplacements pour les ménages et pour les organisations a eu des incidences sur les traitements et suivi de cas de VBG. OCHA rapporte que dans 37% des cas de VBG, des blessures graves sont encourues<sup>24</sup>. L'accès à des soins de santé physique et psychologique est donc primordial pour les victimes, en plus qu'elles aient accès à l'assistance légale et judiciaire. Il est aussi nécessaire de renforcer l'appui aux acteurs de prévention et de traitement des VBG afin qu'ils puissent répondre aux besoins actuels et qu'ils puissent offrir des services dans un contexte où la situation socio politique se dégraderait.

#### v) Santé

Plusieurs ONG ont rapporté que l'utilisation des moyens de communication a été clé dans la continuité de leurs opérations et services de suivis médicaux. L'utilisation de smartphone par leur personnel a facilité des consultations et interventions à distance. De plus, la présence d'agents communautaires en régions a facilité des suivis médicaux et des livraisons à domicile.

Afin de faire face à la pénurie de sang, le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) à Port-au-Prince doit pouvoir collecter davantage de sang, par une sensibilisation auprès de la population, et doit pouvoir assurer le transport des poches vers les régions dans des établissements capables de les stocker. Le référencement de patients accompagnés de donneurs de sang lors de « peyi lock » n'est qu'une solution à court terme pour des patients dans le besoin.

Les ONG consultées ont indiqué l'importance d'investir dans des infrastructures leur permettant de ne pas dépendre autant des services de l'État ou des services privés (carburant, électricité, eau, etc.), et de viser simultanément des réponses d'urgence et des réponses de long terme, telles que d'investir dans des activités génératrices de revenus afin de réduire la précarité des ménages et augmenter leur résilience en temps de crise. Enfin, les conséquences latentes de la crise, notamment une augmentation des taux de mortalité maternelle et infantile durant la période de « peyi lock » et dans les prochains mois suite aux effets de l'insécurité alimentaire et du manque de suivis médicaux notamment sur les femmes et les enfants, alarment les acteurs nationaux et internationaux. Selon le Rapport Statistique 2018 du MSPP, la mortalité infantile en Haïti est élevée avec un taux de 59 pour 1000, avec les taux les plus élevés pour le département des Nippes (72 sur 1000) et pour le département de l'Ouest sans la zone métropolitaine (84 pour 1000)<sup>25</sup>.

Tel que discuté dans la section sur la sécurité alimentaire, les données de l'IPC ont un lien avec le secteur de la santé et de l'environnement sanitaire. La collecte de données et de statistiques,

---

<sup>23</sup> Ibid. p.67

<sup>24</sup> Ibid. p.67

<sup>25</sup> Rapport Statistique 2018, MSPP, Novembre 2019. P.9

notamment en matière de mortalité maternelle et infantile, est d'autant plus cruciale suite à la crise de « peyi lock » puisque une sous-évaluation de ces taux de mortalité peut être déterminante dans la catégorisation en phase 3 ou 4 de l'IPC.

Dans les prisons, l'impact de la crise a concerné plusieurs secteurs reliés à la santé, notamment l'EPAH, la sécurité alimentaire et la protection. Selon le rapport de novembre 2019 du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), après le recensement de 17 prisons et trois commissariats convertis en prison, les populations carcérales déjà vulnérables ont vu leurs conditions s'aggraver. Dès début septembre 2019, la nourriture a été rationnée davantage, passant à un repas par jour, en plus de diminuer la quantité et la qualité des aliments<sup>26</sup>. Les stocks de nourriture n'étant pas renouvelés par la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP) durant « peyi lock », plusieurs établissements ont dû dépendre d'organisations caritatives et humanitaires. Cette réalité ajoute un poids sur les dépenses des ONG appuyant les établissements carcéraux. La difficulté d'accès aux services de base comme l'eau et les services de santé augmentent aussi l'insalubrité et les risques de propagation des maladies, ce qui a des conséquences directes sur la santé des détenus. Pour rappel, il y a eu deux tentatives d'évasion de prison en novembre et en décembre 2019 attribuées aux revendications pour de meilleures conditions de détention de la part des détenus<sup>27</sup>. Ces conditions déplorables augmentent davantage l'insécurité et les risques de VBG si les lieux carcéraux sont mixtes. Cela a été le cas à la prison des Gonaïves le 7 novembre 2019 alors que des femmes détenues ont été victimes de viols collectifs<sup>28</sup>. Le RNDDH recommande aux responsables de la DAP de faire la distribution de stocks de nourriture, de payer les dettes contractées par les responsables de prisons, de payer à temps et régulièrement les agents de la DAP, et d'approvisionner les prisons en médicaments, gaz propane, kits hygiéniques et produits de nettoyage<sup>29</sup>.

Les orphelinats ont été affectés de manière similaire aux prisons en termes de risques pour la santé et la protection, notamment avec des difficultés d'approvisionnement en eau, carburant et kits hygiéniques. Les établissements qui dépendent des compagnies privées pour leur eau par exemple ont eu des difficultés à recevoir des livraisons et ont dû réduire la quantité d'eau utilisée par jour afin de ne pas épuiser leur stock. Certains orphelinats n'ont pu se réapprovisionner en produits de traitement d'eau à domicile (TED). Cette situation de rareté d'eau ou d'accès seulement à l'eau non-traitée expose les enfants à des risques de malnutrition et de maladie hydrique. Des recommandations ont été faites à un nombre d'établissements de remplir leur réservoir d'eau pour un stockage d'au moins un mois et de mettre en place un stock de contingence de carburant et de produits TED<sup>30</sup>.

---

<sup>26</sup> « Impacts de la crise socio-politique actuelle sur les conditions générales de détention », RNDDH, 6 novembre 2019, <https://web.rnnddh.org/impacts-de-la-crise-sociopolitique-actuelle-sur-les-conditions-generales-de-detention/>, p.5

<sup>27</sup> « Le calme est revenu à la prison civile de Hinche », Le Nouvelliste, 19 décembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/210453/le-calme-est-revenu-a-la-prison-civile-de-hinche>

<sup>28</sup> « Tous les détails sur la mutinerie et les viols à la Prison des Gonaïves, Haïti Libre, 24 novembre 2019, <https://www.haitilibre.com/article-29349-haiti-flash-tous-les-detais-sur-la-mutinerie-et-les-viols-a-la-prison-des-gonaives.html>

<sup>29</sup> Impacts de la crise socio-politique actuelle sur les conditions générales de détention », RNDDH, 6 novembre 2019, <https://web.rnnddh.org/impacts-de-la-crise-sociopolitique-actuelle-sur-les-conditions-generales-de-detention/>, p.5

<sup>30</sup> Rapport d'évaluation des besoins dans les prisons et les orphelinats, Solidarités International, 5-7 Novembre 2019, p.10-12.

### C) Analyse de l'impact de la crise sur la réponse humanitaire

Les consultations avec des ONG et institutions montrent que l'impact de la crise sur les actions humanitaires et de développement ont mis en évidence des contraintes et des besoins classés sous quatre volets : i) Sécurité, ii) Opérations, iii) Administration et gestion des programmes, et iv) Causes préexistantes à la crise.

#### i) Sécurité

L'insécurité de la période de « peyi lock » a été un défi de taille pour les acteurs humanitaires en terme d'accès et de possibilité d'approvisionner leurs zones d'opérations. Les blocages de routes, barricades et la présence d'individus ou de gangs armés ont été fréquents. La nécessité de certaines ONG de négocier le droit de passage vers certaines zones a été une contrainte sécuritaire de taille pour le personnel des ONG. Certaines organisations ont dû rapatrier des employés et/ou ont dû suspendre des projets ou cesser des activités pour cause de l'insécurité. C'est le cas de Haïti Air Ambulance (Ayiti air ambulance, AAA) qui a dû cesser ses opérations à cause de l'insécurité de février 2019 et s'est trouvé dans la difficulté de sécuriser un fournisseur d'aviation pour continuer ses opérations. La période de « peyi lock » a continué de complexifier la recherche d'une compagnie alternative d'aviation prête à opérer dans un contexte d'instabilité.

L'insécurité chronique de la période « peyi lock » a aussi eu des conséquences psychosociales sur les employés et leurs familles. Des ONG ont rappelé que les déplacements vers et de retour de leurs zones de travail étaient marqués de barricades, de blocages, d'individus qui rançonnent, etc. Des employés ou leurs familles ont été victimes d'attaques telles que des jets de pierre sur les véhicules et des braquages. Ces incidents augmentent le niveau de stress des employés, affectent leur présence au travail et leur capacité à être opérationnel. La perte de ressources humaines est une autre conséquence des contraintes de sécurité pour les organisations. En effet, une ONG a aussi indiqué que certains de ses employés ont choisi, ou sont en processus, de quitter le pays dû à l'insécurité.

En réponses à ces contraintes, les organisations ont réitéré le besoin de sécuriser leur lieu de travail et leurs zones d'opérations. Une sensibilisation auprès de la population sur l'accès des acteurs humanitaires a été mentionnée à plusieurs reprises durant les entretiens avec des ONG. Une campagne coordonnée et concertée entre les ONG du secteur de la santé, le MSPP et la Police Nationale sur l'importance de la protection des établissements, véhicules, du personnel du secteur de la santé et patients du secteur est aussi une recommandation de nombreuses ONG. Pour le plus long terme, adresser la problématique des gangs armés et du trafic d'armes illégales est nécessaire.

#### ii) Opérations

L'insécurité et la difficulté de déplacement à cause des blocages de routes, des barricades, de la présence de gangs armés dans certaines zones et de la pénurie de carburant ont tous soulevé des contraintes opérationnelles pour les acteurs humanitaires.

Tous secteurs confondus, l'accès et l'approvisionnement des ONG et de leurs zones d'opérations ont été des défis majeurs. D'abord, la capacité à se déplacer par voie terrestre était difficile, voire parfois impossible à Port-au-Prince, mais aussi de Port-au-Prince vers les régions. Puisque les routes nationales 1, 2 et 3 avaient de nombreux barrages et étaient parfois surveillées par des individus ou des gangs armés, les ONG ont cherché des solutions pouvant leur donner accès à leurs zones d'opérations. Certaines ont rapporté avoir pu utiliser les vols hélicoptères du Service humanitaire aérien des Nations Unies (UNHAS). Par contre, en plus des procédures administratives pour y avoir accès, la disponibilité de ces vols était incertaine selon les activités prioritaires onusiennes ainsi que le calendrier des jours de vols. Les ONG ont identifié un besoin de trouver des alternatives peu onéreuses et plus stables au transport par voie routière, en explorant des options maritimes ou aériennes. Considérant la difficulté du service Haïti Air Ambulance (Ayiti air ambulance, AAA), elles pourraient faire face elles aussi à la difficulté de joindre un fournisseur, selon la mission de celui-ci, prêt à opérer dans un contexte d'instabilité.

La capacité de poursuivre les suivis médicaux et la livraison de médicaments à domicile a été soulagée par la présence d'agents de liaison dans les communautés et par l'utilisation des smartphones. De nombreuses ONG ont mentionné avoir pu elles-aussi continuer leurs activités en ayant recours à leur personnel ou leurs partenaires locaux sur le terrain, en leur offrant une assistance technique par téléphone via le partage d'informations et de photos, en facilitant le télétravail par la fourniture d'ordinateurs portables et de clé usb avec internet, et en utilisant des plateformes en ligne pour offrir des formations. Les budgets des ONG pour de futurs projets et activités peuvent inclure des smartphones, des forfaits de données et autres outils de travail en se basant sur ces bonnes pratiques de résolution du problème d'accès. La formation de plus de personnel compétent et impartial en région, originaire des communautés d'opérations est aussi une bonne pratique à utiliser dans la gestion des opérations.

Les ONG se doivent de réduire leur dépendance aux services de l'État et aux services privés en investissant dans des infrastructures d'énergie renouvelable et de stockage (eau, carburant, etc.). Certaines ONG ont identifié ce besoin après les crises « peyi lock » de juin et de septembre à novembre et se sont procuré des panneaux solaires et des citernes pour stocker le carburant par exemple. Par contre des organisations et institutions de plus petites tailles peuvent avoir plus de difficulté à stocker davantage de produits, pour des questions financières ou sécuritaires. Puis, des ententes officielles avec des fournisseurs de carburant se situant près de leurs zones d'opérations pourraient permettre aux ONG un accès stable à des produits pétroliers en cas de rareté. Cependant, de telles ententes peuvent être difficiles à sécuriser selon celles préexistantes avec des clients jugés plus prioritaires par ces fournisseurs.

### iii) Administration et gestion des programmes

La crise « peyi lock » a eu des conséquences directes et indirectes sur tout le volet administration et gestion des programmes des ONG, en touchant la pérennité de leur accomplissement, leurs relations avec les bailleurs et leurs financements. Plusieurs projets et personnels d'ONG du secteur de la santé qui devaient être repris par certains ministères sont à risque de ne pas pouvoir

être transférés. Ceci laisse des préoccupations sur la durabilité des résultats atteints jusqu'à présent.

De plus, le contexte de sous-financement qui plane sur Haïti depuis un certain temps rend difficile de sécuriser plus de financement. En effet, le plan de réponse humanitaire 2019-2020 pour Haïti n'a été financé qu'à 32.1% des 126.2 millions nécessaires, en date de décembre 2019<sup>31</sup>. Les deux secteurs les plus financés sont ceux de la sécurité alimentaire à 65% de financement couvert (23.2 millions sur 35.7 millions nécessaires) et de la lutte contre le choléra à 31% (5.4 millions sur 17.4 nécessaires)<sup>32</sup>. Les ONG doivent tenter de trouver des sources de financement alternatives. La situation de « peyi lock » demande aux humanitaires plus de réactivité, de flexibilité et d'adaptation, ce qui est rendu encore plus difficile par la limitation des financements. Par exemple, l'annulation de formations pour du personnel médical et para-médical haïtien affecte le développement professionnel et la qualité des services offerts dans les établissements médicaux. Des sources de financements alternatives permettraient de sécuriser des fonds supplémentaires qui pourraient être utilisés pour acheter des intrants médicaux et non-médicaux suffisants en fonction de leur péremption, pour alimenter les établissements en régions pour une période déterminée.

La division entre aide humanitaire et aide au développement est aussi une contrainte à laquelle font face les ONG suite à l'épisode « peyi lock ». Plusieurs d'entre elles ont partagé la nécessité de coordonner des réponses d'urgence aux actions de long terme, car bien que certaines réponses d'urgence à une crise socio-politique soient plus rapides et moins dispendieuses, elles ne contribuent pas au développement par la mise en place d'activités génératrice de revenus qui elles visent à renforcer les moyens d'existence et la résilience des populations locales.

De plus, les conséquences de la crise poussent les réflexions sur le besoin ou non de réviser l'assistance d'urgence (monétaire, bons ou nature). Selon un rapport du Groupe de travail sur les transferts monétaires<sup>33</sup>, suite à des consultations populaires, la préférence généralisée est de recevoir une aide monétaire plutôt qu'une aide en nature. Les recommandations de la part de ce groupe de travail sont entre autres de privilégier une approche intégrée de sécurité alimentaire, santé, nutrition et EPAH, de coordonner l'assistance monétaire à l'échelle départementale, ainsi que de surveiller les tensions inflationnistes et l'impact de l'assistance monétaire sur les marchés.

#### iv) Causes préexistantes à la crise

La crise « peyi lock » a soulevé les lacunes et faiblesses préexistantes en Haïti des divers domaines sectoriels touchés dans ce rapport. La vulnérabilité en Haïti est exacerbée entre autres par l'instabilité économique, les tensions socio politiques, les désastres naturels, les épidémies et les conséquences du changement climatique. De plus, dix ans après le tremblement de terre, les

---

<sup>31</sup> Aperçu du financement humanitaire 2019-2020 Haïti, OCHA, 16 décembre 2019, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hti\\_humanitarianfundin\\_goverview\\_fr\\_20191216.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hti_humanitarianfundin_goverview_fr_20191216.pdf),

<sup>32</sup> Ibid.

<sup>33</sup> Présentation du Groupe de travail sur les transferts monétaires, 17 décembre 2019.

conséquences sont encore bien présentes. À titre d'exemple, l'impact de la catastrophe naturelle sur le secteur de santé a été la destruction de 60% de ses infrastructures et le décès de 10% du personnel médical, selon un rapport de MSF<sup>34</sup>. Bien que certains établissements de santé ont été reconstruits, d'autres sont encore en cours de travaux, plusieurs ne sont pas complètement opérationnels ou sont dans des conditions pitoyables. Avec la baisse généralisée du budget national affectant la part allouée au secteur de la santé, ainsi que le départ d'acteurs humanitaires œuvrant dans le domaine, le système de santé haïtien ne s'améliore pas. La crise « peyi lock » a fait ressurgir les faiblesses aigües dans tous les secteurs et le manque généralisé d'infrastructures et de moyens pour les faire fonctionner date de bien avant la crise « peyi lock ». Les ONG y ont été confronté durant la crise avec l'incapacité de procéder au référencement vers les hôpitaux, les problèmes d'approvisionnement des zones d'opérations, etc.

Le défi est donc complexe pour l'État et les acteurs humanitaires. Malgré un contexte de sous-financement et l'endettement de l'État, il faut trouver plus de ressources financières, s'attaquer aux problèmes structurels en Haïti et investir dans des activités génératrices de revenus afin que les ménages soient capables de reconstituer leurs sources de revenu et de moins dépendre de l'aide humanitaire. Il faut aussi agir face aux problèmes qui affectent les conditions de vies des ménages les plus vulnérables, notamment en investissant dans la sécurité alimentaire, la diminution de l'insécurité, la prévention des maladies, et la préservation de l'environnement.

---

<sup>34</sup> « 10 ans après le séisme : le système de santé s'effondre, les besoins augmentent », Le Nouvelliste, 9 janvier 2020, <https://lenouvelliste.com/article/210982/10-ans-apres-le-seisme-le-systeme-de-sante-seffondre-les-besoins-augmentent>.

## 5. Outils de référence

### A) Dates à surveiller

Ce tableau non exhaustif de dates à surveiller entre décembre 2019 et juin 2020 cerne de potentiels éléments déclencheurs de troubles économiques, sociaux, politiques ou autres.

Enjeu	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Politique/ Gouvernance		Fin du parlement, Président gouverne par décret - 13 janvier	Anniversaire de la 3e année au pouvoir du Président - 7 février				
Sécuritaire			Un an des manifestations « peyi lock » de février 2019				Un an des manifestations « peyi lock » de juin 2019
Sécurité alimentaire			Début envisagé de la période de soudure				Début saison cyclonique
EPAH/Lutte contre le choléra	Fin du financement pour les projets choléra (UNICEF)			Fin des projets choléra (UNICEF)			
Événements			Carnaval - 23 au 25 février				

## B) Tableau de synthèse sectoriel

Ce tableau présente une synthèse des conséquences directes de la crise, des défis et des risques perçus par les acteurs de l'aide, ainsi que des mesures de mitigation pour les acteurs de l'aide et les mesures de mitigation pour les acteurs étatiques, du secteur privé, les bailleurs de fonds, et autres, afin de réduire l'impact d'une future crise.

Secteurs	Conséquences directes de la crise	Défis et risques de court et moyen terme	Mesures de mitigation pour les acteurs humanitaires	Mesures de mitigation pour les acteurs étatiques, privés, etc.
<b>Multisectoriel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficultés d'accès physique aux zones opérationnelles et aux services (santé, éducation, etc.)</li> <li>• Difficultés d'approvisionnement</li> <li>• Difficultés psychosociales des ménages, du personnel œuvrant dans les secteurs et de leurs bénéficiaires (Stress, anxiété, peur, baisse de motivation, etc.)</li> <li>• Hausse de la criminalité (Braquages, vols, kidnappings); Présence d'individus et gangs armés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation du nombre de personnes en besoin d'assistance humanitaire</li> <li>• Continuité de la crise politique, économique et sécuritaire</li> <li>• Soulèvements populaires dû à la potentialité d'une pénurie de carburant ou d'une augmentation des prix des produits pétroliers et des biens de consommation</li> <li>• Manque ou diminution du financement des projets/activités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir une alternative au transport routier; disponibilité d'un service permanent de transport aérien abordable ou de transport maritime</li> <li>• Installer des infrastructures indépendantes dans les bureaux d'ONG: panneaux solaires, citerne pour stockage de carburant, citerne pour stockage d'eau</li> <li>• Mettre en place des contrats-cadres avec des fournisseurs pour des produits clés (intrants, etc.)</li> <li>• Diversifier les fournisseurs, là où possible</li> <li>• Mettre en place/faciliter l'accès à des soins de santé physique et psychologique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir une alternative au transport routier; disponibilité d'un service permanent de transport aérien abordable ou de transport maritime</li> <li>• Renforcer les moyens d'existence des ménages par l'aide et des mesures d'assistance sociale de moyen/long terme</li> <li>• Mettre en place/faciliter l'accès à des soins de santé physique et psychologique</li> </ul>

Secteurs	Conséquences directes de la crise	Défis et risques de court et moyen terme	Mesures de mitigation pour les acteurs humanitaires	Mesures de mitigation pour les acteurs étatiques, privés, etc.
EPAH et lutte contre le choléra	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficultés d'approvisionnement et augmentation des prix des produits EPAH</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dégradation de l'environnement sanitaire et risque aggravant de malnutrition (pertes des éléments nutritifs liés aux maladies hydriques)</li> <li>• Diminution du financement par incapacité de mener à bien les projets</li> <li>• Transfert de la responsabilité de surveillance épidémiologique des équipes vers l'État</li> <li>• Transfert de responsabilité de la prévention vers la population haïtienne</li> <li>• Réponses adaptées à la présence d'autres maladies hydriques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faciliter l'accès au carburant et aux produits EPAH par des stocks de contingence sur les zones d'opérations</li> <li>• Sécuriser du financement destiné exclusivement à la lutte contre le choléra</li> <li>• Établir des relations avec des fournisseurs de carburant</li> <li>• Renforcer les équipes communautaires et leur nombre afin de faciliter l'accès dans les communautés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les acteurs du secteur privé afin d'améliorer leurs capacités d'approvisionnement et de stockage de produits EPAH</li> <li>• Assurer la continuité de la surveillance épidémiologique</li> </ul>

Secteurs	Conséquences directes de la crise	Défis et risques de court et moyen terme	Mesures de mitigation pour les acteurs humanitaires	Mesures de mitigation pour les acteurs étatiques, privés, etc.
Sécurité alimentaire et moyens d'existence	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Consommation ou vente des semences prévues pour l'hiver</li> <li>● Diminution de la taille, du nombre et de la qualité des repas par jour</li> <li>● Vente de bétail, outils, charbon, etc.</li> <li>● Envoi des enfants chez d'autres membres de la famille</li> <li>● Retardement des soins médicaux ou d'achats de médicaments</li> <li>● Augmentation des prix des produits sur certains marchés</li> <li>● Raréfaction des produits sur certains marchés</li> <li>● Perte de chiffres d'affaires/revenus et diminution des ressources des agriculteurs, « madanm sara » et commerçants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation du nombre de personnes en situation urgente d'insécurité alimentaire</li> <li>● Diminution/perte des récoltes</li> <li>● Avancement de la période de soudure</li> <li>● Développement de stratégies de survie négatives (prostitution, vol, acceptation de conditions de travail difficiles, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Privilégier une aide monétaire d'urgence plutôt qu'une aide en nature si le contexte local le permet</li> <li>● Favoriser l'approvisionnement local dans le cadre d'une aide en nature</li> <li>● Privilégier une approche intégrée de sécurité alimentaire, santé, nutrition et EPAH, en coordonnant l'assistance monétaire à l'échelle départementale, ainsi qu'en surveillant les tensions inflationnistes et l'impact de l'assistance monétaire sur les marchés</li> <li>● Renforcer des infrastructures (puits artésiens, pompe à eau, irrigation, citernes, capacités de transformation ou de conservation, équipements agricoles)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Établir des banques de semences en région</li> <li>● Renforcer la production nationale (en appui aux moyens d'existence)</li> <li>● Renforcer des infrastructures (puits artésiens, pompe à eau, irrigation, citernes, capacités de transformation ou de conservation, équipements agricoles)</li> </ul>

Secteurs	Conséquences directes de la crise	Défis et risques de court et moyen terme	Mesures de mitigation pour les acteurs humanitaires	Mesures de mitigation pour les acteurs étatiques, privés, etc.
Sécurité et accès	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Difficultés d'accès au lieu de travail du personnel international et national, et risque d'interruption ou rupture du contrat de travail et d'interruption des services (santé, éducation, etc. )</li> <li>● Augmentation des cas de blessures, par balle, arme blanche, etc.</li> <li>● Coupes de salaires, mise au chômage ou licenciement des employés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Difficultés de paiements des fournisseurs pétroliers par l'État</li> <li>● Interactions/Négociation avec groupes armés</li> <li>● Sécurisation du transport du personnel entre la résidence et le lieu de travail, notamment pour le personnel médical</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Renforcer la capacité du personnel à pouvoir effectuer du télétravail (ordinateurs, téléphones, smartphones, plans Internet et 4G, carburant pour génératrice, etc.)</li> <li>● Aménager /faciliter la flexibilité des horaires de travail du personnel</li> <li>● Se déplacer par voie routière en convoi selon la situation, avec monitoring sécuritaire permanent</li> <li>● Offrir des formations sécuritaires et rappeler les bonnes pratiques de routine et de situation d'urgence</li> <li>● Maintenir de bonnes relations avec la communauté locale de la zone d'intervention</li> <li>● Former plus de personnel compétent et impartial en région, originaire des communautés d'opérations</li> <li>● Identifier et renforcer les capacités d'intervention de partenaires locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Adresser l'insécurité, notamment la présence des gangs armés et le trafic d'armes illégales</li> </ul>

Secteurs	Conséquences directes de la crise	Défis et risques de court et moyen terme	Mesures de mitigation pour les acteurs humanitaires	Mesures de mitigation pour les acteurs étatiques, privés, etc.
Éducation et protection	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficultés de déplacements des élèves et du personnel</li> <li>• Menaces, attaques et vandalisme, affectant les étudiants, le personnel et les établissements scolaires</li> <li>• Déscolarisation, perte de jours de classes</li> <li>• Fermeture d'établissements due à la perte de revenus, à l'insécurité, etc.</li> <li>• Retrait des enfants de l'école dû à la précarité des ménages</li> <li>• Manque d'accès au repas des cantines scolaires</li> <li>• Augmentation des cas de VBG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fermeture additionnelle d'établissements scolaires</li> <li>• Perte d'emplois du personnel scolaire</li> <li>• Retrait continu des enfants de l'école dû à la précarité des ménages</li> <li>• Conséquences sur la protection et la santé psychosociale des enfants</li> <li>• Difficulté du MENFP à financer son plan d'actions prioritaires</li> <li>• Sous-financement du secteur de la protection</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer campagne de sensibilisation concertée, nationale, sur le respect et la protection des écoliers, du personnel et des établissements scolaires</li> <li>• Lancer campagne de sensibilisation sur les VBG et renforcer l'appui aux acteurs de prévention et de traitement des VBG afin qu'ils puissent répondre aux besoins actuels et qu'ils puissent offrir des services dans un contexte où la situation socio-politique se dégraderait</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer campagne de sensibilisation concertée, nationale, sur le respect et la protection des écoliers, du personnel et des établissements scolaires</li> <li>• Lancer campagne de sensibilisation sur les VBG et renforcer l'appui aux acteurs de prévention et de traitement des VBG afin qu'ils puissent répondre aux besoins actuels et qu'ils puissent offrir des services dans un contexte où la situation socio-politique se dégraderait</li> <li>• Faire le plaidoyer auprès du MENFP pour le paiement des arriérés de salaire du personnel scolaire</li> <li>• Appuyer le financement du plan d'actions prioritaires du MENFP</li> </ul>

Secteurs	Conséquences directes de la crise	Défis et risques de court et moyen terme	Mesures de mitigation pour les acteurs humanitaires	Mesures de mitigation pour les acteurs étatiques, privés, etc.
Santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficultés d'accès aux services médicaux</li> <li>• Pénurie ou difficultés d'approvisionnement d'intrants médicaux (sang, médicaments, oxygène, etc.) et non-médicaux (seringues, gants, etc.)</li> <li>• Coupes de salaires, mise au chômage ou licenciement des employés</li> <li>• Perte de revenus : perte de financement, perte de revenus venant des dépenses des patients, coûts supplémentaires (taux de change, embauche d'agents de sécurité, augmentation du prix des intrants)</li> <li>• Difficulté de référencement vers les hôpitaux</li> <li>• Dégradation de l'état de patients nécessitant des suivis de traitement (grossesse, cancer, diabète, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Incapacité de l'État à reprendre des projets, activités, ou des employés</li> <li>• Obtention de franchise pour importation de médicaments</li> <li>• Transfusion de sang possible que si le patient est accompagné de donneurs de sang</li> <li>• Augmentation des taux de mortalité et morbidité</li> <li>• Développement de résistance aux antibiotiques liée à l'interruption des protocoles de traitement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer campagne de sensibilisation sur le don de sang</li> <li>• Lancer campagne de sensibilisation concertée, nationale, sur le respect et la protection des patients, du personnel et des établissements de santé</li> <li>• Augmenter le stockage d'intrants médicaux et non-médicaux (selon la péremption)</li> <li>• Identifier le personnel critique de projets d'ONG du secteur santé à être repris par l'État</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer campagne de sensibilisation sur le don de sang</li> <li>• Lancer campagne de sensibilisation concertée, nationale, sur le respect et la protection des patients, du personnel et des établissements de santé</li> <li>• Augmenter le stockage d'intrants médicaux et non-médicaux (selon la péremption)</li> <li>• Faire le plaidoyer auprès du MSPP et des bailleurs pour le renforcement des hôpitaux et centres de référencement, et pour la décentralisation des services</li> <li>• Faire le plaidoyer auprès du MSPP pour faciliter les procédures administratives pour les douanes et les franchises</li> <li>• Accroître le stock dans les banques de sang et le nombre de banques de sang</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Augmentation des taux de mortalité maternelle et infantile</li><li>• Hausse du nombre de cas de blessés par balles, armes blanches, etc.</li></ul>			
--	--	--	--	--

## 6. Conclusion

L'instabilité politique, économique et sécuritaire continue de préoccuper les ménages et les acteurs humanitaires après « peyi lock ». Le dysfonctionnement du parlement suite à la fin des mandats des députés et des sénateurs fragilise le système démocratique. Les prévisions économiques laissent présager des difficultés continues pour les ménages, le secteur commercial et l'État haïtien, avec le maintien d'une inflation élevée et de la dépréciation de la gourde. La crainte d'une pénurie de carburant est constante si l'État se trouve dans l'incapacité de payer les fournisseurs de produits pétroliers. La présence de gangs armés et l'augmentation de la criminalité et de la violence fait persister le climat d'insécurité à travers le pays. Ces facteurs présentent des potentiels éléments déclencheurs de troubles sociopolitiques en Haïti.

La crise « peyi lock » a été une crise multisectorielle, avec des conséquences nombreuses et sévères pour les ménages et les acteurs humanitaires en Haïti. Tous les secteurs d'intervention ont été affectés en termes d'accès et d'approvisionnement suite aux difficultés de déplacements générées par l'insécurité, la précarité et la pénurie de carburant. La situation d'insécurité alimentaire s'est aggravée principalement à cause de l'instabilité économique. Les femmes et les enfants, notamment les filles, semblent avoir été les plus affectées par les conséquences directes et indirectes de la crise. L'identification de ces conséquences, des risques et des besoins démontrent la nécessité d'apporter une réponse multisectorielle, qui inclut une aide d'urgence afin d'adresser la situation d'insécurité alimentaire, et une aide de long terme qui vise à renforcer les moyens d'existence des ménages afin d'augmenter leur autonomie, leur résilience face aux crises et diminuer leur précarité. Pour leur part, les acteurs humanitaires bénéficieraient du renforcement de leurs infrastructures afin d'augmenter leurs capacités opérationnelles en cas de crise, et de la sécurisation d'une alternative permanente au transport routier. De manière concrète, les contraintes d'obtention de données notées dans cette analyse sont indicatives de la nécessité des acteurs à miser sur le renforcement de l'utilisation et de l'expertise des outils de gestion de données, désagrégées par âge, genre et handicap a minima, ainsi que sur la capacité d'analyse des institutions et organisations.

Somme toute, la crise « peyi lock » a été à la fois une cause et un effet des chocs chroniques auxquels font face la population, les acteurs humanitaires, les acteurs étatiques, et autres en Haïti depuis plus d'une décennie. Les causes préexistantes à la crise doivent aussi être adressées et sont un défi de taille pour l'État et la communauté internationale. L'identification de ceux-ci s'insère dans le cadre d'un travail de coopération entre la communauté internationale et l'État haïtien.

## **7. Annexe**

### **A. Liste non-exhaustive de questions d'entretien avec les représentants d'organisations et institutions.**

1. Quels sont les principaux domaines d'intervention de votre organisation?
2. Dans quelles zones géographiques opérez-vous; urbain/rural?
3. Quelles sont les contraintes opérationnelles auxquelles votre organisation a été confrontée durant et après « peyi lock » ?
4. Avez-vous vu des conséquences immédiates de la crise dans votre secteur d'intervention ?
5. Est-ce que les activités de votre organisation ont reprises ?
6. Avez-vous observé des conséquences divergentes de la crise pour les zones de Port-au-Prince versus en régions ?
7. Quels sont les besoins immédiats/non immédiats de votre organisation ?
8. Avez-vous noté des stratégies de survie mises en place par les populations, si oui lesquelles ?
9. Avez-vous des recommandations pour les actions humanitaires à prendre suite à la crise?
10. Avez-vous des observations, données et autres concernant votre secteur d'intervention et la situation dans les prisons ?
11. Quelles sont vos préoccupations futures, politique, économique, et sécuritaire ?
12. Avez-vous des rapports ou données à partager pouvant servir dans la conduite de cette analyse de la crise actuelle ?

## B. Rapports de situation par secteur

- i) Eau potable, assainissement et hygiène et lutte contre le choléra

### CLIO/START NETWORK

## Évaluation de l'impact de la crise actuelle sur les ménages dans les secteurs de l'Eau potable, Assainissement et Hygiène (EPAH) et de la lutte contre le choléra

*- Rapport de situation du 19 décembre 2019 -*

#### Résumé

Pendant la crise, les secteurs EPAH et lutte contre le choléra ont été principalement touchés en termes d'accès physique aux zones d'intervention. Afin de préserver les acquis de l'année 2019, il sera essentiel que les acteurs œuvrant dans ces secteurs, ainsi que les communautés locales, aient accès au carburant et aux produits EPAH de manière régulière et à des prix raisonnables, et que les acteurs étatiques puissent préserver la qualité des opérations EPAH et lutte contre le choléra de manière autonome.

#### 1. Contexte politique, économique, sécuritaire

Mis à part les manifestations du 18 novembre 2019, une période d'accalmie se poursuit depuis fin octobre, avec une diminution considérable de l'activité protestataire, du nombre d'incidents sécuritaires et une reprise progressive de l'activité économique et scolaire. La semaine du 9 au 16 décembre a été marquée par l'annonce du Président Jovenel Moïse qu'un nouveau gouvernement pourrait être mis en place avant la fin de l'année 2019 et la réitération qu'il ne démissionnera pas malgré les demandes de l'opposition et d'une partie de la société civile. Cette annonce est venue après la dernière mission diplomatique de la communauté internationale qui, par le biais notamment des États-Unis, a envoyé plusieurs délégations à Port-au-Prince pendant les dernières semaines, ayant pour objectif la fourniture d'un appui pour la sortie de la crise politique. De son côté, l'organisation de la société civile Ayiti Nou Vle A a publié un sondage d'opinion<sup>35</sup> dont le résultat indique que le manque de confiance dans le président actuel (55%) n'est surpassé que par le considérable manque de confiance en l'opposition (90%), dû en grande partie à l'agressivité et la durée de la stratégie de bloquer le pays (« peyi lock »). Les élections parlementaires et locales de mi-octobre n'ayant pas eu lieu, le Président est attendu pour commencer à gouverner par décret à partir du 13 janvier 2020. Ce déséquilibre entre les pouvoirs de l'État demeure inquiétant en particulier pour la société civile et le secteur privé, qui craignent des dérives autoritaires notamment suite à la décision unilatérale de l'État de reprendre la centrale électrique de Varreux le 21 novembre 2019. Auparavant gérée par la compagnie privée

<sup>35</sup> Sondaj Tranzisyon, Ayiti Nou Vle A, décembre 2019, <https://www.ayitinou vle.a/sondajtranzisyon>

SogEner, ce changement d'administration a également engendré une diminution significative du nombre d'heures d'électricité disponible à la population. Selon les zones, les médias notent que la plage horaire de la distribution du courant électrique n'est plus prévisible et que cela a un impact négatif sur les ménages et la production. La compagnie nationale Électricité d'Haïti (EdH) a cependant annoncé qu'avant la fin de l'année toutes les centrales fonctionneront de nouveau à plein régime.

## **2. Impact de la crise actuelle sur les secteurs de l'Eau potable, Assainissement et Hygiène (EPAH) et de la lutte contre le choléra**

Pendant la crise, les secteurs de l'EPAH et de la lutte contre le choléra ont été principalement touchés en terme d'accès. Les ONG internationales travaillant dans ce domaine ont rapporté une réduction considérable de leur capacité opérationnelle au niveau national pendant la période du « peyi lock », avec des points de blocage notamment sur les routes nationales 1 et 2. Les ONG soulignent également les problèmes d'approvisionnement par voie routière des matériaux logistiques (médicaux et paramédicaux) entre leur base centrale à Port-au-Prince et leurs bases régionales, partiellement résolus par la mise en place des vols UNHAS pour le transport des personnes et du cargo, gratuits pour les ONG jusqu'en février 2020. Concernant le carburant, les ONG ont dû augmenter leur capacité de stockage, ainsi qu'établir des relations de confiance avec les stations service, permettant aux équipes logistiques d'acheter du carburant sur place, dès sa réception par le distributeur. Des alternatives maritimes ont été étudiées notamment par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), mais aucune solution n'a été retenue pour résoudre le problème du transport du carburant vers les provinces si un autre épisode de « peyi lock » venait à se produire.

La capacité d'intervention des équipes mixtes ONG/EMIRA (Equipes Mobiles d'Intervention Rapide) a été sensiblement perturbée, avec une ONG internationale qui rapporte qu'entre août et novembre 2019 les équipes n'ont pas pu intervenir pendant 35 jours, y compris huit jours consécutifs entre le 4 et le 11 novembre. Pendant les jours où les interventions étaient possibles, elles ont été planifiées selon un monitoring continu de la sécurité pour identifier des fenêtres d'opportunité pour permettre aux équipes de terrain de passer les blocages. Par contre, les équipes de relais communautaires n'ont pas pu se déplacer vers les foyers des cas suspects dans des délais raisonnables et assurer une intervention immédiate. Par exemple, pour une ONG travaillant dans le Grand Nord, les délais moyens d'intervention des équipes ONG/EMIRA et relais communautaires étaient de 49,6% en moins de 24h, 36% en moins de 48h et 15% en plus de 48h. Concernant les matériaux logistiques, les ONG ont été confrontées à des retards dans les processus d'acquisition ; en effet des hausses de prix des produits entre les moments de la conception du budget, de la collecte des cotations et la finalisation de l'achat dû au fait que les entreprises étaient fermées, ont accentué ainsi des retards programmatiques. Pourtant, les résultats de ces efforts de maintien de la capacité d'intervention se voient notamment dans la réduction considérable (-82% par rapport à 2018) des cas de choléra suspects à travers le pays, avec aucun cas confirmé depuis le mois de février 2019.

En terme de prévisions pour 2020, la lutte contre le choléra aura à faire face à trois défis structurels, tels que la baisse des financements internationaux, le transfert de la responsabilité de la surveillance épidémiologique des équipes mixtes ONG/EMIRA uniquement vers les acteurs étatiques haïtiens, et le transfert de responsabilité de la prévention vers la population haïtienne. A ces défis structurels il faudra ajouter aussi des défis contextuels tels que la continuité de la crise politique, économique et sécuritaire. De plus, l'identification de 681 cas suspects depuis février 2019<sup>36</sup> ayant des symptômes de diarrhée aiguë, mais dont les analyses de laboratoire ont infirmé l'existence du *vibrio cholerae*, indiquent la présence de d'autres maladies hydriques en Haïti en général, mais particulièrement dans les départements de l'Artibonite, du Centre, de l'Ouest et de la Grand'Anse<sup>37</sup>, qui nécessiteront à leur tour des réponses adaptées.

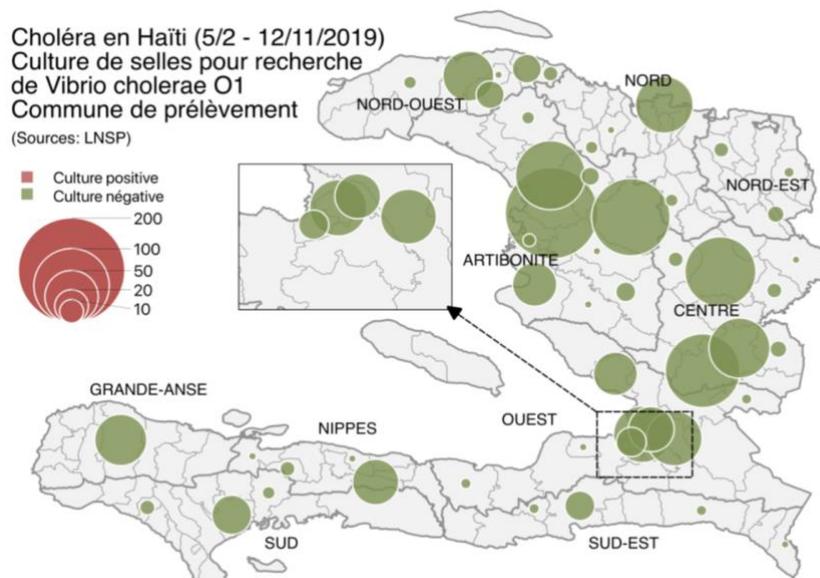


Fig 1. Distribution communale des résultats de cultures de selles pour recherche de *Vibrio cholerae* O1 en Haïti depuis le 5 février 2019. (Sources : LNSP)<sup>38</sup>

Dans un premier temps, d'un point de vue structurel, les financements octroyés par UNICEF, bailleur auparavant principal dans le secteur de l'EPAH et de la lutte contre le choléra, seront réduits de 65 % de 2019 à 2020, avec un impact direct sur au moins trois ONG internationales qui prévoient une réduction significative des opérations EPAH/choléra à partir d'avril 2020. Afin de continuer les interventions et assurer une permanence dans la veille choléra, ces ONG devraient donc désormais chercher des financements de la part de l'Union Européenne (ECHO), CERF (OCHA), ou bien le GAC (Canada), voire positionner la lutte contre le choléra comme partie intégrante de la gestion des risques et des désastres (GRD) ou l'associer à la lutte contre d'autres

<sup>36</sup> « Résumé de la situation du choléra, Haïti, 2010 à 2019 », Ministère de la Santé Publique et de la Population

<sup>37</sup> « Rapport du Soutien épidémiologique à la stratégie UNICEF de lutte contre le choléra en Haïti, Mission du 10 au 15 novembre 2019 », Prof Renaud PIARROUX de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris (APHP) et Dr Stanislas REBAUDET de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille (APHM)

<sup>38</sup> Idem, page 4.

maladies hydriques. Ces dernières options entraîneront des enveloppes réduites de fonds disponibles puisqu'elles devraient être partagées avec les activités GRD (Gestion des Risques et des Désastres) traditionnelles, telles que celles liées à la mitigation des effets des catastrophes naturelles, ou avec d'autres maladies hydriques. D'autre part, ces positionnements entraînent un changement de perspective et de message : la lutte contre le choléra baisse d'un cran en termes d'importance pour la communauté internationale.

Cette réduction de fonds aura une incidence sur les acteurs étatiques haïtiens qui devront amener eux-mêmes la lutte autour du triptyque détection, confirmation, et réponse. Le rapport du professeur Piarroux recommande « de faire porter les efforts sur le renforcement de la surveillance épidémiologique et de la capacité des laboratoires à confirmer/infirmier très rapidement tout cas suspect de choléra »<sup>39</sup>.

Également, la population à risque, qui a déjà bénéficié de nombreuses séances de sensibilisation dans la prévention à la contamination par le choléra, devrait surmonter elle-même des défis posés par la crise afin de sauvegarder les acquis de la dernière année. Selon une analyse de marché menée par l'ONG internationale ACTED<sup>40</sup> dans trois villes<sup>41</sup> de la Grand'Anse et le Sud en octobre 2019, même si les besoins en produits EPAH<sup>42</sup> de la population sont couverts par la présence de ces produits sur les marchés (même en faible quantité), la rareté du carburant et sa vente sur le marché noir à des prix supérieurs ont un effet direct sur les prix des produits EPAH. Ainsi, la rareté du carburant, couplée à l'inflation et les faibles quantités de produits disponibles, ont causé une hausse des prix des produits EPAH entre 17% et 41%, selon les villes, depuis août 2019. De plus, selon une étude Konbit pour Ranfòse Aksyon Lakay (KORAL)<sup>43</sup>, réalisée en novembre 2019 dans le Sud, dans les milieux urbains les tensions empêchent aux autorités des mairies de collecter les déchets à temps, tandis que 50% des personnes interviewées ont déclaré avoir bouilli de l'eau avant consommation et avoir recouru à des feuilles amères de plantes pour les bains comme mesures d'adaptation pour combattre la déshydratation et pour prévenir des infections cutanées et des organes reproductifs - le tout à cause de l'indisponibilité de l'eau traitée en provenance de la capitale.

Ces signes de pénurie pourraient affecter de manière accablante les infrastructures sanitaires, communautaires et pénitentiaires au niveau national, avec des effets qui ne seraient qu'aggravés par l'irrégularité et l'imprévisibilité des problèmes d'accès physique à ces institutions. Cependant, plus d'études ciblées sur ces questions sont nécessaires afin de mieux quantifier l'impact.

## **Conclusions et recommandations**

---

<sup>39</sup> Ibid. page 34.

<sup>40</sup> « Analyse rapide de marche sur les départements de la Grande Anse et du Sud (Haïti) », ACTED, octobre 2019, [https://fscluster.org/sites/default/files/documents/factsheet\\_eval\\_disponibilite\\_produits\\_alimentaires\\_-\\_marches\\_ga\\_sud\\_acted\\_oct2019.pdf](https://fscluster.org/sites/default/files/documents/factsheet_eval_disponibilite_produits_alimentaires_-_marches_ga_sud_acted_oct2019.pdf)

<sup>41</sup> Jérémie, les Cayes, Anse d'Hainault

<sup>42</sup> Produits EPAH : eau non traitée, eau traitée, savon de toilette, savon de lessive, dentifrice, brosse à dent, papier toilette, chlore liquide, serviette hygiénique.

<sup>43</sup> « Rapport d'évaluation de la situation et des besoins des ménages dans le Sud d'Haïti », KORAL, novembre 2019

Les tendances identifiées montrent qu'en termes de programmation EPAH et lutte contre le choléra, un dernier effort est nécessaire afin de ne pas permettre à la crise économique et sécuritaire, et à la rareté du carburant, de mettre en péril les succès de l'année 2019. Si pendant la crise les équipes ont pu intervenir dans des délais raisonnables pour identifier, isoler, et traiter les potentiels nouveaux cas de choléra, avec moins de moyens et de financements pendant l'année 2020, les acteurs étatiques et les communautés locales devront intensifier leurs efforts dans la prévention de la propagation de la maladie, ainsi que pour assurer un accès régulier à l'eau potable, l'assainissement, et l'hygiène. Pour arriver à cela, trois conditions doivent être encore obligatoirement remplies, surtout pendant des éventuels nouveaux épisodes de « peyi lock »: (1) garantir l'accès physique aux zones géographiques encore à risque de choléra, (2) faciliter l'accès au carburant et aux produits EPAH, et cela à des prix raisonnables, et (3) garder un minimum de financement destiné exclusivement à la veille contre le choléra.

### **Note méthodologique**

*Ces rapports de situation sont le fruit d'une évaluation lancée par le CLIO (le Cadre de Liaison Inter-Organisations en Haïti), lors d'une initiative Start Network, qui vise à apporter une réponse à la question fondamentale suivante : est-ce que derrière la crise politique, économique et sécuritaire qui traverse en ce moment Haïti se développe-t-il une crise humanitaire ? Cette réponse sera tirée de l'analyse de l'impact de la crise sur les ménages à travers une consolidation des besoins, le dégagement des tendances, et l'identification des besoins humanitaires prioritaires, afin de proposer des options de réponse contextualisées. Ainsi, un ensemble d'acteurs nationaux et internationaux, opérant dans les milieux gouvernemental, non-gouvernemental, communautaire international et privé, ont été contactés. Leurs analyses et études ont été intégrées dans ces rapports de situation, dont chacun se concentrera sur un secteur d'intervention (eau, hygiène et assainissement, et lutte contre le choléra ; sécurité alimentaire ; sécurité et accès ; éducation ; santé ; moyens existence et protection). Un rapport multisectoriel consolidé avec des analyses croisées et transversales constituera l'aboutissement de cette évaluation menée sur 45 jours.*

*Pour plus de renseignements, veuillez contacter Leyla Mutiu à [eval.crise@solidarites-haiti.org](mailto:eval.crise@solidarites-haiti.org)*

**CLIO/START NETWORK**  
**Évaluation de l'impact de la crise actuelle sur les ménages**  
**dans la sécurité alimentaire**  
*- Rapport de situation du 26 décembre 2019 -*

**Résumé**

La sécurité alimentaire a été durement impactée par des facteurs structurels, tels que la sécheresse de 2018-2019, mais aussi par des facteurs contextuels tels que les troubles socio-économiques, la dévaluation de la gourde, l'inflation, la hausse des prix de certains produits alimentaires de base, l'arrêt et le bouleversement du flux commercial, etc. Bien que la pluviométrie pour 2020 s'annonce favorable, les défis liés aux facteurs contextuels seront difficiles à surmonter pour les communautés les plus vulnérables et les acteurs humanitaires qui les appuient.

**1. Derniers développements de la crise politique, économique et sécuritaire**

D'un point de vue politique, la semaine du 17 au 22 décembre a été marquée par l'invitation du Président Jovenel Moïse aux membres de l'opposition, signataires de l'accord de Marriott, de le rejoindre à la table du dialogue. Tous les signataires ont refusé l'invitation, regretté l'absence d'un agenda pour cette rencontre, ainsi qu'une annonce claire de sa démission. Néanmoins, le Président a réussi à rencontrer des représentants du Groupe Initiative de la Passerelle (GIP), qui regroupe plus d'une centaine d'organisations de la société civile et du secteur privé qui appellent le Président à démissionner et qui s'engagent à faciliter son départ ordonné<sup>44</sup>.

D'un point de vue économique, selon le rapport de la Commission Économique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC)<sup>45</sup>, l'économie haïtienne a enregistré une décroissance de -0,7% en 2019, sensiblement en dessous du taux de 1,5% de croissance enregistré en 2018, représentant la première variation négative depuis le tremblement de terre de 2010 (-5%). Les principaux indicateurs macroéconomiques affichent une performance allant dans le même sens, avec une dynamique persistante d'inflation élevée : 20% en rythme annuel en septembre (contre 14,6% et 15,4% respectivement pour l'année 2018 et 2017), une aggravation du déficit budgétaire d'environ 7% du PIB (contre 6,5% du PIB en 2018 et 3,9% en 2017), et une dépréciation prononcée de la gourde face au dollar américain (34%).

<sup>44</sup> « Une centaine d'organisations de la société civile et du secteur privé offrent une « passerelle » de sortie à Jovenel Moïse », Le Nouvelliste, 14 octobre, <https://lenouvelliste.com/m/public/index.php/article/207902/une-centaine-dorganisations-de-la-societe-civile-et-du-secteur-privé-offrent-une-passerelle-de-sortie-a-jovenel-moise>

<sup>45</sup> « Croissance négative, hyperinflation, décote de la gourde... le mauvais carnet de l'économie haïtienne en 2019 », Le Nouvelliste, 20 décembre 2019 <https://lenouvelliste.com/article/210522/croissance-negative-hyperinflation-decote-de-la-gourde-le-mauvais-carnet-de-leconomie-haitienne-en-2019>

D'un point de vue sécuritaire, une situation de tension persiste dans le quartier de Martissant de Port-au-Prince entre les chefs des gangs Ti Bwa et Gran Ravine pour des raisons territoriales, économiques et politiques. Pour ramener la paix dans cette circonscription, les deux gangs demandent l'accompagnement de l'État dans le renforcement de la sécurité globale, ainsi que la mise en place de programmes d'assainissement dans leur quartier<sup>46</sup>. Parallèlement, dans le département du Centre, une tentative d'évasion a été signalée au niveau du centre pénitentiaire de Hinche ce 18 décembre 2019 ; les prisonniers revendiquant de meilleures conditions de détention. Cette tentative survient après celle qui a eu lieu à la prison civile des Gonaïves le 7 novembre 2019, pour les mêmes raisons, et qui s'est soldée par la mort d'un détenu<sup>47</sup>.

### **Impact de la crise actuelle sur la sécurité alimentaire**

Selon OCHA<sup>48</sup>, au début de l'année 2019, 2.6 millions d'Haïtiens étaient en situation d'insécurité alimentaire. En plus de l'impact de la sécheresse de 2018 et 2019, causée par le phénomène El Niño, les derniers épisodes de « peyi lock » ont eu des effets négatifs sur la sécurité alimentaire, qui a enregistré une nette dégradation. Le rapport IPC<sup>49</sup>, publié le 31 octobre 2019 pour la période allant d'octobre 2019 à février 2020, signale que 3.67 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, dont 10% de la population (1.046.000 personnes) étant en IPC Phase 4 (Urgence) et ayant besoin d'une action urgente et 25% (2.627.000 personnes) en IPC Phase 3 (Crise), soit au total 35% de la population haïtienne nécessitant une action d'urgence. Pour la période projetée, allant de mars à juin 2020, 12% (1.203.000 personnes) de la population sera en IPC phase 4 (Urgence) et 28% (2.898.000 personnes) en IPC phase 3 (Crise), représentant approximativement 40% de la population, soit 4,10 millions de personnes qui auront besoin d'une action d'urgence. Que ce soit en période courante ou en projetée, la situation apparaît plus dégradée encore dans les zones rurales avec respectivement 38% et 42% de la population en Phase 3 et 4 contre respectivement 28% et 31% pour les zones urbaines. Les départements les plus affectés sont, dans une première phase, la zone rurale du Nord-Ouest et la commune de Cité Soleil de Port-au-Prince (Ouest), suivis à partir de mars 2020 par le département de l'Ouest (sauf Port-au-Prince) et la zone côtière de la Grand'Anse (voir Figure 1).

---

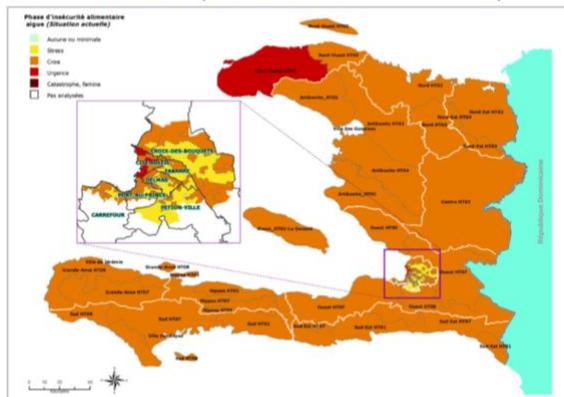
<sup>46</sup> « Énième acte d'impuissance de la CNDDR pour ramener la paix à Martissant », Le Nouvelliste, 19 décembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/210416/enieme-acte-dimpuissance-de-la-cnDDR-pour-ramener-la-paix-a-martissant>

<sup>47</sup> « Le calme est revenu à la prison civile de Hinche », Le Nouvelliste, 19 décembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/210453/le-calme-est-revenu-a-la-prison-civile-de-hinche>

<sup>48</sup> Rapport de situation, OCHA, mis à jour le 1<sup>er</sup> octobre 2019, <https://reports.unocha.org/fr/country/haiti/>

<sup>49</sup> Rapport IPC, CNSA/MARNDR, octobre 2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC\\_Haiti\\_AcuteFoodSec\\_2019Oct2020Feb\\_French.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_Haiti_AcuteFoodSec_2019Oct2020Feb_French.pdf)

Situation actuelle (octobre 2019 – février 2020)



Situation projetée (Mars 2020 – Juin 2029)

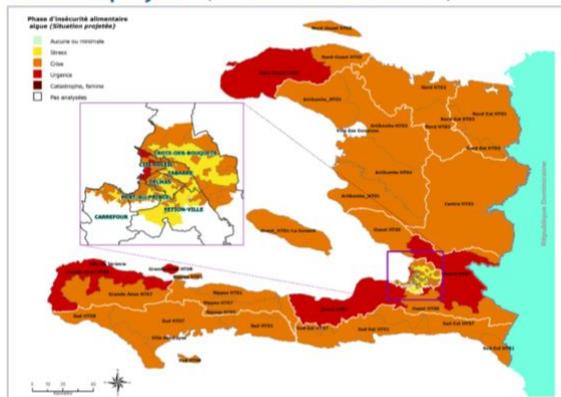


Figure 1. Cartes IPC de situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle et projetée

Le rapport Fews Net<sup>50</sup>, publié également en octobre 2019 et mis à jour en novembre, déplore la même dégradation, mais avec des variations géographiques. Ainsi, une insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC) et en Crise (Phase 3 de l'IPC) devraient se maintenir dans tout le pays, avec un nombre de ménages en Crise (Phase 3 de l'IPC) croissant pendant la période de soudure qui commencera en avance entre février/mars et mai 2020. Selon ce rapport, des zones de tous les départements sont et seront en Phase 3 de l'IPC à partir d'octobre 2019 et jusqu'en juin 2020 compris, avec une progression constatée notamment dans le département du Sud (voir Figure 2).

Les deux rapports indiquent comme causes de la réduction de l'accès à la nourriture par les ménages les plus pauvres la hausse des prix des denrées de base (inflation annuelle de 22.6%), la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain, les troubles socio-politiques et la dégradation des conditions de sécurité. Le rapport Fews Net met également en avant des prévisions négatives quant à l'évolution de ces variables. Des acteurs humanitaires ont également noté comme cause le pourrissement des récoltes chez les agriculteurs et/ou les marchands, également par manque d'accès physique aux dépôts et aux marchés.

<sup>50</sup> « Perspectives sur la sécurité alimentaire : Les conditions sont toutes réunies pour une détérioration de la sécurité alimentaire en Haïti », Fews Net, octobre 2019, <https://fews.net/fr/central-america-and-caribbean/haiti/food-security-outlook/october-2019>

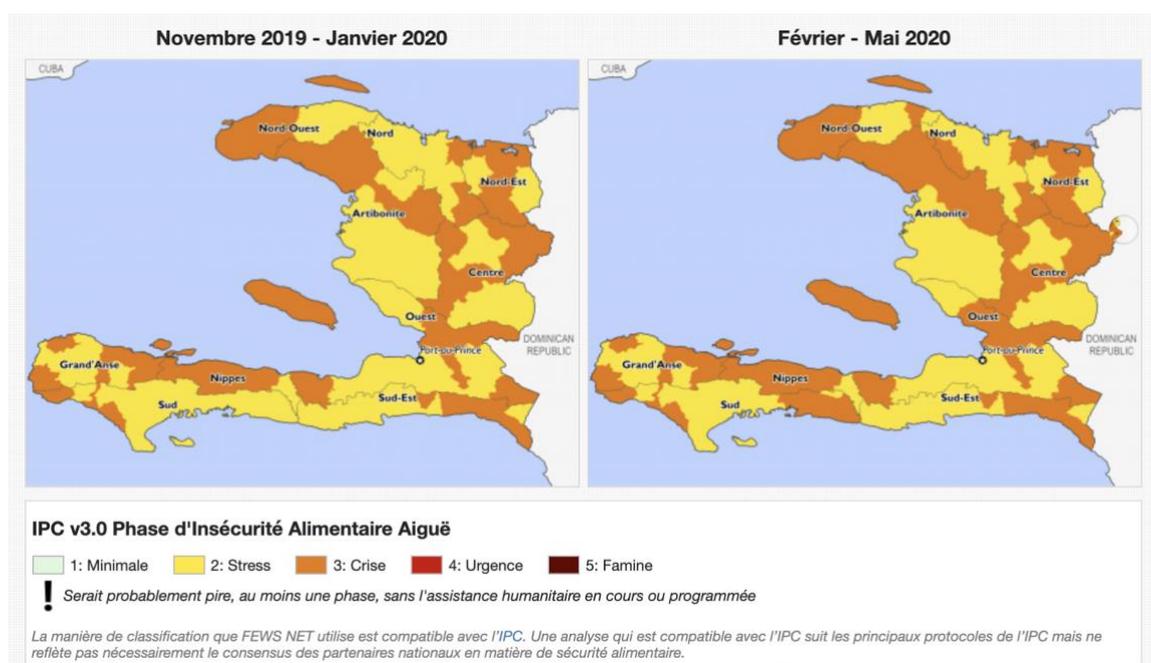


Figure 2. Cartes FewNet de situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle et projetée

Suivant une comparaison entre les régions les plus affectées par la crise alimentaire et la présence des acteurs actifs dans ce secteur (voir Figure 3, la carte des partenaires du secteur de la sécurité alimentaire), plusieurs remarques peuvent être faites. Premièrement, la présence de 14 acteurs humanitaires en Grand'Anse et de 10 acteurs dans le Nord-Ouest, et de leurs approches multi-activités, restent primordiales dans la réduction de l'insécurité alimentaire des 189.075 personnes<sup>51</sup> dans la Grand'Anse et des 259.537 dans le Nord-Ouest. Deuxièmement, les départements de l'Ouest (notamment la commune de Cité Soleil) et de Nippes, soit 1.404.273 personnes et 139.149 personnes en insécurité alimentaire respectivement, ne seront couvertes que par les activités de neuf et respectivement deux acteurs humanitaires. Ainsi, même si le Nord-Ouest et la Grand'Anse semblent être déjà ciblés par l'aide humanitaire et que les budgets des acteurs présents dans l'Ouest et les Nippes ne sont pas connus, il est possible que le département des Nippes, parfois appelé le « département oublié » par certains, ne soit pas encore assez couvert par l'aide humanitaire.

<sup>51</sup> Le nombre de personnes en insécurité alimentaire par département provient de l'Aperçu humanitaire publié le 16 décembre 2019 par OCHA et basées sur des données reçues de la CNSA [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha-hti-snapshot-20191216\\_fr.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha-hti-snapshot-20191216_fr.pdf)

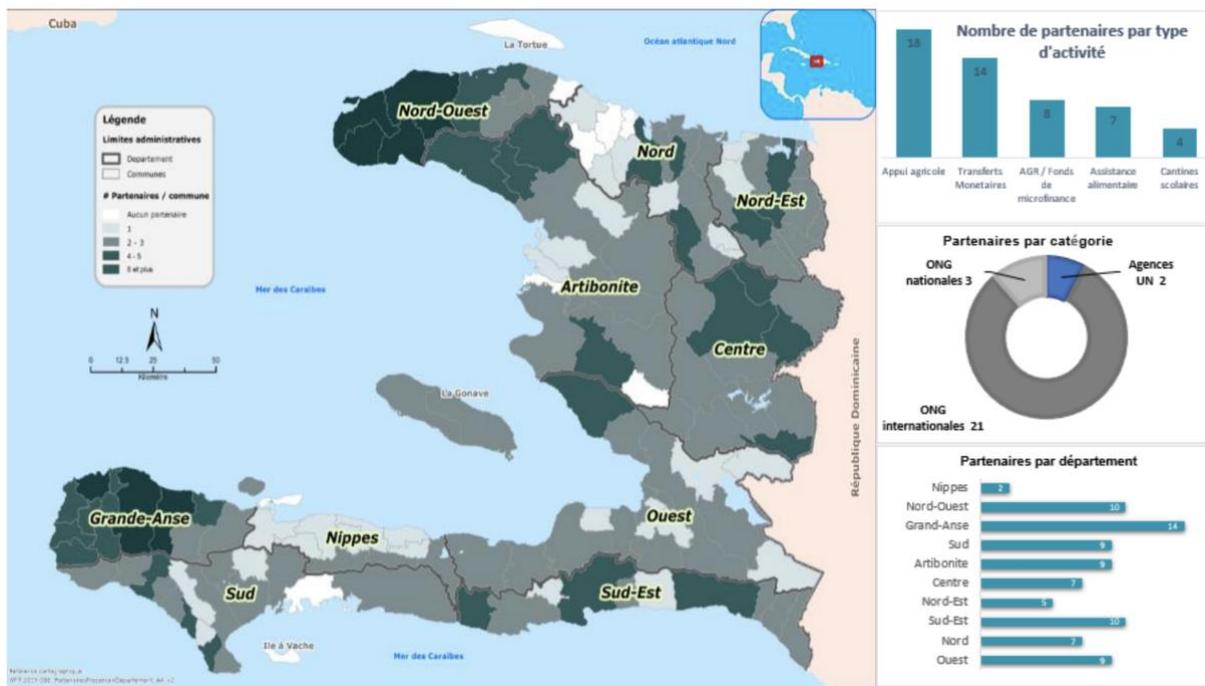


Figure 3. Carte de présence des acteurs humanitaires actifs dans la sécurité alimentaire<sup>52</sup>

En termes de stratégies de survie, les acteurs humanitaires interrogés alertent sur la diminution de la taille des repas et/ou du nombre de repas pris, la perte du capital (par la vente de bétails, la consommation et/ou la vente des semences nécessaires pour la campagne agricole du printemps 2020), la vente du charbon, la migration vers des membres de la famille qui se trouvent en meilleure situation financière (parfois en zone urbaine), l'envoi des enfants chez d'autres membres de la famille, le retardement des soins médicaux ou de l'achat de médicaments, etc. Certaines de ces stratégies de survie, telles que la consommation des semences ou la vente du bétail, pousseront plus dans la précarité les populations pauvres, pendant la période de soudure (à partir de février 2020) et la période de la campagne de printemps. Ces communautés risquent de se retrouver dans un cercle vicieux où elles n'auront plus de semences à planter pendant la campagne de printemps, seront poussées à aller acheter sur les marchés à des prix plus élevés à cause de la hausse de la demande pendant la période de semis, devront vendre plus de bétail (s'il en reste), etc.

Le prix du panier alimentaire a également augmenté pendant la crise. Selon OCHA, si le prix était de 1.425 gourdes en janvier 2019, après le premier épisode « peyi lock » de février le prix est monté à 1.577 gourdes pour arriver à 1.789 gourdes en juillet, et aboutir à 1.928 gourdes vers la fin du mois d'octobre. Cette corrélation avec les épisodes de « peyi lock » de février, juin, et septembre-novembre suggère aussi une relation de causalité avec les problèmes d'accès aux marchés, aux perturbations des flux commerciaux, à la rareté et la hausse du prix du carburant sur le marché noir, à la rareté et la hausse du prix des produits importés, etc. Dans le plus grand marché du pays à Croix des Bossales (département de l'Ouest), et à Jérémie (département de la

<sup>52</sup> [https://fscluster.org/sites/default/files/documents/carte\\_de\\_presence\\_des\\_acteurs\\_novembre\\_2019.pdf](https://fscluster.org/sites/default/files/documents/carte_de_presence_des_acteurs_novembre_2019.pdf)

Grand'Anse), les produits avec les hausses de prix les plus sensibles sont le riz importé, le maïs moulu, les haricots noirs, et l'huile de cuisson importée<sup>53</sup>. Avec peu de variations<sup>54</sup>, les marchés de Hinche, Jacmel, et Cap Haïtien ont connu des hausses de prix similaires. Ces données sont confirmées par des études de marché menées par des ONG telles que ACTED dans le Grand Sud<sup>55</sup> et KORAL dans le Sud<sup>56</sup>. Pour comparaison avec le marché international<sup>57</sup>, les cours du riz sont relativement stables tandis que ceux du maïs et du blé ont augmenté respectivement de 7 % et 6 % après 3 mois consécutifs de baisse en raison d'une réduction des perspectives de récolte dans plusieurs grands pays producteurs et d'une augmentation de la demande. Selon la CNSA<sup>58</sup>, en ramenant le panier alimentaire sur la base de 2100 kilocalories recommandées par l'OMS, un ménage de 5 personnes en Haïti aurait besoin en moyenne de 10.826 gourdes pour accéder aux aliments de base, une somme hors de prix pour le personnel de service à domicile, par exemple, qui ne gagne que 6.500 gourdes par mois<sup>59</sup>.

Dans les prisons, selon un rapport<sup>60</sup> RNDDH (Réseau National de Défense des Droits Humains), déjà avant le mois de septembre 2019, la distribution des stocks de nourriture se faisait pour certaines prisons très difficilement. Les produits alimentaires acheminés aux responsables de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP), qui tiennent compte de la population carcérale et de la ration alimentaire minimale devant préserver la santé des détenus, étaient rarement respectées. Par conséquent, le nombre de repas par jour, ainsi que la quantité de nourriture offerte aux prisonniers avaient diminué et les produits alimentaires n'étaient plus diversifiés. Depuis le mois de septembre 2019, la situation a empiré. Dans certaines prisons telles que celles de Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets et Cabaret, les dépôts ne sont alimentés par la DAP que pour deux ou trois jours. De plus, les parents de certains détenus qui se faisaient un devoir de leur apporter régulièrement à manger ne le peuvent plus, les transports en commun étant extrêmement réduits certains jours voire carrément inexistantes. Ces facteurs ont amené les responsables des prisons à rationner de manière drastique les stocks à leur disposition et à n'octroyer aux prisonniers qu'un repas par jour et en moindre quantité.

---

<sup>53</sup> Pour plus d'informations, veuillez consulter le Bulletin des Prix de décembre 2019 de FEWS Net, [https://few.net/sites/default/files/documents/reports/Haiti\\_2019\\_12\\_PB\\_FR.pdf](https://few.net/sites/default/files/documents/reports/Haiti_2019_12_PB_FR.pdf)

<sup>54</sup> Une exception notable est le prix du maïs moulu à Hinche, qui s'est stabilisé à des niveaux comparables à janvier 2019.

<sup>55</sup> « Analyse rapide de marche sur les départements de la Grande Anse et du Sud (Haïti) », ACTED, octobre 2019, [https://fscluster.org/sites/default/files/documents/factsheet\\_eval\\_disponibilite\\_produits\\_alimentaires\\_-\\_marches\\_ga\\_sud\\_acted\\_oct2019.pdf](https://fscluster.org/sites/default/files/documents/factsheet_eval_disponibilite_produits_alimentaires_-_marches_ga_sud_acted_oct2019.pdf)

<sup>56</sup> « Rapport d'évaluation de la situation et des besoins des ménages dans le Sud d'Haïti », KORAL, novembre 2019

<sup>57</sup> « Bulletin spécial : Panier alimentaire et conditions de sécurité alimentaire », CNSA/MARNDR, novembre 2019 [https://fscluster.org/sites/default/files/documents/foodbasket\\_novembre\\_19.pdf](https://fscluster.org/sites/default/files/documents/foodbasket_novembre_19.pdf)

<sup>58</sup> Idem

<sup>59</sup> Montant calculé sur la base de 26 jours ouvrés par mois, 250 gourdes par jour, selon le minimum établi par la loi (Arrêté fixant le salaire minimum à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019, du 31 octobre 2019)

<sup>60</sup> Pour plus d'informations, veuillez consulter le rapport « Impacts de la crise sociopolitique actuelle sur les conditions générales de détention », 6 novembre 2019, RNDDH <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2019/12/5-Rap-Prisons-2019-6Nov19.pdf>

Enfin, en termes d'aide humanitaire internationale, selon OCHA<sup>61</sup>, le secteur a intensifié ses efforts d'intervention grâce aux derniers fonds reçus du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF), d'environ 5 millions de dollars américains en août 2019, pour cibler environ 65 000 personnes, et 9 millions de dollars de la Commission Européenne pour l'Aide Humanitaire (ECHO) pour 125 000 autres personnes. Depuis le 16 septembre, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a dû suspendre toutes ses livraisons de vivres aux écoles. Jusqu'à présent, 39 % seulement des écoles ont reçu des vivres ; les livraisons de vivres aux écoles situées dans le sud d'Haïti ont été particulièrement touchées par la situation sécuritaire. En outre, depuis le 16 septembre, les transferts d'argent en espèces à plus de 7 300 ménages (37 000 personnes ; intervention d'urgence) prévus dans les départements de la Grand'Anse, de l'Artibonite et du Nord ont été reportés en raison de la situation volatile et de la pénurie de carburant. Le 6 décembre 2019, le PAM a annoncé qu'il a réussi à mener des programmes d'aide alimentaire dans les écoles pour 300.000 enfants, en plus des programmes de distribution de produits alimentaires et de transferts monétaires qui ont touché 138.000 bénéficiaires à travers le pays. Néanmoins, le PAM vise à lancer une opération d'aide alimentaire pour 700.000 bénéficiaires pour laquelle il aurait besoin de 62 millions USD. USAID a aussi annoncé la donation de 1 million USD vers le PAM pour couvrir les frais nécessaires au transport aérien, maritime et terrestre de l'aide humanitaire, en plus de 2.200 tonnes de nourriture (100.000 bénéficiaires) qui devront arriver en Haïti dans les prochaines semaines . USAID a aussi fait une donation de 2.000 tonnes de produits alimentaires en novembre 2019, en plus d'une assistance en aide humanitaire en cours, destinée au renforcement de la sécurité alimentaire équivalent à 20 millions USD. Il faut aussi noter qu'aucune poursuite n'est prévue pour l'année 2020 du programme Kore Lavi (USAID) qui s'est terminé en juillet 2019, après 6 ans d'existence et un budget avoisinant les 100 millions USD, et qu'une reprise de ce programme ne pourra être faite au plus tôt qu'en 2021, pour des raisons administratives. En outre, le 16 décembre dernier, l'ambassade de la République de Chine (Taïwan) en Haïti a annoncé que le gouvernement taiwanais accordera un don de 20.200 tonnes de riz à Haïti en 2020, dont 13.000 tonnes seront destinées au Fonds d'assistance économique et sociale (FAES) pour l'exécution de ses programmes d'urgences sociales et 7.200 tonnes seront distribuées par l'organisation non gouvernementale Food for the Poor Haïti (FFP Haïti)<sup>62</sup>.

## **Conclusions et recommandations**

Considérant les facteurs conjoncturels énoncés ci-dessus, et mis à part les effets négatifs de la faible pluviométrie de 2018 et 2019 causée par El Nino, la sécurité alimentaire a été sensiblement affectée par les épisodes de « peyi lock ». Une persistance de la crise politique en 2020 ne ferait donc qu'aggraver les tendances négatives des macro-indicateurs économiques et sécuritaires, et pousser les populations vulnérables à employer de plus en plus des stratégies de survie auparavant utilisées uniquement pendant les périodes de soudure de la campagne agricole, lesquelles s'annoncent déjà particulièrement difficiles pour les plus démunis. Malgré la prévision

---

<sup>61</sup> Rapport de situation, OCHA, mis à jour le 1<sup>er</sup> octobre 2019, <https://reports.unocha.org/fr/country/haiti/>

<sup>62</sup> « Crise humanitaire : les amis d'Haïti promettent de doubler leur aide alimentaire », Le Nouvelliste, 17 décembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/210368/crise-humanitaire-les-amis-dhaiti-promettent-de-doubler-leur-aide-alimentaire>

d'une pluviométrie neutre ou même favorable à la récolte agricole en 2020, 3.67 millions de personnes auront besoin d'être appuyées, notamment en moyens d'existence (appui agricole, transferts monétaires, fonds de microfinance, assistance alimentaire, cantines scolaires etc.) afin de les revitaliser, d'alléger la pression financière et de garantir des impacts sur le moyen et long terme.

### **Note méthodologique**

*Ces rapports de situation sont le fruit d'une évaluation lancée par le CLIO (le Cadre de Liaison Inter-Organisations en Haïti), lors d'une initiative Start Network, qui vise à apporter une réponse à la question fondamentale suivante : est-ce que derrière la crise politique, économique et sécuritaire qui traverse en ce moment Haïti se développe-t-il une crise humanitaire ? Cette réponse sera tirée de l'analyse de l'impact de la crise sur les ménages à travers une consolidation des besoins, le dégagement des tendances, et l'identification des besoins humanitaires prioritaires, afin de proposer des options de réponse contextualisées. Ainsi, un ensemble d'acteurs nationaux et internationaux, opérant dans les milieux gouvernemental, non-gouvernemental, communautaire international et privé, ont été contactés. Leurs analyses et études ont été intégrées dans ces rapports de situation, dont chacun se concentrera sur un secteur d'intervention (eau, hygiène et assainissement, et lutte contre le choléra ; sécurité alimentaire ; sécurité et accès ; éducation ; santé ; moyens existence et protection). Un rapport multisectoriel consolidé avec des analyses croisées et transversales constituera l'aboutissement de cette évaluation menée sur 45 jours.*

*Pour plus de renseignements, veuillez contacter Leyla Mutiu à [eval.crise@solidarites-haiti.org](mailto:eval.crise@solidarites-haiti.org)*

**CLIO/START NETWORK**  
**Évaluation de l'impact de la crise actuelle sur les ménages**  
**dans la sécurité et l'accès**  
*- Rapport de situation du 02 janvier 2020 -*

**Résumé**

Les acteurs humanitaires ont été contraints à limiter leurs déplacements intra-urbains et interurbains pendant la période de « peyi lock », avec un taux d'ouverture des bureaux de coordination de la capitale d'environ 50%. Si des alternatives aériennes existent pour joindre les provinces, leurs coûts risquent d'être prohibitifs sur le long terme. Faute de récupération de la subvention due par l'État, la tendance de croissance positive du prix international du pétrole risque de mettre en impossibilité de paiement les importateurs haïtiens de carburant sur le court ou moyen terme.

**1. Derniers développements de la crise politique et économique**

D'un point de vue politique, la semaine du 23 au 29 décembre a été marquée par les réunions du Président Jovenel Moïse avec Eric Jean Baptiste, le responsable de l'organisation politique RNDP, et avec Joseph Lambert, le responsable de KONA, ainsi qu'avec une délégation de l'accord de Kinam (des organisations politiques proches du pouvoir). Le conseiller du président Guichard Doré déclare<sup>63</sup> ainsi que la date de la formation du gouvernement sera avancée et que la volonté du Président est d'avoir un gouvernement avant la fin du mandat des députés. Les signataires de l'accord de Marriott qui constituent l'aile dure de l'opposition ont déjà rejeté en moins d'une semaine deux invitations du président de la République sur la crise qui secoue le pays depuis plusieurs mois. Au niveau de la gouvernance locale, la Fédération nationale des maires haïtiens (FENAMH) a organisé une assemblée générale extraordinaire ce 27 décembre où elle a indiqué que, faute d'élections locales, les mandats des maires actuels arriveront à échéance en juin et juillet 2020. Les maires déplorent leur remplacement par des agents intérimaires, qui, disent-ils, transformeront les institutions républicaines municipales en bureau politique du parti au pouvoir<sup>64</sup>.

D'un point de vue économique, la dernière semaine de l'année a laissé place à des réflexions sur l'évolution économique du pays pendant la dernière année, mais aussi pendant la dernière

<sup>63</sup> « Où est passé le gouvernement légitime promis par Jovenel Moïse avant la fin de l'année ? », Le Nouvelliste, 27 décembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/210668/ou-est-passe-le-gouvernement-legitime-promis-par-jovenel-moise-avant-la-fin-de-lannee>

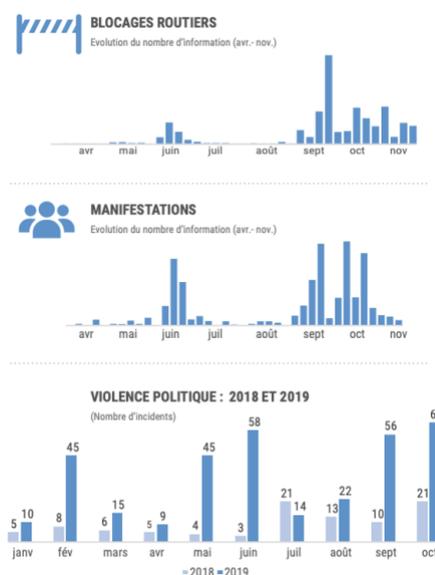
<sup>64</sup> « Seuls des élus doivent remplacer d'autres élus, clame la Fédération nationale des maires haïtiens », Le Nouvelliste, 27 décembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/210681/seuls-des-elus-doivent-remplacer-dautres-elus-clame-la-federation-nationale-des-maires-haitiens>

décennie<sup>65</sup>. Entre 2010 et 2019, la dette publique externe d'Haïti a en moyenne augmenté de plus de 14,3% par année. Cela fait une augmentation de plus de 143% pour la décennie, même si après le tremblement de terre de 2010 divers créanciers avaient procédé à des annulations successives de dettes pour Haïti. Au 30 septembre 2019, la dette externe d'Haïti était de près de 2,1 milliards de dollars, avec un ratio dette/PIB de 21%. De cette dette externe, 88,2% est due au Venezuela au titre du programme PetroCaribe. Concernant la gourde haïtienne, entre janvier 2010 et le 23 décembre 2019, la monnaie nationale a perdu plus de 140% de sa valeur, avec un taux de change qui est passé de 38,64 à plus de 93 gourdes pour un dollar américain. La perte de valeur a été la plus importante durant l'année fiscale 2018-2019, soit près de 30%. Toutefois, sur l'année 2019, la perte de valeur a été limitée à environ 15%. En ce qui concerne les salaires, si au 1er octobre 2010 le salaire minimum dans les établissements industriels tournés essentiellement vers l'exportation était fixé à 250 gourdes pour une journée de huit heures de travail, au 1er novembre 2019 le salaire pour ce secteur était fixé à 500 gourdes.

### Impact de la crise actuelle sur la sécurité et l'accès

Suite aux épisodes récurrents de « peyi lock » de 2019 (voir ci-contre<sup>66</sup>), les acteurs humanitaires ont rencontré des problèmes significatifs d'accès physique aux lieux d'interventions et aux bureaux, tandis que les communautés vulnérables ont vu leur accès aux services et produits de base diminuer. Selon la cartographie des acteurs humanitaires présents dans le pays, réalisée par OCHA (voir Figure 1), il est possible de constater que la présence des acteurs se concentre à Port-au-Prince (bureaux de coordination nationale et d'intervention), tandis que les bureaux de coordination régionale se trouvent dans les communes-chef de lieu des départements du Sud et de la Grand'Anse. Les autres bureaux régionaux sont répandus entre les communes-chef de lieu de l'Artibonite, du Nord-Ouest, et dans quatre autres communes de l'Ouest, du Sud-Est, et du Nord-Est (bureaux de coordination régionale et d'intervention). Les départements du Centre et des Nippes ont le moins d'acteurs humanitaires présents.

Cette répartition géographique met de l'avant les axes de transport prioritaires pour l'aide humanitaire : premièrement, la zone métropolitaine de Port-au-Prince dans son intégralité ; deuxièmement, la Route Nationale 2 qui lie la capitale avec les départements du Sud, de la Grand'Anse, du Sud-Est, et des Nippes ; et troisièmement, la Route Nationale 1 qui lie la capitale avec l'Artibonite, le Nord-Ouest, le Nord et le Nord-Est. La Route Nationale 3, en mauvais état,



<sup>65</sup> « 2010 - 2019 : le maigre « bilan économique » d'une décennie en Haïti », Le Nouvelliste, 23 décembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/210563/2010-2019-le-maigre-bilan-economique-dune-decennie-en-haiti>

<sup>66</sup> Aperçu humanitaire, Haïti, OCHA, 16 décembre 2019, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha-hti-snapshot-20191216\\_fr.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha-hti-snapshot-20191216_fr.pdf)

n'est généralement utilisée que pour joindre le département du Centre, et plus rarement le Nord et le Nord-Est.

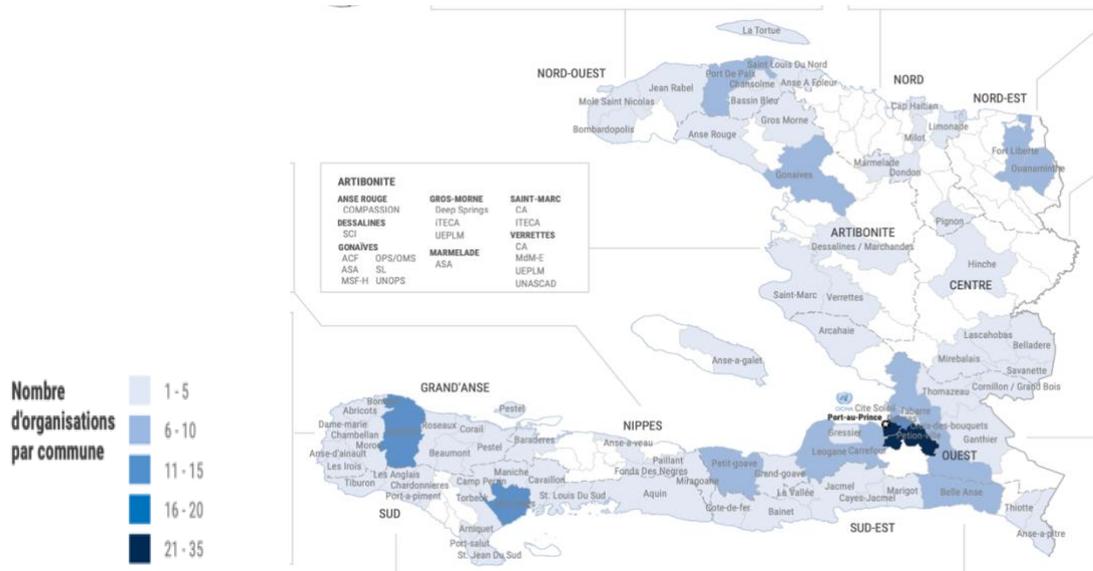


Figure 1 : Carte de présence des acteurs humanitaires par commune<sup>67</sup>

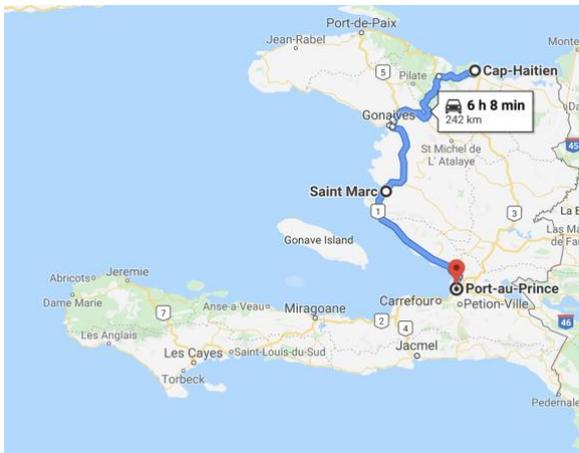


Figure 2 : Route Nationale 1

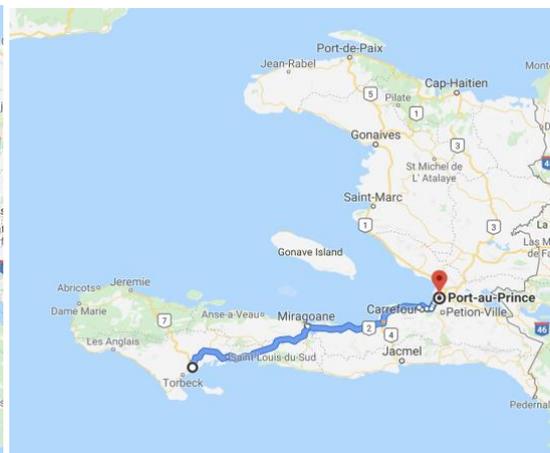


Figure 3 : Route Nationale 2

Pendant les périodes d'insécurité aigüe, les mouvements sur les axes principaux de la capitale (notamment le Centre-Ville, Bicentenaire, Martissant, La Saline, Delmas, Aéroport, Route de Canapé Vert, Route de Bourdon, Route de Frères, Pétiou-Ville) ont été bloqués. Des acteurs humanitaires sont entrés en phase d'hibernation pendant les jours critiques des manifestations. Une ONG internationale rapporte qu'au niveau du bureau de coordination de Port-au-Prince, entre le 14 septembre et le 31 octobre, le bureau n'a pas pu ouvrir pendant 15 jours, dont quatre jours consécutifs. Pendant le reste de la période, les heures de travail ont dû être adaptées selon

<sup>67</sup> Cartographie des acteurs humanitaires en Haïti, OCHA, 7 octobre 2019, <https://reliefweb.int/map/haiti/ha-ti-pr-sence-physique-au-07-octobre-2019>

les évolutions sécuritaires du moment. La même ONG n'a pas pu accéder à la zone d'intervention de Croix-des-Bouquets pendant 17 des 23 jours ouvrables du mois d'octobre. Une autre ONG dit ne pas pouvoir joindre la commune de Cité-Soleil pendant l'intégralité de l'épisode « peyi lock » en septembre-octobre, mais déclare qu'au sein de la commune les mouvements n'étaient pas sensiblement affectés. Dans la zone de La Saline, des moments de paralysie économique et un arrêt des mouvements ont été constatés pendant plusieurs jours à dû aux affrontements entre gangs pour le contrôle du marché de Croix-des-Bossales, le plus grand dans le pays, qui a résulté en une tuerie dans la zone avoisinante de Bel-Air entre le 4 et le 6 novembre 2019 (soldée avec quatre morts et des dizaines de maisons et voitures incendiées, selon un rapport de la Fondasyon Je Klere<sup>68</sup>). À Martissant, la situation s'est améliorée par rapport à la période « peyi lock », mais une dégradation de l'environnement sécuritaire peut toujours être constatée depuis la fin des projets communautaires financés par la MINUJUSTH en juin 2019.

Au niveau de l'accès aux bureaux de coordination, des ONG internationales interviewées ont transmis que les déplacements étaient seulement possible 50% du temps entre mi-septembre et fin octobre, sans donner plus de précisions. De manière générale, toutes les ONG ont informé que pendant les jours où leurs bureaux étaient ouverts, les employés nationaux ont rencontré différentes difficultés pour se rendre au travail en fonction de leur quartier de domicile: l'impossibilité de passer des barricades, de trouver un moyen de transport en commun ou du carburant (les deux étant parfois hors de prix), ou ont été victimes d'actes de braquage.

En termes d'accès aux provinces, sur la Route Nationale 2 (voire Figure 3), les acteurs humanitaires ont souvent été empêchés à prendre la route à cause des conflits armés se déroulant à Martissant entre les gangs de Grand-Ravine et Village de Dieu, et Ti Bwa et Bolosse, pour des raisons territoriales, économiques et politiques. Pour ramener la paix dans cette circonscription, les gangs demandent l'accompagnement de l'État dans le renforcement de la sécurité globale, ainsi que la mise en place de programmes d'assainissement dans leur quartier<sup>69</sup>. Une alternative à la Route Nationale 2 a été introduite par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en novembre, à travers les vols par l'hélicoptère du service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS). Par contre, ce service gratuit n'est disponible qu'aux acteurs humanitaires, sur réservation en avance, et sous réserve de disponibilité des places selon les besoins des employés des Nations Unies, les places étant confirmées que la veille du départ et les horaires suivant le calendrier des fêtes de Nations Unies (qui ne coïncide peut-être qu'à moitié avec les fêtes haïtiennes). Une autre option pour les acteurs humanitaires, mais aussi pour le grand public, sont les vols de la compagnie MAF ou les avions des particuliers, dont le billet par personne peut varier entre 150 et 800 USD, selon le nombre de passagers. Cette option vient aussi à un prix prohibitif pour les déplacements réguliers des acteurs humanitaires. Par ailleurs, aux Cayes, en fin

---

<sup>68</sup> « Conflit au Bel-Air et à la ruelle Mayard : la Fondasyon Je Klere (FJKL) s'inquiète de l'instrumentalisation politique des groupes armés », Fondasyon Je Klere, 29 novembre 2019, <https://fjkl.org.ht/rapports/conflit-au-bel-air-et-a-la-ruelle-mayard-la-fondasyon-je-klere-fjkl-s-inquiete-de-l-instrumentalisation-politique-des-groupes-armes>

<sup>69</sup> « Énième acte d'impuissance de la CNDDR pour ramener la paix à Martissant », Le Nouvelliste, 19 décembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/210416/enieme-acte-dimpuissance-de-la-cnDDR-pour-ramener-la-paix-a-martissant>

septembre, deux ONG internationales ont été saccagées<sup>70</sup> et les produits alimentaires qui s’y trouvaient ont été emportés.

La circulation sur la Route Nationale 1 (voir Figure 2) a connu des perturbations notamment entre février et juillet 2019, alors que le gang d’Arnel Joseph a mené une série de braquages sur des voitures privées, transports en commun et camions de marchandises, entre Saint-Marc et Gonaïves, et notamment dans la zone de Marchand Dessalines et Petite Rivière de l’Artibonite. Depuis l’arrestation d’Arnel Joseph en juillet 2019, la fréquence des attaques routières a diminuée, malgré la lutte qui se mène actuellement entre plusieurs factions qui essaient de reprendre le contrôle<sup>71</sup>. Ainsi, pendant la période de « peyi lock », un acteur humanitaire a indiqué des difficultés de circulation causées par les barricades érigées au niveau de Canaan 50 et 110, Cabaret, Saint-Marc et Gonaïves. Plus loin, dans le Nord-Ouest, la même organisation a confié que les opérations à Jean Rabel et Port-de-Paix ont pu continuer malgré les perturbations sécuritaires dans le reste du pays. La circulation sur la Route Nationale 3, qui passe par Hinche vers Cap-Haïtien, a aussi été perturbée suite aux activités du gang Papaye qui contrôle une partie de Croix-des-Bouquets et qui a été responsable de l’attaque sur l’Ambassadeur de Chili dans cette zone en mars dernier<sup>72</sup>. Pour joindre le Nord en période de difficulté, la seule option est celle par voie aérienne. En plus des hélicoptères du PAM qui lient la capitale avec Gonaïves, Cap-Haïtien, et Port-de-Paix, les vols de la compagnie privée Sunrise Airways lient Port-au-Prince à Cap-Haïtien quotidiennement. Ces billets coûtent au moins 200 USD aller-retour par personne, un prix hors de portée pour la grande majorité d’acteurs humanitaires.

En termes de criminalité, la Commission Épiscopale nationale Justice et Paix (Ce-JILAP) a recensé 467 cas de morts violentes dans l’aire métropolitaine, dont 370 personnes tuées par balle<sup>73</sup>. Cette information est alignée avec des données reçues d’un acteur médical qui confirme l’admission de deux ou trois cas de blessés par balle par jour, dans un établissement de santé de la capitale. Pour comparaison, pour l’année 2018, la même Commission a recensé le double de victimes d’actes de violence (807), dont 604 tuées par balle<sup>74</sup>. En outre, la Commission indique que 35 agents de la Police nationale d’Haïti (PNH) ont été tués dans le département de l’Ouest<sup>75</sup>, tandis que le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH) en compte 44 au niveau

---

<sup>70</sup> « Des morts, des dizaines de blessés par balle, des commissariats attaqués et des entreprises privées pillées », Le Nouvelliste, 1 octobre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/207430/des-morts-des-dizaines-de-blesses-par-balle-des-commissariats-attaques-et-des-entreprises-privées-pillees>

<sup>71</sup> « Petite-Rivière de l’Artibonite : des morts et des blessés dans un affrontement entre gangs armés », Le Nouvelliste, 10 septembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/206797/petite-riviere-de-lartibonite-des-morts-et-des-blesses-dans-un-affrontement-entre-gangs-armes>

<sup>72</sup> « L’ambassadeur du Chili en Haïti cible d’une attaque, une personne blessée », Ouest France, 28 mars 2019, <https://www.ouest-france.fr/monde/chili/l-ambassadeur-du-chili-en-haiti-cible-d-une-attaque-une-personne-blessee-6282732>

<sup>73</sup> « La Ce-Jilap dénombre 467 cas de mort violents dans l’aire métropolitaine, dont 35 policiers pour 2019 », Le Nouvelliste, 23 décembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/210562/la-ce-jilap-denombre-467-cas-de-mort-violents-dans-laire-metropolitaine-dont-35-policiers-pour-2019>

<sup>74</sup> « Plus de 600 personnes tuées par balles, bilan de l’année 2018 », Le Médiateur Haïti, 31 décembre 2018, <https://lemediateurhaiti.com/haiti-insecurite-600-personnes-tuees-par-balles-bilan-de-lannee-2018/>

<sup>75</sup> Idem

national<sup>76</sup>. Selon le RNDDH, en moyenne 16 policiers ont été tués par an en 2017 et 2018<sup>77</sup>. Même si les données de la Commission ne sont pas au niveau national, il est possible qu'un effet pervers du manque de mouvement causé par le phénomène « peyi lock » a été une baisse de la criminalité spontanée. Néanmoins, le nombre d'agents PNH qui ont perdu la vie entre le 1er janvier et le 24 septembre 2019 a doublé comparativement à 2018, selon le rapport du 9 octobre Secrétaire-Général des Nations Unies<sup>78</sup>. En plus de la hausse de la criminalité qui inclut les cas de morts violentes, l'insécurité a rendu difficile l'accès des gens aux services médicaux, notamment pour blessures, mais aussi pour les suivis de maladies, de grossesse, les accouchements, les soins néo-natales et autres. L'impossibilité de se déplacer à un centre médical ou devoir parcourir une plus grande distance pour chercher des soins ou des suivis ont eu des conséquences, telles que des décès maternels et infantiles. Le rapport sectoriel sur la santé approfondira cet impact de la crise.

L'intensité accrue de l'insécurité depuis juillet 2018 est particulièrement remarquable si l'on compare avec la période 2015-2017. Dans une étude Aid in Danger<sup>79</sup> publiée en mars 2018 juste avant le premier épisode « peyi lock » de juillet 2018, portant sur les risques associés à la mise en place des programmes humanitaires, il est noté que pendant de janvier 2015 jusqu'en septembre 2017, 68% des troubles sécuritaires sont liés aux violences et manifestations électorales et seulement cinq cas ont été répertoriés comme étant disruptifs à la distribution de l'aide alimentaire. De plus, seulement six incidents de meurtre, blessure ou kidnapping ont été recensés affectant des employés des ONG ou des Nations Unies, dont trois à Port-au-Prince, un dans le département de l'Ouest, un dans le Nord et un dans les Nippes. En termes de criminalité<sup>80</sup>, la plupart des incidents ont eu lieu à Port-au-Prince et particulièrement à Bel Air, Carrefour, Fort National, Simon Pélé, Cité Soleil, Martissant et Grand Ravine, et dans les départements du Sud et de la Grand'Anse, et dans les trois-quarts des incidents, les assaillants n'étaient pas armés. Malheureusement, l'étude n'a pas été mise à jour de sorte à permettre une comparaison plus détaillée avec la période 2018-2019.

Selon une analyse<sup>81</sup> ACAPS<sup>82</sup> publiée en novembre 2019 (voir ci-contre), le risque associé aux activités humanitaires en Haïti est moyen, avec le risque d'une continuité de la crise sociopolitique ayant une probabilité élevée. Les conditions humanitaires, qui mesurent les conditions et le statut des personnes affectées, ont également reçu une note élevée, ce qui indique des conditions précaires et une multi-pauvreté de la population. En termes d'accès,

---

<sup>76</sup> « Que fait la police nationale pour protéger les siens...? », Le Nouvelliste, 4 décembre 2019, <https://lenouvelliste.com/article/209838/que-fait-la-police-nationale-pour-protger-les-siens>

<sup>77</sup> Idem

<sup>78</sup> MINUJUSTH, Rapport du Secrétaire Général, 9 octobre 2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/805>

<sup>79</sup> Clear Country Contexts, mars 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Haiti\\_7.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Haiti_7.pdf)

<sup>80</sup> Crimes violentes, carjackings, braquages, violence sexuelle ou physique

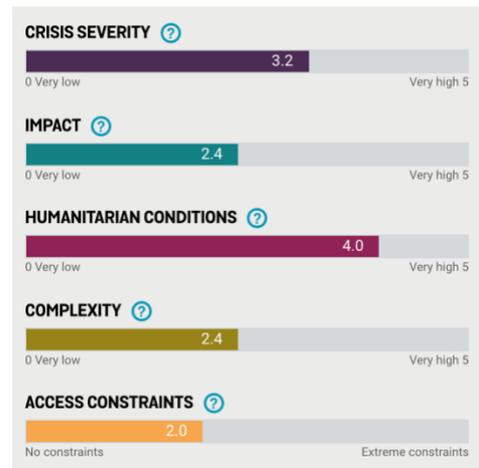
<sup>81</sup> ACAPS, Haïti, consultée le 28 décembre 2019, <https://www.acaps.org/country/haiti/crisis/complex-crisis>

<sup>82</sup> Selon sa page web, « ACAPS est un fournisseur d'informations indépendant, libre de tout parti pris ou intérêt direct d'une entreprise, d'un secteur ou d'une région spécifique. En tant que spécialistes indépendants de l'analyse et de l'évaluation des besoins humanitaires, nous ne sommes affiliés ni à l'ONU ni à aucune autre organisation. Cela permet de garantir que l'analyse ACAPS est objective et fondée sur des preuves. »

ACAPS place actuellement Haïti au niveau 2 sur 5, indiquant des conditions d'accès physique moyennes, avec relativement peu de contraintes.



Connaissant l'impact que la montée du prix du carburant a eu sur l'insécurité en juillet 2018 et les épisodes de rareté, voir pénurie, de carburant de janvier et août-septembre 2019 qui ont été à l'origine du « peyi lock » de septembre à novembre dernier, une analyse des tendances sur ce sous-secteur énergétique semble judicieuse afin de potentiellement anticiper des prochains épisodes d'insécurité. Dans un premier temps, l'indice du prix pétrolier sur le marché de référence international WTI



montre son augmentation progressive (voir ci-contre), à des niveaux comparables à ceux d'avril ou de septembre et octobre 2019. Ces augmentations mettront progressivement à leur tour plus de pression sur les coffres de l'État Haïtien qui maintient des subventions importantes pour l'essence et le diesel. Si peu d'informations sont disponibles publiquement quant au niveau de dette de l'État vers les importateurs de carburant, en date du 2 août le montant dû s'élevait à 5 milliards de gourdes (soit 52.6 millions USD)<sup>83</sup>, tandis que le 25 août les médias indiquaient que l'État avait payé moins de 30% de sa dette aux importateurs<sup>84</sup>. Considérant la montée des prix au niveau international, il est fort possible que la dette n'ait pas cessé d'augmenter depuis et que les importateurs se retrouveront à nouveau dans l'avenir en incapacité de paiement.

## Conclusions et recommandations

L'environnement sécuritaire a connu pendant l'année 2019 de fortes turbulences en février, juin et septembre-novembre, malgré une relative période de trêve entre le Président Moïse et ses détracteurs. Comparativement à la période de 2015 à 2017, l'impact sur les acteurs humanitaires devient évident pendant les épisodes de « peyi lock » quand, même sans une consolidation formelle au niveau national de tous incidents sécuritaires subis par les ONG, une estimation grossière peut indiquer une multiplication par au moins 3000%<sup>85</sup>. En ce qui concerne les

<sup>83</sup> « Le Gouvernement doit plus de 5 milliards de Gourdes aux compagnies pétrolières », Haiti Libre, 2 août 2019, <https://www.haitilibre.com/article-28394-haiti-economie-le-gouvernement-doit-plus-de-5-milliards-de-gourdes-aux-compagnies-petrolieres.html>

<sup>84</sup> « L'État a payé moins de 30% de sa dettes aux pétrolières », Ici Haiti, 25 août 2019, <https://www.ichaiti.com/article-28580-ichaiti-economie-l-etat-a-payé-moins-de-30-de-sa-dettes-aux-petrolieres.html>

<sup>85</sup> Estimation faite sur la base de six incidents en trois ans, contre au moins trois incidents sécuritaires/acteur humanitaire en 2019 (sur une base de 20 acteurs humanitaires)

mouvements intra et inter-urbains entre la capitale et les principales villes, les ONG interviewées estiment que pendant le « peyi lock » de septembre-novembre au moins 15 jours ouvrables ont été passés en hibernation au niveau de la capitale, avec des possibilités de mouvement limités intercommunaux dans les provinces, selon les jours. Comme le reste de la population, les acteurs humanitaires demeurent toujours dépendants de l'utilisation des routes nationales, facilement blocables par des manifestants. Bien que cette situation se soit améliorée depuis octobre 2019 avec l'introduction des vols en hélicoptère par le PAM, tant que ce service ne soit pas rendu permanent, les acteurs humanitaires ne peuvent pas l'inclure dans leurs procédures standard d'opération en contexte d'insécurité aigüe. Enfin, des épisodes de rareté ou même pénurie de carburant n'étant pas exclus dans l'avenir, le risque d'une récurrence des manifestations liées à cette question reste fort élevé si les tendances politiques, sociales et économiques sont également prises en compte.

### **Note méthodologique**

*Ces rapports de situation sont le fruit d'une évaluation lancée par le CLIO (le Cadre de Liaison Inter-Organisations en Haïti), lors d'une initiative Start Network, qui vise à apporter une réponse à la question fondamentale suivante : est-ce que derrière la crise politique, économique et sécuritaire qui traverse en ce moment Haïti se développe-t-il une crise humanitaire ? Cette réponse sera tirée de l'analyse de l'impact de la crise sur les ménages à travers une consolidation des besoins, le dégagement des tendances, et l'identification des besoins humanitaires prioritaires, afin de proposer des options de réponse contextualisées. Ainsi, un ensemble d'acteurs nationaux et internationaux, opérant dans les milieux gouvernemental, non-gouvernemental, communautaire international et privé, ont été contactés. Leurs analyses et études ont été intégrées dans ces rapports de situation, dont chacun se concentrera sur un secteur d'intervention (eau, hygiène et assainissement, et lutte contre le choléra ; sécurité alimentaire ; sécurité et accès ; éducation ; santé ; moyens existence et protection). Un rapport multisectoriel consolidé avec des analyses croisées et transversales constituera l'aboutissement de cette évaluation menée sur 45 jours.*

*Pour plus de renseignements, veuillez contacter Leyla Mutiu à [eval.crise@solidarites-haiti.org](mailto:eval.crise@solidarites-haiti.org)*

## **Évaluation de l'impact de la crise actuelle sur les ménages dans l'éducation et la protection**

*- Rapport de situation du 09 janvier 2020 -*

### **Résumé**

Le secteur de l'éducation a été complètement paralysé pendant l'épisode de « peyi lock » allant de septembre à novembre 2019 à cause, d'un côté, de l'insécurité rampante dans les milieux urbains et en bas Artibonite, et de la dégradation des moyens financiers des parents dans les milieux ruraux de l'autre. Si l'annonce de l'opposition de ne plus perturber les activités scolaires est salubre, une approche multisectorielle est nécessaire afin de limiter les effets négatifs sur l'éducation causés par la dégradation du milieu économique et de l'insécurité alimentaire.

### **1. Derniers développements de la crise politique et économique**

D'un point de vue politique, la première semaine de l'année 2020 a été marquée par l'absence du Président Jovenel Moïse de la cérémonie traditionnelle de Gonaïves, ville où l'indépendance d'Haïti a été proclamée en 1804. Pour des raisons politiques et sécuritaires, le président a choisi de se rendre plutôt au Champ de Mars (Port-au-Prince) d'où il a lu ses mots de circonstance habituels. Rompant avec la tradition encore une fois, les journalistes politiques ont remarqué<sup>86</sup> l'absence de promesses socioéconomiques et politiques du discours du Président, et ont noté les excuses qu'il a présentées quant à l'inaccomplissement de sa promesse électorale phare sur la disponibilité nationale de l'électricité 24 heures sur 24 avant juin 2019. Le Président a justifié son échec par la présence des « forces très puissantes qui prennent toutes sortes de formes pour conserver ce système » qu'il souhaite combattre.

D'un point de vue économique, le ministre de l'économie et des finances, par intérim, Joseph Jouth, a annoncé<sup>87</sup> ce 2 janvier 2020 quelques chiffres clés du cadre budgétaire qui est en processus d'élaboration par le gouvernement de Jean Michel Lapin. Le ministre Jouth affirme que les prévisions de croissance pour l'exercice 2019-2020 sont autour de 0,2%, qu'il espère qu'avec la diminution des subventions accordées dans le secteur de l'énergie et la réduction considérable des franchises, cet objectif sera atteint, et que selon les chiffres dont il dispose l'économie s'est contractée de -2% pendant l'année 2019. Pour l'année 2020, le ministre prévoit un taux d'inflation de 19,1%, mais aussi une stabilité du taux de change de la gourde contre le dollar américain et des transferts d'argent directs au profit des personnes les plus vulnérables. À partir

---

<sup>86</sup> « Le président de la République ne fait aucune promesse pour 2020 », Le Nouvelliste, 1 janvier 2020, <https://lenouvelliste.com/article/210760/le-president-de-la-republique-ne-fait-aucune-promesse-pour-2020>

<sup>87</sup> « Cadre budgétaire : une croissance économique de -2% en 2018-2019, une prévision de 0,2% pour 2019-2020 », Le Nouvelliste, 2 janvier 2020, <https://lenouvelliste.com/article/210762/cadre-budgetaire-une-croissance-economique-de-2-en-2018-2019-une-prevision-de-02-pour-2019-2020>

de ce cadre budgétaire, le ministre de l'économie a déclaré que le gouvernement entend adopter une série de mesures touchant le social, l'énergie et l'agriculture. Ainsi, il a annoncé pour les prochains jours l'inauguration de trois centres semenciers dans les régions du Nord-Est, de l'Artibonite et du Sud, ainsi que la continuation de l'installation des pompes d'irrigation et des travaux de construction du barrage de Marion.

### **Impact de la crise actuelle sur l'éducation**

L'éducation des enfants a été particulièrement touchée par le dernier épisode d'insécurité allant de septembre à novembre 2019 qui a coïncidé avec la rentrée scolaire. Selon une déclaration conjointe de l'UNICEF et de l'UNESCO<sup>88</sup> publiée le 21 novembre dernier, depuis le début du mois de septembre, les troubles politiques, les blocages de route et la montée de la violence en Haïti ont réduit considérablement l'accès aux services sociaux de base, notamment aux écoles et aux universités. Selon le ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)<sup>89</sup>, 70% des écoles du pays ont été fermées, ce qui a signifié que plus de trois millions d'enfants n'ont pas pu commencer ou poursuivre leur éducation jusqu'à la date du 21 novembre. La déclaration onusienne ajoute que 50 jours de cours sur un total de 189 jours prévus pour l'année scolaire 2019-2020 ont été perdus, créant un déficit énorme d'apprentissage pour les élèves et les étudiants.

En plus de jours d'école perdus, une ONG internationale travaillant dans l'éducation informe que des écoles, élèves et professeurs ont été menacés pendant la période du « peyi lock », pour cause de subversion du blocus imposé par les protestataires. À Port-au-Prince, seulement 22% des écoliers ont pu être scolarisés dû à la décision du MENFP de fermer certains établissements publics, ce qui a incité des établissements privés à faire de même. Si certaines écoles de la capitale ont fait semblant de fermer, tout en exigeant aux écoliers de s'y rendre en tenue civile plutôt qu'en uniforme, certains parents n'ont pas voulu envoyer leurs enfants à cause des barricades sur les routes et de l'insécurité. Une maternelle de Pétion-Ville, accueillant surtout des enfants des classes plus aisées et des ressortissants étrangers, a fermé ses portes pendant plusieurs semaines en octobre dernier à cause des pneus enflammés dans la rue menant vers l'établissement placés par des manifestants. Les protestataires voulaient ainsi marquer leur indignation sur le fait que les enfants des classes aisées ne soient pas autant affectés que les leurs par la crise socio économique. Pour répondre à ces menaces, le ministre de l'éducation a également annoncé le 11 décembre la mise en place d'un plan national de sécurité, mais sans fournir plus de détails<sup>90</sup>.

En outre, le ministre de l'éducation a annoncé une circulaire qui informe qu'aucune école ne peut demander à un parent des frais pour un service non rendu. Cette communication visait à calmer

---

<sup>88</sup> « L'UNICEF et l'UNESCO appellent à l'ouverture des écoles, au respect du droit à l'éducation et à la continuité de l'éducation des enfants et des jeunes haïtiens », Déclaration conjointe de l'UNICEF et de l'UNESCO, 21 novembre 2019, <https://www.unicef.org/haiti/communiqu%C3%A9s-de-presse/lunicef-et-lunesco-appellent-%C3%A0-louverture-des-%C3%A9coles-au-respect-du-droit-%C3%A0>

<sup>89</sup> Ibid.

<sup>90</sup> « Calendrier scolaire réaménagé 2019-2020 du MENFP : 147 jours de classe et 6 jours de congé pour les écoles qui n'ont pas fonctionné durant la crise », Le National, 12 décembre 2019, [http://www.lenational.org/post\\_free.php?elif=1\\_CONTENTUE/societes&rebmun=3586](http://www.lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTENTUE/societes&rebmun=3586)

les inquiétudes des parents qui craignent une répétition de la situation de septembre-novembre, quand les écoles n'ont pas voulu rembourser les parents pour les dizaines de jours perdus à cause du « peyi lock ». Des parents plus vulnérables sur le plan socio-économique ont cessé d'envoyer leurs enfants à l'école puisque les fonds de la famille ont été redistribués pour répondre à des besoins plus fondamentaux, tels que la nourriture, le loyer et le transport pour se rendre au lieu de travail des parents.

En province, le même acteur humanitaire informe que dans le Sud et la Grande'Anse, les taux de fréquentation scolaire étaient d'environ 78% pour les enfants qui s'étaient inscrits à des écoles situées dans des zones rurales qui n'ont pas connu d'impact direct des troubles sécuritaires. Cependant, l'impact de l'inflation croissante, de la fermeture de routes et de la hausse du prix du carburant a fait que certains parents n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école pendant le premier trimestre car ils n'ont pas eu l'argent pour payer les frais de scolarité. Si certaines écoles ont même fermées temporairement puisque les parents n'ont pas payé les frais, certains enseignants qui n'habitaient pas à proximité n'ont pas pu se rendre au travail en raison des frais de transport élevés causés par la pénurie de carburant, tandis que le MENFP n'a pas pu payer les salaires de certains enseignants.

À Dessalines (département de l'Artibonite), l'éducation a été négativement affectée par l'insécurité et la violence engendrées par les gangs en 2019 et seulement 25% des enfants inscrits ont été scolarisés à cause de plusieurs facteurs. En effet, les menaces des gangs ciblant certaines écoles ont conduit des directeurs à prendre la décision de garder les écoles fermées. Puis, un nombre d'écoles ont fermé leurs portes définitivement en raison du manque de viabilité financière, des familles entières ayant quitté la zone à cause de la violence, du manque d'opportunités économiques, de l'augmentation des prix des produits de base et du carburant, de l'inflation, et de la fermeture des routes. Enfin, les enseignants ont refusé de se rendre au travail à cause du défaut de paiement des arriérés de salaires, des coûts élevés de transport pour ceux qui ne vivent pas à proximité immédiate de l'école, ainsi qu'à cause de l'augmentation générale du prix des produits de base.

L'acteur souligne ainsi que, si dans le milieu urbain c'est la dégradation du milieu sécuritaire qui empêche les enfants de se rendre à l'école, dans le milieu rural ce sont plutôt des causes financières qui affectent le déroulement habituel de la scolarisation des enfants. Sur le long terme, les lycéens craignent qu'ils ne puissent plus finir à temps puisqu'ils ont raté un nombre élevé de jours de cours, tandis que les plus jeunes sont traumatisés par la violence dont ils ont été témoins dans les rues.

Selon la déclaration conjointe UNICEF et UNESCO<sup>91</sup>, les trois millions d'enfants déscolarisés pendant la crise s'ajoutent au nombre déjà élevé de 500.000 enfants âgés de 5 à 18 ans en dehors du système scolaire. Ces enfants exposés à la violence sont à risque de développer des troubles

---

<sup>91</sup> « L'UNICEF et l'UNESCO appellent à l'ouverture des écoles, au respect du droit à l'éducation et à la continuité de l'éducation des enfants et des jeunes haïtiens », Déclaration conjointe de l'UNICEF et de l'UNESCO, 21 novembre 2019, <https://www.unicef.org/haiti/communiqu%C3%A9s-de-presse/lunicef-et-lunesco-appellent-%C3%A0-louverture-des-%C3%A9coles-au-respect-du-droit-%C3%A0>

psychologiques sur le moyen et long terme puisque l'école a le mérite d'offrir un environnement protecteur aux enfants, surtout à ceux issus des milieux défavorisés qui sont les plus vulnérables. De plus, pendant le « pèyi lock », des centaines de milliers d'élèves n'ont pas reçu le repas chaud quotidien offert par certains acteurs humanitaires à travers les cantines scolaires, parfois le seul repas auquel ils ont accès chaque jour. Le Global Partnership for Education a annoncé que 140.000 élèves font partie de son programme de cantines scolaires<sup>92</sup>, tandis que le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a annoncé que 300.000 élèves de 1.200 écoles à travers le pays ont été ciblés pour intégrer les cantines scolaires en 2019, mais que les livraisons de vivres ont été perturbées pendant les mois de septembre et octobre et que les écoles situées dans le sud d'Haïti ont été particulièrement touchées par la situation sécuritaire<sup>93</sup>. Néanmoins, depuis le début de l'année scolaire et malgré le contexte sécuritaire, le PAM a livré 1.247 tonnes métriques de vivres à 910 écoles pour 222.163 écoliers, équivalent à 77% du nombre total d'écoles ciblées<sup>94</sup>.

Pour répondre aux conséquences de la crise sur le système scolaire, le MENFP a publié un plan d'intervention pour la période de décembre 2019 à juillet 2020. Ce plan vise six objectifs, incluant l'organisation d'une campagne de sensibilisation sur le droit à l'éducation, le remaniement du calendrier scolaire 2019-2020 et un appui psychosocial pour les élèves, enseignants et autre personnel académique<sup>95</sup>. Le MENFP estime que la réalisation de ce plan nécessitera un appui financier de plus de 630 millions de gourdes (soit près de 6,7 millions USD). Le calendrier scolaire réaménagé pour l'année 2019-2020<sup>96</sup> (voir Figure 1) présenté le 11 décembre par le MENFP est applicable seulement aux écoles qui ont été touchées par les troubles sociopolitiques. Dans ce nouveau calendrier, les jours de classe passent de 189 jours à 147 jours, tandis que le nombre de jours de congés passe de 11 à 6. Le ministre de l'éducation Pierre Josué Agénor Cadet a également assuré que rien ne sera enlevé du programme scolaire à compétence minima et que le focus sera mis sur les idées essentielles. Ce nouvel agencement repoussera la période de contrôle des compétences à juillet 2020, et permettra aux écoles de récupérer les jours de classe perdus durant les jours de samedi ou les vacances (par exemple, certaines écoles ont accueilli des élèves même les 23 et 25 décembre derniers).

---

<sup>92</sup> Nesmy Manigat, « Let Haiti's children return to school », Global Partnership for Education, 1 novembre 2019, <https://www.globalpartnership.org/blog/let-haitis-children-return-school>

<sup>93</sup> « Haïti : Rapport de situation, 1 oct. 2019 », OCHA, <https://reliefweb.int/report/haiti/ha-ti-rapport-de-situation-1-oct-2019>

<sup>94</sup> « WFP Haiti Country Brief, November 2019 », PAM, <https://reliefweb.int/report/haiti/wfp-haiti-country-brief-november-2019>

<sup>95</sup> MENFP, Plan d'actions prioritaires décembre 2019-juillet 2020, publié novembre 2019.

<sup>96</sup> « Calendrier scolaire réaménagé 2019-2020 du MENFP : 147 jours de classe et 6 jours de congé pour les écoles qui n'ont pas fonctionné durant la crise », Le National, 12 décembre 2019, [http://www.lenational.org/post\\_free.php?elif=1\\_CONTENTUE/societes&rebmun=3586](http://www.lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTENTUE/societes&rebmun=3586)



intégralité en 2020<sup>99</sup>. Tel que mentionné dans son plan d'actions prioritaires, le MENFP prévoit adresser la protection des enfants : par un appui psychosocial qui serait aussi offert aux enseignants, par une sensibilisation à la paix et aux pratiques non violentes, et en assurant des liens avec les services de protection de l'enfance pour une prise en charge lorsque nécessaire<sup>100</sup>.

### **Conclusions et recommandations**

Le secteur de l'éducation a été complètement paralysé pendant l'épisode de « peyi lock » allant de septembre à novembre 2019 dû, d'une part à l'insécurité rampante dans les milieux urbains et en bas Artibonite, et d'autre part à la dégradation des moyens financiers des parents dans les milieux ruraux. Bien que la crise sociopolitique que traverse en ce moment Haïti n'est toujours pas arrivée à sa fin, l'opposition radicale a lancé un signal positif quant à la décision d'éviter toute perturbation du calendrier scolaire pendant le reste de l'année 2020. Par contre, comme analysé dans le rapport de situation du 26 décembre 2019 portant sur la sécurité alimentaire, une des stratégies de survie des parents touchés par la hausse des prix des produits de base, du carburant et de l'inflation est de retirer les enfants de l'école et de diminuer les coûts représentés par les frais de scolarité, le transport, les matériels scolaires et l'uniforme, avec pour but la diminution des dépenses du ménage et la participation des enfants aux tâches domestiques et/ou génératrices de revenu. Par conséquent, même si la décision de l'opposition radicale de ne plus perturber le calendrier scolaire est salutaire, la période de soudure qui est déjà prévue de commencer en février, donc plus tôt que prévu, risque de mettre sous pression financière un grand nombre de ménages vulnérables, notamment dans les départements de l'Ouest, du Nord-Ouest, et dans la Grand'Anse. Sachant que pendant le dernier épisode de « peyi lock », le PAM a déjà rencontré des perturbations dans son programme de cantines scolaires dans le Sud, il est possible que les enfants les plus démunis de cette zone soient doublement touchés dans le cas d'un nouveau blocus : ils n'auraient plus accès ni à l'éducation, ni aux repas chauds fournis par les cantines scolaires. Il est donc d'autant plus important que les ménages les plus vulnérables en sécurité alimentaire du milieu rural soient soutenus par les acteurs humanitaires pendant les mois à venir en moyens d'existence, mais aussi en transferts monétaires, pour que la pauvreté causée par l'insécurité et la dégradation économique ne se traduise pas en une pauvreté multisectorielle qui aurait des répercussions de moyen et long terme sur les enfants.

### **Note méthodologique**

*Ces rapports de situation sont le fruit d'une évaluation financée par le Start Fund à l'initiative des six membres du Start Network présents en Haïti (Solidarités International, Action Contre la Faim, Mercy Corps, Save the Children, Concern Worldwide, Humanité et Inclusion), avec l'appui du CLIO (le Cadre de Liaison Inter-Organisations en Haïti). Elle vise à apporter une réponse à la question fondamentale suivante : est-ce que derrière la crise politique, économique et sécuritaire qui traverse en ce moment Haïti se développe-t-il une crise humanitaire ? Cette réponse sera tirée de l'analyse de l'impact de la crise sur les ménages à travers une consolidation des besoins, le*

---

<sup>99</sup> « 2020, Humanitarian Action for Children, Haiti », UNICEF, 3 décembre 2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2020-HAC-Haiti.pdf>

<sup>100</sup> MENFP, Plan d'actions prioritaires décembre 2019-juillet 2020, publié novembre 2019.

*dégagement des tendances, et l'identification des besoins humanitaires prioritaires, afin de proposer des options de réponse contextualisées. Ainsi, un ensemble d'acteurs nationaux et internationaux, opérant dans les milieux gouvernemental, non-gouvernemental, communautaire international et privé, ont été contactés. Leurs analyses et études ont été intégrées dans ces rapports de situation, dont chacun se concentrera sur un secteur d'intervention (eau, hygiène et assainissement, et lutte contre le choléra ; sécurité alimentaire ; sécurité et accès ; éducation ; santé ; moyens existence et protection). Un rapport multisectoriel consolidé avec des analyses croisées et transversales constituera l'aboutissement de cette évaluation menée sur 45 jours.*

*Pour plus de renseignements, veuillez contacter Leyla Mutiu à [eval.crise@solidarites-haiti.org](mailto:eval.crise@solidarites-haiti.org)*

v) Santé

## Évaluation de l'impact de la crise actuelle sur les ménages dans le secteur de la santé

- Rapport de situation du 14 janvier 2020 -

### Résumé

Le secteur de la santé a été affecté directement en termes d'accès aux soins médicaux et d'approvisionnement des établissements, suite à la difficulté de déplacement des patients et employés, aux pénuries de carburant, d'intrants médicaux et non-médicaux, aux menaces et vandalisme sur les centres médicaux et à la fermeture de plusieurs d'entre eux. Ce secteur est préoccupé par les conséquences latentes de la crise, notamment par l'aggravation de l'état de santé des plus vulnérables, dont les personnes atteintes de maladies chroniques, et par l'augmentation des taux de mortalité maternelle et infantile durant la période de « peyi lock » et dans les prochains mois suite aux effets de l'insécurité alimentaire et du manque de suivis médicaux sur les femmes et les enfants. Il est nécessaire de collecter plus de données sur les impacts de la crise, en plus de faire de la sensibilisation concertée sur la protection des patients, du personnel, des véhicules et des établissements de la santé ; d'investir dans des infrastructures facilitant l'indépendance des établissements de santé et des ONG; et de fournir des réponses d'urgence et de long terme.

### 1. Derniers développements de la crise politique, économique et sécuritaire

D'un point de vue politique, la semaine du 6 janvier 2020 a été marquée par la visite du Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), qui lors d'une conférence de presse avec le président Jovenel Moïse le 7 janvier, a plaidé pour la formation d'un gouvernement d'union nationale et a indiqué travailler auprès des bailleurs de fonds pour mobiliser d'avantages de ressources pour Haïti<sup>101</sup>. Suite à cette visite, le Conseil de sécurité des Nations Unies a réitéré la nécessité d'un dialogue ouvert et inclusif, et a demandé que le gouvernement haïtien se mobilise sur les causes sous-jacentes de l'instabilité et de la pauvreté dans le pays<sup>102</sup>. Pour sa part, un conseiller du président Jovenel Moïse a informé que la mise en place d'un gouvernement sera reporté pour quelques semaines, mais que le président multipliait les rencontres en vue de la présentation d'un nouveau premier ministre<sup>103</sup>. Le 10<sup>e</sup> anniversaire du tremblement de terre du 12 janvier 2010 a été commémoré par l'État Haïtien, notamment par un discours du président

<sup>101</sup> « L'OEA plaide pour un gouvernement d'union nationale », Radio Métropole Haïti, 7 janvier 2020, [http://www.metropolehaiti.com/metropole/full\\_une\\_fr.php?id=33272](http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=33272)

<sup>102</sup> Security Council Press Statement on Haiti, United Nations, 8 January 2020, <https://www.un.org/press/en/2020/sc14070.doc.htm>

<sup>103</sup> « Un nouveau gouvernement, la priorité de Jovenel Moïse, qui multiplie des rencontres en ce sens », Le Nouvelliste, 7 janvier 2020, <https://lenouvelliste.com/article/210824/un-nouveau-gouvernement-la-priorite-de-jovenel-moise-qui-multiplie-des-rencontres-en-ce-sens>

prononcé au monument érigé en l'honneur des victimes du séisme, ainsi que par la communauté internationale entre autre par le partage de message vidéo du Secrétaire Général (SG) des Nations Unies et de communiqués de presse de la Représentante Spéciale du SG en Haïti, d'ambassades et diverses organisations<sup>104</sup>. Plusieurs bilans sur ces dix dernières années ont été publiés dans les médias, la plupart démontrant de maigres progrès en termes de développement, d'investissements durables et d'amélioration des conditions de vie. Puis, avec la fin des mandats des députés et de plusieurs sénateurs le 13 janvier, le président Moïse est attendu à gouverner par décret à partir de cette date.

D'un point de vue économique, des rumeurs circulant durant la semaine en cours sur une possible pénurie de carburant ont été démenties par le premier ministre Jean Michel Lapin le 7 janvier, ainsi que par l'Autorité nationale de régulation du secteur de l'énergie (ANARSE)<sup>105</sup>. Dans une note de presse publiée le 10 janvier, l'Association des professionnels du pétrole (APP) a informé qu'un navire de produits pétroliers est arrivé le 9 janvier, qu'un autre arriverait le 11 et que deux autres cargaisons sont attendues entre les 16-19 janvier et les 20-25 janvier<sup>106</sup>.

D'un point de vue sécuritaire, suite à l'arrestation en décembre de Arby Frantz Larco pour trafic d'armes, la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion (CNDDR) a lancé une campagne visant des individus spécifiques possédant ou trafiquant des armes illégales. Lors d'une conférence de presse le 6 janvier, la CNDDR a offert un délai d'une semaine à ces individus pour la remise de leurs armes procurées illégalement<sup>107</sup>. Enfin, une nouvelle promotion d'agents du Corps d'intervention et de maintien de l'ordre (CIMO) constituée de 102 policiers, dont 12 femmes, a été graduée à l'École nationale de police ce 8 janvier<sup>108</sup>.

### **Impact de la crise actuelle sur le secteur de la santé**

L'opinion globale des acteurs humanitaires consultés est que le système de santé haïtien est incapable de répondre aux besoins de la population, surtout par manque de financement, d'employés et d'équipements. Le budget gouvernemental n'ayant pas été voté depuis deux ans, l'État suit celui de 2017-2018, qui finance le secteur de la santé à moins de 4.3% du PIB<sup>109</sup>. Selon l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS) en Haïti, en date de 2018, le gouvernement aurait dû consacrer au moins 16% de son budget à la santé, selon les tendances des pays à faibles revenus<sup>110</sup>.

---

<sup>104</sup> Press Releases, News, BINUH, <https://binuh.unmissions.org/en/video-message-10th-anniversary-haiti-earthquake-12-january-2020>

<sup>105</sup> « Pas de pénurie de carburant à craindre affirme le Premier Ministre », Haïti Libre, 7 janvier 2020, <https://www.haitilibre.com/article-29705-haiti-politique-pas-de-penurie-de-carburant-a-craindre-affirme-le-premier-ministre.html>

<sup>106</sup> Note de presse, APP, 10 janvier 2020.

<sup>107</sup> « Intensification de la lutte contre les armes illégales », Radio Métropole Haïti, 7 janvier 2020, [http://www.metropolehaiti.com/metropole/full\\_une\\_fr.php?id=33270](http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=33270)

<sup>108</sup> « Graduation d'une nouvelle promotion de CIMO », Haïti Libre, 10 janvier 2020, <https://www.haitilibre.com/article-29729-haiti-securite-graduation-d-une-nouvelle-promotion-de-cimo.html>

<sup>109</sup> « Le gouvernement n'investit que moins de 6 dollars par an par habitant », Rezo Nodwes, 12 décembre 2019, <https://rezonodwes.com/2019/12/12/haiti-le-gouvernement-ninvestit-que-moins-de-6-par-an-et-par-habitant-revele-dr-juot-felix-au-colloque-international-occupation-souverainete-et-solidarite/>

<sup>110</sup> « Le système de santé en Haïti inapte à répondre aux besoins de la population », Alterpresse, 15 mai 2018, <https://www.alterpresse.org/spip.php?article23074#.XhTtEC0ZOqA>.

Selon un rapport du Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), 80% des établissements de santé dépendent des paiements directs des clients pour leur financement et seulement 54% sont financés en partie ou totalement par le MSPP (voir Figure 2) <sup>111</sup>. La question du financement du système de santé est une préoccupation qui devient d'autant plus alarmante en temps de crise. En effet, la précarité des ménages durant les épisodes « peyi lock », couplée aux difficultés des établissements de santé et des organisations œuvrant dans ce secteur de sécuriser plus de financements, laissent entrevoir que le pouvoir économique pour se procurer des soins, ainsi que la disponibilité de ceux-ci risquent de diminuer davantage dans une situation de crise continue ou si la situation économique ne s'améliore pas. Une ONG internationale a indiqué que 50% de son budget d'opération venait des paiements des patients, ce qui a durement affecté sa situation financière durant la période de « peyi lock ».

**Tableau 3.21 Source de fonds ou de financement**

Distribution des institutions de santé par sources de fonds ou de financement, selon certaines caractéristiques, Haïti EPSS-II, 2017-2018

Caractéristique	Ministère de la Santé	Autres ministères	Régime de protection médicale	Fonds de sécurité sociale	Paiement direct par le client	Remboursement par l'employeur	Subvention du gouvernement au secteur privé	ONG national	Organisation internationale	Coopération bilatérale	Coopération multilatérale	Confessionnel	Programmes communautaires	Autre	Aucune assistance	Effectif d'institutions de santé
<b>Type d'institutions</b>																
Hôpital	48	1	18	2	82	14	1	46	6	9	11	11	1	2	4	131
Centre de santé avec lits	54	2	2	1	85	4	1	39	9	4	17	17	6	1	3	163
Centre de santé sans lit	48	0	1	0	75	3	1	42	9	4	19	19	4	2	4	361
Dispensaire/CCS	61	0	0	0	82	1	0	36	7	2	20	20	1	1	1	352
<b>Secteur</b>																
Public	77	1	2	0	81	2	1	46	9	6	6	6	2	1	2	344
Privé sans but lucratif	42	1	2	0	70	3	1	40	10	5	26	26	2	3	3	173
Privé à but lucratif	30	0	6	0	85	8	1	29	4	2	19	19	2	3	4	302
Mixte	60	1	2	1	79	3	0	46	9	2	29	29	5	1	2	188
<b>Département</b>																
Ouest	38	0	5	0	76	6	1	28	6	3	17	17	3	2	5	367
Sud-Est	67	0	0	0	91	0	1	33	7	3	20	20	1	0	1	69
Nord	40	0	4	1	85	6	1	40	7	1	15	15	3	5	2	107
Nord-Est	88	2	0	0	90	0	0	63	22	12	15	15	2	0	0	41
Artibonite	54	1	2	2	82	3	1	50	9	2	14	14	3	2	2	121
Centre	70	0	4	0	72	8	0	62	13	9	19	19	2	0	0	53
Sud	67	0	1	0	78	4	1	52	9	9	23	23	3	0	1	79
Grande-Anse	72	2	0	0	70	0	0	47	2	4	36	36	2	2	0	53
Nord-Ouest	67	1	0	0	82	0	0	36	6	1	16	16	2	0	1	86
Nippes	82	6	0	0	85	0	0	50	6	6	18	18	0	6	3	34
Ensemble	54	1	3	0	80	4	1	40	8	4	18	18	3	2	3	1 007

Figure 2 : MSPP - Source de fonds ou de financement des établissements de santé en Haïti (2018)

Si le système de santé est déjà dysfonctionnel, les épisodes de « peyi lock » l'ont fragilisé davantage en termes d'accès autant pour les patients que pour les organisations offrant les services, et en termes d'approvisionnement des intrants.

L'inflation de 2019 a résulté en une augmentation du prix des médicaments et des services médicaux en Haïti, affectant la capacité des ménages haïtiens à se procurer des services. Selon le nouvel Indice des Prix à la Consommation, les médicaments, lunettes et frais d'hospitalisation

<sup>111</sup> Rapport préliminaire d'évaluation des prestations des services de soins de santé 2017-2018, MSPP, octobre 2018, <https://mspp.gouv.ht/site/downloads/Rapport%20preliminaire%20Evaluation%20prestations%20des%20services%20de%20soins%20de%20sante%202017%202018.pdf>

ont augmenté respectivement de 33.9%, 31.7% et 25.8 % sur un an<sup>112</sup>. Du point de vue de l'accès physique, les blocages des routes, l'insécurité et les menaces ou attaques sur le personnel et les établissements médicaux ont pénalisé la capacité du personnel médical à se rendre au travail, la circulation des ambulances et la livraison des fournitures médicales<sup>113</sup>, affectant grandement l'accès aux soins. Selon des ONG locales et internationales, le référencement des patients à l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH) n'a pas pu se faire comme à l'accoutumée par difficulté d'accès, manque de personnel, ou fermeture des portes. En effet, suite au décès à l'HUEH d'un patient originaire de Cité-Soleil, l'établissement a reçu des menaces de vandalisme, résultant en l'arrêt du référencement pendant 12 jours, a rapporté une ONG. La crise « peyi lock » a aussi forcé de nombreuses ONG à transporter leurs employés à leur lieu de travail à bord des véhicules des organisations et d'ambulances, afin de continuer à opérer. Les quarts de travail ont parfois été prolongés de 24h, au lieu de 8 à 12h, afin de répondre aux besoins et aux limitations de déplacements. Dans d'autres cas, des membres du personnel médical ont vu leur salaire coupé ou ont été mis au chômage technique dû aux contraintes financières des établissements. La difficulté de faire des suivis réguliers implique aussi que l'après-crise a créé une surcharge importante de travail pour le personnel médical, rendant difficile la mise à jour des dossiers et des traitements.

Pour leur part, les services ambulanciers ne fonctionnaient qu'à 30% en raison de la pénurie de carburant et l'absence des employés et ont été parfois la cible d'attaques, ont rapporté des ONG. En effet, le MSPP a émis un communiqué de presse déplorant des jets de pierre sur une ambulance du Centre ambulancier national (CAN) le 30 septembre à Port-au-Prince<sup>114</sup>, appelant la population à donner accès aux véhicules et personnels médicaux. De plus, Haïti air ambulance (Ayiti Air Anbulans, AAA), le seul service aérien d'urgence médicale en Haïti, a annoncé l'arrêt de ses services en date du 15 août, suite à l'insécurité des épisodes de « peyi lock » de février qui l'empêche de sécuriser un fournisseur d'aviation. Cet arrêt de service a affecté l'accès aux soins médicaux durant la période de septembre à novembre alors que des moyens alternatifs pour se déplacer entre les provinces et la capitale étaient toujours en demande. De nombreuses organisations ont indiqué rechercher des alternatives à la circulation routière. Certaines ont pu bénéficier de transports gratuits par l'hélicoptère du service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS), sachant que cette option onéreuse ne pourra pas être viable très longtemps.

En région, l'accès des patients aux établissements de santé était d'autant plus difficile, notant que, selon les données du MSPP, 36% des établissements de santé du pays sont situés dans le département de l'Ouest, suivi de 12% dans l'Artibonite et 11% dans le Nord<sup>115</sup>. Des ONG locales

---

<sup>112</sup> « L'inflation poursuit inexorablement sa hausse », Haïti Libre, 14 octobre 2019, <https://www.haitilibre.com/article-29002-haiti-economie-l-inflation-poursuit-inexorablement-sa-hausse.html>

<sup>113</sup> « MSF opens trauma hospital in Port-au-Prince amid deepening health crisis », Press release, MSF, 4 December 2019, <https://www.msf.org/msf-opens-trauma-hospital-amid-haiti-s-deepening-health-crisis>

<sup>114</sup> Note de presse, MSPP, <http://mspp.gouv.ht/site/downloads/Note%20de%20presse.pdf>

<sup>115</sup> Rapport préliminaire d'évaluation des prestations des services de soins de santé 2017-2018, MSPP, octobre 2018, <https://mspp.gouv.ht/site/downloads/Rapport%20preliminaire%20Evaluation%20prestations%20des%20services%20de%20soins%20de%20sante%202017%202018.pdf>

et internationales ont indiqué que la fermeture de certains établissements régionaux due à l'insécurité a forcé des patients à parcourir des distances encore plus grandes pour trouver des soins. Par exemple, avec la fermeture de l'hôpital et de la banque de sang des Cayes, des patients ont été référés à Cavaillon (2h de plus de déplacement) et à Fond-des-Blancs (3h de plus de déplacement). Des organisations ont pu procéder à des suivis médicaux grâce à la communication par téléphone et au partage de photos et vidéos avec des médecins à distance. L'utilisation des *smartphones* a été une stratégie positive pour les organisations qui indiquent vouloir se procurer plus de *smartphones* et de plans avec données pour leurs employés. La présence d'agents communautaires a aussi été clé dans la capacité des organisations à poursuivre certaines de leurs opérations (suivis médicaux, livraisons, etc.) Une ONG locale rapporte que les échanges de médicaments entre institutions a permis à des patients d'avoir accès à leurs traitements dans un établissement autre que celui habituel.

Quant à l'approvisionnement des établissements médicaux et des bureaux régionaux des ONG, bien qu'il ait été difficile dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, il l'était d'autant plus pour les régions, dû à l'insécurité grandissante, les blocages de routes nationales d'accès aux provinces pour la livraison d'intrants médicaux et non-médicaux et de produits tels que le carburant et l'eau. Une ONG internationale a indiqué avoir dû négocier couramment le droit de passage avec des individus armés, afin de se déplacer en dehors de Port-au-Prince. D'autres ONG ont pu faciliter certains déplacements en étudiant les tendances des blocages routiers. Des organisations ont manqué d'intrants médicaux (gants, seringues, etc.) à cause des pénuries chez leurs fournisseurs ou de leur fermeture. Des établissements médicaux ont aussi connus des pénuries de sang, dû à la difficulté à collecter et transférer du sang, affectant leur capacité à offrir des soins adéquats aux patients. Les prélèvements de sang ne sont possibles que dans certains établissements et les tests ne se font qu'à Port-au-Prince. MSF Belgique rapporte que certains hôpitaux n'acceptaient des références de femmes pour accouchement que si elles se présentaient dans une ambulance MSF et qu'elles étaient accompagnées par quatre personnes pouvant faire un don de sang afin de remplacer les poches de sang utilisés<sup>116</sup>.

Puis, la fin de la crise « *peyi lock* » a coïncidé avec la visite du navire-hôpital de la marine américaine USNS Comfort du 4 au 13 novembre en Haïti, à l'occasion d'une mission de cinq mois en Amérique latine, centrale et dans les Caraïbes. Des services médicaux gratuits ont été offerts à plus de 3 500 patients et des dons d'équipements tels que des génératrices, tables d'opérations et lits ont été faits à des partenaires haïtiens<sup>117</sup>. Cette visite a certes permis l'accès à des services médicaux, cependant il n'est pas connu si, ou combien, des services médicaux offerts étaient reliés aux conséquences de « *peyi lock* ». Il est à noter qu'en réponse à la crise récente, Médecins sans frontières (MSF) a ré-ouvert le 27 novembre dernier, dans la commune de Tabarre à Port-au-Prince, son hôpital de traumatologie pour les victimes d'incidents tels que les blessures par balles et les fractures ouvertes. MSF rapporte que dans les cinq premières semaines, le centre a

---

<sup>116</sup> Une crise sécuritaire sans précédent traverse Haïti, RTS, <https://www.rts.ch/play/radio/forum-video/video/une-crise-securitaire-sans-precedent-traverse-hati-interview-de-sandra-lamarque?id=10929091>

<sup>117</sup> « Closing ceremony of USNS Comfort 2019 visit », U.S. Embassy in Haiti, 11 November 2019, <https://ht.usembassy.gov/closing-ceremony-of-usns-comfort-2019-visit/>

reçu 574 patients, dont 150 patients en état critique et 57% parmi ces derniers étaient blessés par balle<sup>118</sup>.

### Situation dans les prisons

Selon une évaluation du Réseau national de défense des droits humains (RNDDH)<sup>119</sup> recensant, entre le 15 et le 31 octobre 2019, 17 centres de détention du pays et trois commissariats convertis en prison, les établissements pénitenciers alimentés en eau par la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA), c'est-à-dire les prisons civiles de Jacmel, Mirebalais, Saint-Marc et des Cayes, n'ont pas été confrontées à des problèmes d'accès à l'eau. Les prisons dépendantes de l'approvisionnement en eau de compagnies privées ont connu le plus de pénurie d'eau durant la crise « peyi lock ». Le manque d'accès à l'eau a des incidences sur le fonctionnement des cuisines, le nettoyage des lieux carcéraux, la lessive et l'hygiène des prisonniers. Les conséquences du manque d'accès à ce service de base sont donc une insalubrité et un risque plus élevé de maladies. De plus, depuis début septembre, le RNDDH a rapporté que les soins de santé étaient peu, voir non conduits, sur les prisonniers et que les stocks de médicaments n'avaient pas été renouvelés dans plusieurs établissements. Pour ce qui est du centre de détention juvénile CERMICOL, l'approvisionnement en eau et en médicaments n'a pas été affecté au contraire de la capacité à offrir des soins de santé.

### Disponibilité des données statistiques

MSF indique avoir traité, uniquement dans son centre d'urgence à Martissant, Port-au-Prince, 2 450 patients par mois en 2019, dont 10% d'entre eux étaient victimes de violence (blessures par balle, arme blanche ou autre)<sup>120</sup>. Pour la période de janvier à mars 2019, MSF indique que les statistiques sont deux fois plus élevées que pour la même période en 2018<sup>121</sup>. L'organisation indique aussi qu'il y a eu une augmentation significative en septembre 2019 du nombre de traitement de brûlures, avec 141 patients victimes surtout d'accident<sup>122</sup>. Puis elle mentionne que le nombre de décès maternelle en institution a été très élevé en 2019, avec au moins 45 femmes décédées uniquement dans le département du Sud, une statistique plus élevée que partout ailleurs dans le pays et représentant une augmentation de 35% comparativement à l'année précédente<sup>123</sup>. Les mortalités maternelles auraient été plus nombreuses durant la période de "peyi lock" vu la difficulté des femmes à se rendre à un établissement de santé, au manque d'équipements médicaux ou à la fermeture de plusieurs centres de soins. Malgré le manque de statistiques globales pour chiffrer le taux de mortalité, plusieurs ONG indiquent que les femmes

---

<sup>118</sup> « Ten years after Haiti earthquake, medical care is deteriorating », Press release, MSF, 9 January 2020, <https://www.msf.org/ten-years-after-haiti-earthquake-medical-care-deteriorating>.

<sup>119</sup> « Impact de la crise sociopolitique actuelle sur les conditions générales de détention », RNDDH, 6 novembre 2019, <https://web.rnddh.org/impacts-de-la-crise-sociopolitique-actuelle-sur-les-conditions-generales-de-detention/>

<sup>120</sup> « Ten years after Haiti earthquake, medical care is deteriorating », Press release, MSF, 9 January 2020, <https://www.msf.org/ten-years-after-haiti-earthquake-medical-care-deteriorating>.

<sup>121</sup> « Haïti : deux fois plus de blessés par balle en un an », MSF, 8 juillet 2019, <https://www.msf.fr/actualites/haiti-deux-fois-plus-de-blesses-par-balle-en-un-an>

<sup>122</sup> « Ten years after Haiti earthquake, medical care is deteriorating », Press release, MSF, 9 January 2020, <https://www.msf.org/ten-years-after-haiti-earthquake-medical-care-deteriorating>.

<sup>123</sup> « Millions in Haiti face hunger in 2020 », CNN, 30 December 2019, <https://edition.cnn.com/2019/12/30/world/haiti-hunger-doctors-intl/index.html>

ont été particulièrement touchées par la crise. Le MSPP via le Centre ambulancier national (CAN) a recensé la prise en charge de 50 cas de trauma et 47 blessures par balle en octobre pour les départements de l'Ouest, Sud-Est, Nord, Nord-Est et de l'Artibonite<sup>124</sup>. Cependant des données ne sont pas disponibles pour une comparaison avec des mois précédents. Si les ONG ont observé plus de blessés par violence et de décès, certaines d'entre elles ont tout de même noté une baisse de la fréquentation des établissements médicaux. Cela ne s'explique pas par une baisse des besoins, mais plutôt par l'impossibilité des personnes à se déplacer ou payer des frais médicaux. Une ONG internationale a indiqué avoir traité des patients atteints du cancer de stade 2 avant l'épisode de « peyi lock » qui devraient normalement être en rémission, mais qui sont maintenant au stade 4 puisqu'ils n'ont pas pu faire leurs suivis de chimiothérapie, dû soit à l'impossibilité de se déplacer soit à la fermeture sporadique de la clinique.

### Autres défis opérationnels

Des ONG ont aussi rapporté avoir dû suspendre ou annuler des activités en dehors des soins et suivis médicaux. Des campagnes de sensibilisation au public sur les maladies chroniques et sur les violences basées sur le genre (VBG) n'ont pas eu lieu, l'installation d'équipement et la livraison ou l'achat de médicaments ont été retardés pour cause de blocage à la douane ou d'attente de franchise, des visites terrains d'experts médicaux ont été annulées donc le financement a été perdu, la formation de personnel médical et para-médical haïtien a été annulée, et l'ouverture de centres de traitement en régions a été reportée. C'est entre autre le cas de MSF qui a été contraint de suspendre l'ouverture de deux cliniques de cas de VBG dans le département du Nord à cause des difficultés d'accès et du manque de carburant<sup>125</sup>. Aussi, avec la fin de certains projets, des organisations se questionnent sur la durabilité des résultats acquis et la capacité de l'État à reprendre les activités et le personnel tel que cela était prévu. Finalement, l'impact psychosocial de la crise sur les ménages et sur le personnel médical et les ONG est un facteur préoccupant pour la reprise de la vie courante et des opérations.

### Conséquences latentes de la crise

Bien que certaines ONG aient partagé des données couvrant la période de « peyi lock », jusqu'à présent, aucune étude statistique compréhensive et permettant des analyses comparatives n'a été produite. Cette désinformation a une incidence sur les réponses nécessaires des acteurs gouvernementaux, locaux et internationaux. Comme mentionné plus tôt, les observations des ONG interviewées indiquent que le nombre de blessés (surtout par actes de violence) et de décès aurait augmenté durant la période de septembre à novembre 2019, mais aussi que ces chiffres risquent d'augmenter au courant des prochains mois. Ceci s'explique entre autre par les conséquences latentes de la crise telle qu'une augmentation de personnes, notamment des enfants, souffrant des effets cumulatifs et des complications liées à des maladies, à la malnutrition, ainsi que des femmes enceintes et nouveau-nés n'ayant pas eu accès aux suivis pré

---

<sup>124</sup> Statistiques des urgences prises en charge octobre 2019, MSPP/CAN, <http://mspp.gouv.ht/site/downloads/Statistiques%20des%20urgences%20prises%20en%20charges%20Octobre%202019.pdf>

<sup>125</sup> « Ten years after Haiti earthquake, medical care is deteriorating », Press release, MSF, 9 January 2020, <https://www.msf.org/ten-years-after-haiti-earthquake-medical-care-deteriorating>.

et néonataux durant la période de « peyi lock ». Si, selon le MSPP « le retard dans la prise en charge des urgences gynéco-obstétricales est une des causes de mortalité maternelle et néonatale »<sup>126</sup>, il est juste d'anticiper des statistiques démontrant une augmentation de ces mortalités durant et après la période de crise récente. Enfin, le défi nutritionnel a été rapporté comme l'un des grands enjeux à adresser dans les semaines et mois suivant la crise.

## **Conclusions et recommandations**

La période de « peyi lock » de septembre à novembre 2019 a fragilisé davantage le système de santé en Haïti, principalement en rendant l'accès aux services de santé difficile, par moment même impossible, et en causant des défis d'approvisionnement d'intrants médicaux et non-médicaux. Le manque ou l'absence de données statistiques sur le nombre de blessés, sur les taux de mortalité (maternelle, infantile, etc.), le nombre d'établissements affectés, et autres rend l'analyse des conséquences directes et indirectes de la crise ardue. Les recommandations de réponses aux besoins immédiats et besoins secondaires doivent tenir compte de ces statistiques. D'ordre générale, les préoccupations des ONG consultées sont axées sur : les problèmes structurels préexistants à la crise de « peyi lock » ; la difficulté de sécuriser du financement; l'instabilité économique aggravant la précarité des ménages; l'instabilité politique ; et une possible pénurie de carburant qui affecterait non seulement le coût des produits pétroliers et la capacité à se déplacer, mais qui pourrait alimenter une crise similaire à celle de septembre 2019. Des recommandations d'ONG ont été lancées basées sur leurs défis et leurs observations primaires. Certaines ONG interviewées ont indiqué l'importance de se rallier à une campagne de sensibilisation populaire sur la libre circulation des ambulances et du personnel médical, ainsi que sur la protection des femmes et des enfants. Pour l'accès des organisations aux régions, une alternative plus permanente aux déplacements routiers est aussi recherchée, par voie aérienne ou maritime. Pour certaines organisations, des mesures de mitigations des risques ont pu être prises entre ou après les épisodes de « peyi lock » ; notamment une ONG internationale s'est procurée une citerne afin de pouvoir stocker davantage de carburant, alors qu'une autre a fait l'installation de panneaux solaires afin de diminuer sa dépendance au carburant et à l'électricité d'État dont la distribution reste instable. Ainsi, avoir accès à des sources d'électricité renouvelable, à des puits artésiens ou à une capacité plus grande de stockage d'eau ou de carburant pourraient permettre de remédier aux conséquences d'une future crise. Ces mesures s'insèrent dans des changements structurels qui, selon certaines ONG, sont nécessaires afin de réduire leur dépendance aux services de l'État ou aux services privés. Des ONG ont aussi indiqué qu'avoir plus de fournisseurs pourraient diminuer les risques de pénurie d'intrants. En ce qui a trait à la disponibilité des médicaments, il a été partagé que d'augmenter sa capacité de stockage n'est pas nécessairement une solution lors d'une crise, car certains médicaments ont une date d'expiration plus courte, donc il risquerait d'y avoir des pertes. Puis, des acteurs se sont

---

<sup>126</sup> Rapport préliminaire d'évaluation des prestations des services de soins de santé 2017-2018, MSPP, octobre 2018, <https://mspp.gouv.ht/site/downloads/Rapport%20preliminaire%20Evaluation%20prestations%20des%20services%20de%20soins%20de%20sante%202017%202018.pdf>

prononcés sur l'importance de fournir des réponses d'urgence couplées à des réponses de plus long terme afin d'adresser les besoins humanitaires immédiats ainsi que les causes sous-jacentes de la crise.

### **Note méthodologique**

*Ces rapports de situation sont le fruit d'une évaluation financée par le Start Fund à l'initiative des six membres du Start Network présents en Haïti (Solidarités International, Action Contre la Faim, Mercy Corps, Save the Children, Concern Worldwide, Humanité & Inclusion), avec l'appui du CLIO (Cadre de Liaison Inter-Organisations en Haïti). Elle vise à apporter une réponse à la question fondamentale suivante : est-ce que derrière la crise politique, économique et sécuritaire qui traverse en ce moment Haïti se développe-t-il une crise humanitaire ? Cette réponse sera tirée de l'analyse de l'impact de la crise sur les ménages à travers une consolidation des besoins, le dégagement des tendances, et l'identification des besoins humanitaires prioritaires, afin de proposer des options de réponse contextualisées. Ainsi, un ensemble d'acteurs nationaux et internationaux, opérant dans les milieux gouvernemental, non-gouvernemental, communautaire international et privé, ont été contactés. Leurs analyses et études ont été intégrées dans ces rapports de situation, dont chacun se concentrera sur un secteur d'intervention (eau, hygiène et assainissement, et lutte contre le choléra ; sécurité alimentaire ; sécurité et accès ; éducation ; santé ; moyens existence et protection). Un rapport multisectoriel consolidé avec des analyses croisées et transversales constituera l'aboutissement de cette évaluation menée sur 45 jours.*

*Pour plus de renseignements, veuillez contacter Ariane Guy à [eval.crise@solidarites-haiti.org](mailto:eval.crise@solidarites-haiti.org)*